

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 6,50 € Bimestriel n° 134 – 23e année – mars-avril 2004

photo David Bordes©Institut de France

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 134
Mars avril 2004
BP 863
27008 Evreux Cedex
Tél. 02.32.39.50.50
E-mail : revue.gavroche
@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Directeur honoraire :
Georges PELLETIER

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.F. AMARY
J.M. BERGOUGNIOU
E. COMMUN
P. DAVID
C. JACQUIER
J.-J. LEDOS
R. MERLE
G. PELLETIER
F. ROUX
L. SEROUX
A. SIMON
C. VIRLOUVET
P. YSMAL

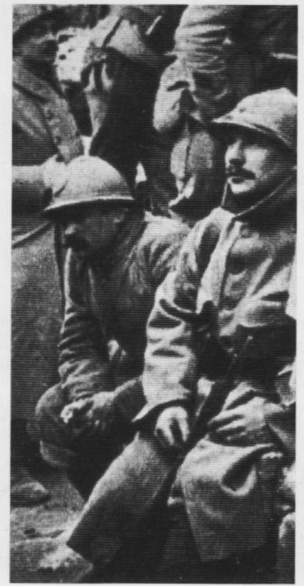
Commission paritaire :
0707K81974
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont résumés et indexés dans Historical Abstracts and America : History and Life

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. 01.40.24.21.31

Publication, secrétariat de rédaction et mise en page : Scoop Presse
BP 863 - 27008 Evreux cedex

Impression : 27 Offset
27930 Gravigny



« Une tranchée française en forêt, vers 1915-1916, similigravure, 12,5x17,5 cm ». Section photographique de l'armée française.

Cette photo sur la couverture, vous la verrez sans doute reproduite ailleurs dans les semaines qui viennent. il s'agit d'une des 220 épreuves originales qui seront présentées à partir du 31 mars, jusqu'au 27 juin au musée Marmottan Monet (2, rue Louis-Boilly, Paris 16ème) dans une exposition appelée : La photographie dans les collections de l'Institut de France 1839-1918.

Quel rapport entre l'Institut de France et la photographie ? Des liens très anciens, nous indique la note de présentation.

« C'est en effet dans la grande salle de séance du palais du quai de Conti que fut révélé, le 19 août 1839, un tout nouveau procédé de fabrication d'images dont la paternité était attribuée à Louis-Jacques Mandé Daguerre ; la naissance de la photographie était ce jour officiellement proclamée lors d'une séance désormais historique de l'Académie des sciences. François Arago, secrétaire perpétuel de l'académie et instigateur de ce "lancement" du daguerréotype, entrevit très tôt, comme de nombreux académiciens, l'importance capitale de la photographie naissante. Fidèle à sa mission, qui est d'encourager les recherches et les créations dans les domaines des sciences, des arts et des lettres, l'Institut prit une part active dans l'essor de la nouvelle technique. Dès lors, il n'est pas étonnant de trouver certaines des toutes premières photographies dans les archives de l'Institut.»

Sont ainsi conservée environ 40 000 photographies très diverses d'expériences scientifiques, de voyages lointains mais aussi de "vue prise d'une lucarne de ma maison", de découvertes archéologiques ou les débuts du reportage de guerre, de portraits ou de paysages...

Les œuvres choisies accompagnées de courriers des photographes artistes et savants permettent de retracer cette histoire de la photographie.

Cette photo de tranchée* convient bien pour illustrer ce numéro qui, à peu de temps du quatre-vingt-dixième triste anniversaire de la guerre de 1914, laisse la parole à des hommes qui ont résisté à contre-courant de l'affrontement sanguinaire. Charles Jacquier nous offre un dossier de neuf pages (p. 6) avec des choix de textes qui donnent envie de lire les livres récemment réédités chez Agone. Lucien Seroux nous invite (p. 29) à lire simultanément Martinet et Latzko et, en préambule à la lecture de ces pages, le cri du cœur de Pierre Ysmal :

Comme vous allez peindre, ô sang des jeunes morts
sur le noir univers de riantes couleurs !
sang des morts, sang des morts, ô chairs décomposées,
ô fumier, que d'amour, que d'éclat, que de charme !

écrit Marcel Martinet dans son *Sang des morts*, poème des *Temps maudits*.

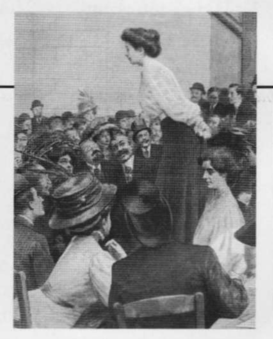
Publié en 1917, ce recueil de Marcel Martinet est réédité.

Romancier, poète, dramaturge, essayiste, critique, directeur littéraire de *l'Humanité* (1921-1923), pacifiste, militant, Marcel Martinet, correspondant assidu de Romain Rolland se lit toujours avec intérêt.

Ses poèmes rappellent que, pendant la première grande boucherie, il n'y avait pas que des immondes Barrès et Lavedan, bouchers de plumes, sergents racoleurs des charniers, salopards tricolores agenouillés devant les brutes galonnées, criminels honorés.

Les Temps maudits s'inscrivent dans notre littérature.

** C'est en 1915 que le ministère de la guerre créa la Section photographique de l'armée avec plusieurs centaines d'opérateurs chargés de fournir la matière première à usage d'une propagande patriotique massive.*



Dessin en dernière page de couverture : Le rapprochement entre la journée de la femme du 8 mars et les élections deux semaines après, permet de nous remettre en mémoire l'incroyable obstination de la classe politique à repousser aussi longtemps le droit de vote des femmes.

Des femmes n'ont pourtant pas manqué de courage pour affronter la bêtise des hommes et réclamer justice. En témoigne cette page de *l'Illustration* du samedi 9 mai 1908 où, bien évidemment le plumitif de service s'amuse de cette hardiesse féminine contre nature. « Là, au milieu d'une foule curieuse et de belle humeur, la candiate, préalablement décoiffée de son chapeau emplumé, juchée sur une table en guise de tribune, harangua les électeurs du quartier Saint-Georges, se déclara fille du peuple, ancienne institutrice, journaliste à ses heures, puis exposa son programme, cependant que les auditeurs – ou plutôt les spectateurs – appréciaient surtout sa chevelure d'or coquettement accommodée, la coupe élégante de son corsage et de sa jupe "trotteuse", sa grâce juvénile contrastant d'une façon piquante avec son aplomb cavalier. »

Mlle Jeanne Laloë obtint tout de même plus de neuf cents suffrages à cette élection municipale. Nombre insuffisant pour être arithmétiquement élue. Ce qu'elle ne pouvait pas être légalement. Les bulletins avec son nom ne furent même pas comptabilisés. L'administration les enregistra comme nuls, sans indication de la bénéficiaire.

Inauguration de l'Exposition internationale de Nancy par M. Barthou, ministre des Travaux Publics.

Pendant l'Exposition internationale de Nancy en 1909 :
un concours de pêche franco-sénégalais...

Au début du siècle dernier et comme une trentaine de grandes villes de province avant elle, Nancy, capitale de la Lorraine, s'est commandé à son tour une exposition baptisée « Exposition Internationale de l'Est de la France » qui va se tenir, pendant six mois complets, du 1er mai au 31 octobre 1909, au Parc Sainte-Marie. Les Archives municipales, d'une exceptionnelle richesse, nous disent tout ou presque de cet événement finalement très réussi mais qui n'en a pas moins nécessité cinq ans d'une préparation cahotante et semée d'embûches, non seulement sur le principe et le contenu de l'exposition elle-même mais aussi quant à certains aspects secondaires, tels l'adjonction d'un « Village noir », attraction séparée et payante qui, avec d'autres, allait encore séduire les foules européennes pendant encore une vingtaine d'années.

A côté des groupes d'individus exotiques présentés par les autorités dans le cadre d'expositions officielles , « universelles » ou « coloniales » (1876, 1889, 1894, 1900, 1906, 1907, 1922, 1931), à côté aussi des troupes et « caravanes » de pur spectacle avec ou sans animaux selon la formule américaine et surtout allemande de la célèbre firme Hagenbeck, les « Villages noirs », « nègres » ou plus souvent « sénégalais », constituèrent une troisième catégorie d'exhibitions de sujets lointains et pittoresques, mise au point, à partir de 1890, par une petite dizaine d'impresarios-directeurs tous français. Ces messieurs, qui se connaissaient tous et avaient même parfois travaillé ensemble à leurs débuts, étaient certes désireux de gagner de l'argent mais s'efforçaient dans l'ensemble de donner à leurs attractions une certaine vérité artisanale, culturelle et ethnologique. Ces « Villages », plus ou moins sommaires mais fixes pendant une longue période, recréaient donc, vaille que vaille, les conditions de la vie quotidienne, économique, familiale et culturelle d'un ou de plusieurs groupes ethniques homogènes, sous les yeux du public visiteur et dans une ambiance, à coup sûr, moins éprouvantes pour la dignité et la cohésion psychoculturelle des exhibés que dans les autres formes d'exhibition de l'époque : troupes de cirque, de music-hall ou de spectacle.





Gourbi Arabe. - Fabrication de Tapis de la Maison Djamal de Tunis
Souvenir de l'Exposition de Nancy, 1909

Sollicitée par plusieurs organisateurs depuis 1902, la Ville de Nancy a finalement choisi, pour avoir son « Village noir », de traiter avec Bouvier-Tournier, un tandem de directeurs qui s'est constitué en 1904 et tourne dans toute la France depuis cette date avec une troupe sénégalaise essentiellement constituée d'artisans castés (forgerons, bijoutiers et boisseliers). Le fait que ceux-ci, Wolof, Lébou ou Toukoulor musulmans, soient recrutés à Dakar, Gorée, Rufisque ou même Saint-Louis, « communes de plein exercice » alignées sur celles de la métropole et dont les « originaires » sont de ce fait (en principe en tout cas) citoyens français à part entière et électeurs, confère évidemment à l'ambiance de ces manifestations une dimension tout à fait originale et encore plus exceptionnelle dans le contexte colonial de l'époque. On imagine déjà, en maints endroits, les quiproquos et les surprises lorsque le public de la métropole, dont les éléments les plus stupides (pas forcément les moins instruits) s'attendaient à rencontrer des sauvages, se trouve en réalité confronté à des Nègres électeurs et citoyens.

Le courant passe désormais très fort entre les Nancéiens et leurs hôtes.

Charmants Sénégalais

Les Sénégalais - 52 hommes, 30 femmes et des enfants, soit une vingtaine de familles entières et des célibataires - arrivent donc à Nancy le 21 mai avec un de leurs deux managers et leur chef de Village très distingué, Mamadou Seck. Le portrait de celui-ci, qu'accompagne pour la première fois son fils Doudou, âgé de 12 ans, paraît dans le n° 54 du Journal de l'Expo, lequel le décrit comme un « causeur brillant, intéressant et original, parfait gentilhomme... (qui) ne se plaint pas du climat ». Le journaliste dit d'ailleurs à Bouvier en partant : « vos Sénégalais sont charmants ». C'est la même troupe qui est déjà venue à Amiens trois ans plus tôt, puis à Londres en 1908 et une bonne partie de ses éléments en sont donc à leur troisième voyage en Europe.

Le public nancéien et les journalistes ne succombent pas tout de suite à l'enthousiasme. Le dégel, lent et progressif, va se trouver accéléré par la naissance d'une petite Aminata dont le baptême (musulman) rehausse la journée du 10 juin, et aussi toute une série de fêtes qui favorisent les rencontres entre les exhibés et leurs visiteurs. Visiteurs, si l'on peut dire, puisque les Sénégalais, venus de loin, sont eux aussi les nôtres, avides de découvrir en sens inverse le pays-des-Blancs et si possible plusieurs années de suite.

Si l'on en croit les journaux, à partir de juillet, le courant passe désormais très fort entre les Nancéiens et leurs hôtes de couleur. On s'intéresse aux coiffures de leurs femmes : « beaucoup de travail avec une tige de fer... admirables mais ne les imitez pas ». /Journal n°41/.

On s'intéresse aussi – c'est beaucoup plus rare – à leur langue. Et comme c'est en wolof que Mamadou Seck retransmet à sa troupe les ordres de Bouvier, un journaliste, aidé par le dessinateur du Village, Abdoulaye Samb, dresse un petit lexique français-wolof d'environ 110 expressions ou mots à peu près correctement transcrits qu'il fait publier trois fois de suite en septembre dans les numéros 56, 58 et 59 du Journal.

Les contacts sont possibles et même faciles. Sept retraites aux flambeaux se succèdent au total entre juin et octobre. Un joyeux cortège, mené, en charrette, par Mamadou Seck lui-même, parcourt toute l'Expo le 13 septembre. Les 9 et 16 octobre,

des bals « blanc-noir » suscitent, pour un soir ou davantage, des rapprochements raciaux qui préfigurent bien ceux de 1914-18, à l'occasion de la grande Guerre. Après quoi, Mamadou Seck et ses « villageois » entament le mois de jeûne du Ramadan.



...tion interdite
Exposition de Nancy. – Village Sénégalais

Mémorable

De toutes les réjouissances organisées au Village pour le plaisir des uns et des autres, la plus mémorable est certainement le concours de pêche organisé en octobre, par le Journal de l'Expo en liaison avec Bouvier et doté de prix non négligeables : la direction du Village offre en effet une bague sénégalaise en or ou 25 F en espèces. Les épreuves se déroulent d'abord du 7 au 10. Les journalistes qui signent Al.-Ed. en font d'abord un long compte-rendu naïf sans mention des Sénégalais /Journal n°70/. Mais Mamadou Seck est vice-président du jury de cinq membres qui se réunit le dimanche 10 pour la lecture du palmarès : quatre Sénégalais, Prosper Seck, Mamadou Diagne, Salla Sène et Matabara Niang sont lauréats parmi une douzaine de Français et la distribution des prix, le jeudi 14, nous vaut un magnifique triplé de discours /Journal n°73/ dont on appréciera la cocasserie probablement préméditée... encore qu'on n'en soit pas très sûr. Un certain Pol Simon est le premier à parler et son sabir délibéré emprunte plus à l'Algérie qu'au Kayor ou au Cap Vert :

« Dames, Sieurs,

Nous organisateur, Concours pêche au Village Sénégalais, heureux tout plein succès remporté. Dans le bassin, macache bonne eau mais poisson besef. Ici en France sénégalaise, nous avoir fait pour première fois concours pêche en bocal. Poissons blancs et noirs, pêcheurs noirs et blancs, belle pêche, beau prix. Bravo, merci ! dieridief ! Salamalecoum ! »

Poissons blancs et noirs, pêcheurs noirs et blancs.

Le président du jury, Duché, lui succède et choisit lui aussi le même style télégraphico-petit nègre :

« Dames, Messieurs,

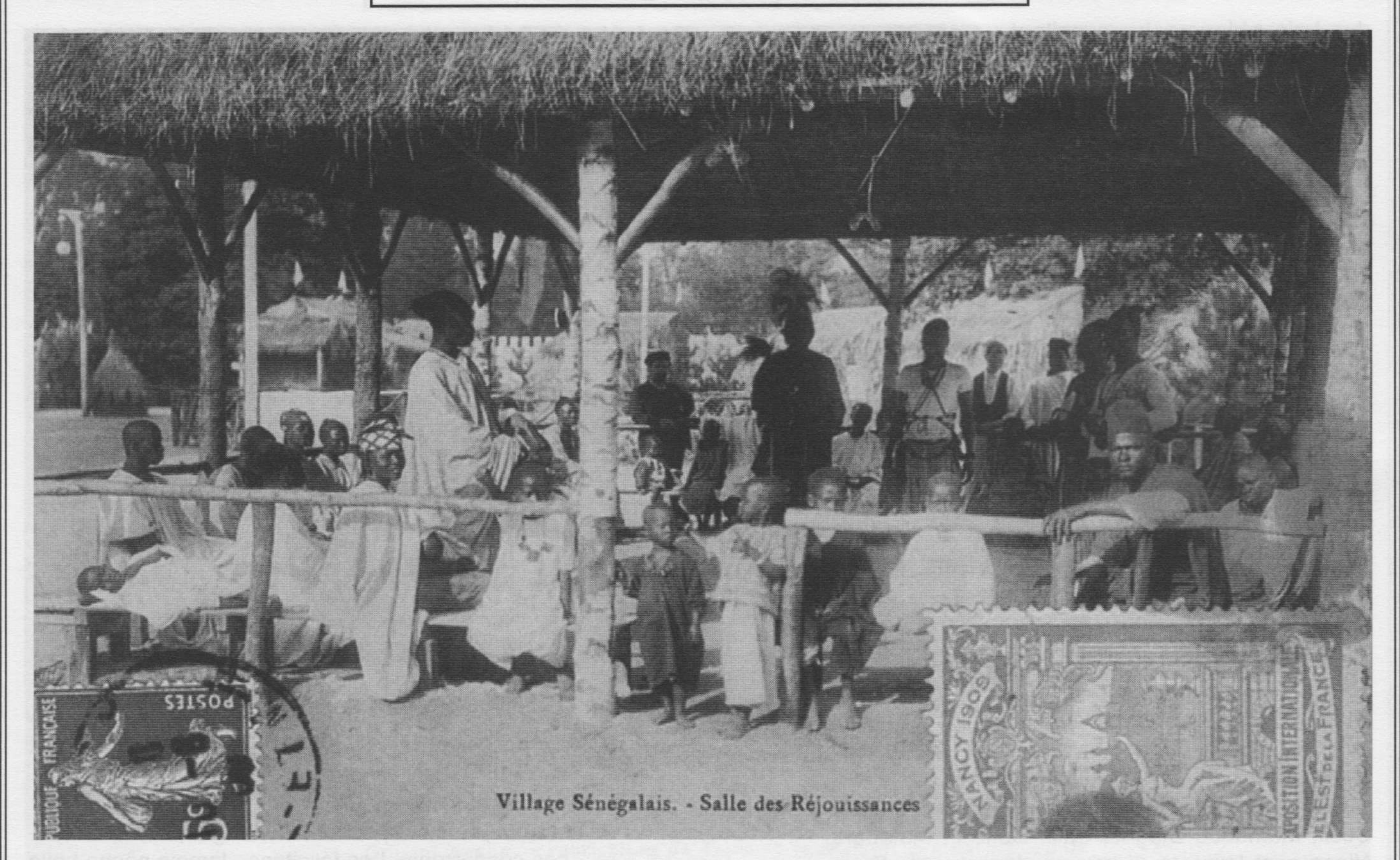
Nous, Société pêcheurs à la ligne, contents succès concurrents. Les félicitons. Jamais pêche belle comme ici ; toujours commissaires blancs, ici commissaires noirs. Apportons aux amis pêche à la ligne Nancy et aux frères Sénégal meilleurs compliments et invitons tous concours prochain. Salamalecoum »

La surprise est évidemment pour la fin, et c'est Mamadou Seck qui nous la réserve. Les Blancs auraient-ils voulu le mettre dans l'embarras en lui composant un texte ampoulé trop difficile pour lui ? Cela semble illogique puisqu'ils ont déjà conçu et organisé un concours qui semble, par principe égalitaire et loyal. Il est donc probable que Mamadou Seck ait accepté, avec humour et en parfaite connaissance de cause, la petite épreuve qu'on lui a préparée. Ou bien avait-il décidé lui-même de donner aux métropolitains présents un aperçu de


Exposition Internationale d'Amiens 1906
Village Sénégalais — Salle des Réjouissances
P S
O H
Tarte officielle de l'Exposition - O. Hacquart, phot.-édit., Amiens

Bien que le plus célèbre éditeur de cartes postales entre 1900 et 1914 (Albert Bergeret et les Imprimeries Réunies de Nancy) ait obtenu l'exclusivité des cartes postales de l'Exposition Internationale de l'Est de la France en 1909, ce sont des cartes postales réalisées lors de l'exposition d'Amiens en 1906 par O. Hacquart qui vont être réutilisées par le Village Sénégalais. Bien entendu, ces cartes ne sont ni situées ni datées et le nom du photographe disparaît par la même occasion (salle des réjouissances, les plongeurs, le tisserand, etc.).
Plusieurs hypothèses, mais la plus vraisemblable serait due à un désaccord entre Bergeret et le propriétaire impésario du village noir sur le prix à payer pour avoir d'abord le droit de prendre des photos à l'intérieur du village et pour ensuite éditer les cartes postales.
Il convient de rappeler que ces Villages Noirs, Sénégalais ou Exotiques, sont des attractions et spectacles à l'initiative d'organisateurs privés. Souvent aidés par d'anciens coloniaux qui recrutent les troupes, ils prennent l'intégralité du risque financier de la manifestation (salaires, voyages, hébergement, frais d'exposition, etc.). La vente des cartes postales est, avec le droit d'entrée perçu pour la visite, une des principales sources de revenu.
Par contre des activités commerciales spécifiques comme les tapis de la maison Djamal ou le Village Alsacien auront leur carte postale des Imprimeries Réunies.

Jean-Michel Bergougniou, février 2004



Village Sénégalais. - Salle des Réjouissances

l'emphase et de l'érudition dont il était capable ? Écoutons-le :

« Petit poisson deviendra grand pourvu que dieu lui prête vie, a dit un de nos poètes observateurs que les difficultés de communication d'alors avaient empêché d'aller étudier au Sénégal les mœurs des sauterelles comme en France il étudiait celles des fourmis.

Messieurs, ce poète, s'il était ici, verrait l'erreur de ces affirmations. De petits poissons furent mis dans les ondes bleutées du bassin et jamais ils ne deviendront grands, car ils sont aujourd'hui pris et mangés, à moins que par une de ces métempsycoses auxquelles croient encore certaines tribus arriérées de l'Afrique autres que les Sénégalais, ils ne revivent un jour sous la forme de monstres marins.

La pêche, en effet, Messieurs, fut des plus fructueuses et je n'imagine point que les blancs sur les bords de la Meurthe et les noirs sur les rives du Sénégal aient jamais éprouvé pareil plaisir à ferrer les poissons qui, étourdis, s'offraient à leurs appâts.

De ce plaisir éprouvé, je remercie, au nom de la tribu, tous ceux qui l'ont procuré : organisateurs, donateurs de lots, contrôleurs, membres du jury, et je félicite de tout mon cœur les heureux lauréats d'aujourd'hui que j'invite à venir chercher leurs prix ;

Ils étaient (à) la pêche, il est bien juste qu'ils soient à l'honneur. »

Popularité renforcée

Succès oblige : un second concours de pêche est organisé un peu plus tard, pour lequel la distribution des prix a lieu le lundi 25 octobre. Les Sénégalais donneront encore un bal d'adieux le jeudi 28, au prix réduit de 0F.50 et plieront bagages le samedi 30 après un séjour record de 5 mois et 10 jours pendant lequel leur popularité n'aura fait que se renforcer, bien que d'autres attractions et événements l'aient plusieurs fois éclipsée pour quelques jours : la Ferme lorraine, le Village alsacien, la journée franco-belge et aussi, le 25 juillet, la traversée de la Manche par Blériot. Car, en 1909, l'aviation est partout à l'honneur avec le IV[e] Congrès international d'aéronautique, même si le dirigeable « Ville de Nancy » se révèle décevant dans ses évolutions.

D'autres attractions : la ferme lorraine, le village alsacien, la journée franco-belge...

Lorsque arrive le temps des comptes et des évaluations, Laffitte, secrétaire-général de la Chambre de Commerce de Nancy organisatrice, adjoint au maire et gérant du *Journal de l'Expo*, évoque, dans son Rapport final, la « réelle faveur », le « caractère pittoresque » du Village sénégalais, « la qualité des figurants, la sincérité de leurs attitudes, leur propreté, suffiraient à expliquer la sympathie dont ils ont bénéficié – et avec eux le concessionnaire – ».

Pourtant, contrairement aux palmarès de la plupart des expositions industrielles et privées de l'époque, celui de Nancy ne fait apparaître aucun de leurs noms. Par ailleurs, l'iconographie relative au Village est très réduite, Bouvier-Tournier ayant vendu à Nancy, non des cartes postales originales mais, après neutralisation de la légende, celles qu'avait signées le photographe Hacquart à Amiens trois ans plus tôt !

2 400 000 visiteurs !

Trois générations de Nancéiens plus tard, on a tout oublié depuis longtemps de l'Exposition de 1909 et de son Village sénégalais. La petite Aminata elle-même, serait-elle encore de ce monde, ne pourrait guère nous raconter l'ambiance du Parc Sainte-Marie qui la vit naître. Mais les Séné-







L'Illustration du 26 juin 1909 relate l'inauguration de l'exposition de Nancy en faisant une place toute particulière pour « la touchante reconstitution du village alsacien ». Le journaliste note qu'il s'agit d'authentiques bâtiments qui proviennent d'un vrai village près de Bouxwiller. Achetés, ils ont été démolis pièce à pièce puis reconstruits à l'exposition. « Cette vieille maison simple et confortable de l'Alsace du XVIIIe siècle, où de jeunes Alsaciennes vaquent à leurs travaux, est visitée avec une curiosité attentive, presque recueillie. »

galais de Nancy, prenant pour la première fois connaissance de ces événements vieux de quatre-vingt dix ans, ont souhaité les faire connaître autour d'eux et songé à recréer, dans le cadre d'une fête moderne, l'esprit du Village de 1909. Comme la pêche de Mamadou Seck, cette longue rencontre franco-sénégalaise de bon aloi dans le contexte pourtant colonial et paternaliste de l'époque, aura donc été fructueuse. Elle méritait bien d'être racontée (*).

Une petite communauté sénégalaise homogène de cent personnes a donc su faire impression, plus de cinq mois durant, sur des centaines de milliers de visiteurs de tous âges (2 400 000 entrées au total !), de tous niveaux socioprofessionnels, de toutes mentalités, ouvertes ou frileuses et, certainement aussi, de toutes fois, bonnes et mauvaises.

Dans l'attente d'informations plus abondantes et plus précises encore, si possible de la part des fils et petits-fils sénégalais de ceux de 1909, nous sommes convaincus que le Village de Nancy, comme plusieurs dizaines d'autres entre 1894 et 1930, a joué son rôle, modeste mais positif, dans la lente, inachevée découverte réciproque des Français d'alors et de leurs lointains sujets africains.

Une rencontre franco-sénégalaise de plus de cinq mois.

Philippe David

(*) On sait peut-être qu'une thèse (aussi agressive qu'historiquement dévoyée pour ne pas dire mensongère mais actuellement à la mode dans certains milieux universitaires et commerciaux) prétend réduire la présence des Africains en France pendant trois quarts de siècle à des exhibitions dégradantes où les indigènes auraient été rassemblés par la République elle-même dans des « zoos humains » et présentés comme sauvages, voire anthropophages, derrière des grillages quand ce n'est pas dans des cages, pour mieux enfoncer le public dans le racisme et le mépris de l'Autre...

Sources

Archives municipales de Nancy (AM Nancy) divers dossiers et surtout :

Journal de l'EXPO, collection complète, n°s 1 à 78 (1.5.1909 au 1.11.1909)

Iconographie et bibliconographie :

quelques photos et dessins, affiches et cartes postales (d'Amiens-1906 !)

Bibliographie :

Ph. DAVID : Le Village Noir de Nancy de 1909 en histoire et en images (à paraître)

Marcel Martinet au service de la classe ouvrière


Dessin de Gaston Pastré.



Après des études à l'Ecole normale supérieure, Marcel Martinet (1887-1944) renonça à une carrière universitaire afin de se consacrer à la littérature, gagnant sa vie comme rédacteur à l'hôtel de ville de Paris. Il écrivit dans des revues littéraires tout en sympathisant avec le groupe de syndicalistes révolutionnaires qui avaient lancé *La Vie ouvrière* en 1909, persuadé que le renouveau des arts et des lettres était inséparable d'une transformation radicale de la société. Mais son engagement devait s'affirmer complètement durant la Première Guerre mondiale où il fut l'un des rares intellectuels à refuser le patriotisme et le chauvinisme, rejoignant le premier noyau de militants internationalistes autour d'Alphonse Merrheim, Pierre Monatte et Alfred Rosmer. En témoigne son œuvre la plus célèbre, *Les Temps maudits* (1917) [1], un recueil de poèmes, « cris désespérés » devant « nos drapeaux rouges bafoués » et « chants d'espoir quand même ». Sur ce thème, nous reprenons ici « Les intellectuels et la guerre », (page suivante) un texte où le poète soulignait que « dans l'immonde histoire de la guerre » l'un des plus sinistres épisodes avait été la « lâcheté des intellectuels à se duper eux-mêmes » [2], avant d'évoquer la figure de l'écrivain hongrois d'expression allemande Andreas Latzko (1876-1943), qui à elle seule justifiait « d'avoir cru que si l'imbécillité et le crime n'avaient pas de patrie, le courage moral et l'esprit n'en avaient pas non plus ».

Engagé avec passion dans le mouvement communiste naissant et déployant une intense activité intellectuelle au service de la culture ouvrière [3], Marcel Martinet fut le directeur littéraire de *L'Humanité* de 1921 à 1923. Malade du diabète, il dut quitter ses fonctions, puis s'éloigna du PCF en même temps que Monatte, Rosmer, Souvarine, etc. C'est en 1926 qu'il publia le texte intitulé « Contre le courant », d'abord dans la revue littéraire *Europe*, ensuite dans *La Révolution prolétarienne*, revue syndicaliste créée par Monatte, Rosmer et leurs camarades l'année suivant leur départ du PC [4]. Cet article, en forme de bilan d'une génération forgée par les combats contre la première guerre impérialiste, affirme également la position minoritaire et à contre-courant qui allait être la sienne durant l'entre-deux guerres — comme celle des révolutionnaires qui s'efforcèrent de sauver l'idéal socialiste de sa perversion stalinienne sans tomber dans l'ornière du réformisme social-démocrate (page 9).

Enfin le texte de Pierre Monatte propose un hommage fraternel au compagnon des jours difficiles qui n'avait « jamais séparé le socialisme de la classe ouvrière » (page 13).

Je remercie Monette Martinet de nous avoir autorisé à reproduire ces textes.

C.J.

Alphonse Merrheim (1871-1925) était chaudronnier en cuivre. Secrétaire de la Fédération des Métaux et partisan du syndicalisme révolutionnaire, il participa en 1909 à la fondation de *La Vie ouvrière*. En 1914, il fit partie du petit noyau internationaliste aux côtés de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer et sera l'un des principaux animateurs de la minorité syndicaliste opposée à l'Union sacrée. En septembre 1915, il fut délégué à la conférence de Zimmerwald. Après la révolution russe, il désapprouva la paix séparée de Brest-Litovsk et les méthodes des bolcheviks et se rallia à la majorité confédérale de Jouhaux en 1918.

Pierre Monatte (1881-1960), par le rôle essentiel qu'il joua au sein du syndicalisme français, est une référence pour tous ceux qui luttèrent et luttent encore pour un syndicalisme émancipateur et libre. Correcteur d'imprimerie, il fonda la revue syndicaliste *La Vie ouvrière* en 1909 et fut, avec Alfred Rosmer et Marcel Martinet, un des rares militants à résister au déferlement du patriotisme au sein de la classe ouvrière en 1914. Responsable de la rubrique syndicale de *L'Humanité* de 1922 à 1924, il prit rapidement conscience de la montée du stalinisme, auquel il s'opposa résolument sans céder pour autant au réformisme. Exclu du Parti communiste en décembre 1924, il fonda avec Maurice Chambelland, Robert Louzon et Alfred Rosmer une autre revue syndicaliste, *La Révolution prolétarienne* qui se consacra durant des années à lutter pour préserver les chances de renaissance d'un syndicalisme fidèle à la Charte d'Amiens.

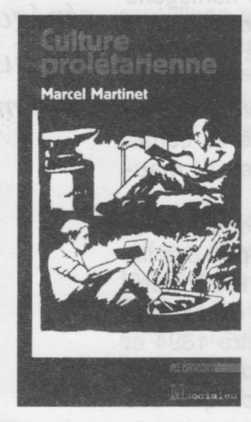
Alfred Rosmer [Griot, André, Alfred dit)] (1877-1964) était employé aux écritures, puis correcteur. Il collabora au quotidien *La Bataille syndicaliste*, puis fut rédacteur à *La Vie ouvrière*. Cheville ouvrière de la minorité internationaliste durant la guerre, il participa à la constitution du Comité pour la IIIe Internationale, qui sera à l'origine du PCF. Il fut élu au Comité exécutif de l'Internationale communiste lors de son IIe Congrès (1920). Exclu du PCF en 1924, il reprit son métier de correcteur d'imprimerie, participa à *La Révolution prolétarienne*, puis au travail des partisans de Trotski, notamment à la constitution de la Ligue communiste et aux revues *La Vérité* et *La Lutte de classes*. Suite à la crise du groupe trotskiste français, il s'en éloigna en 1930 pour se rapprocher jusqu'à la fin de ses jours de *La Révolution prolétarienne*. Ami personnel de Trotski, malgré d'importants désaccords, il sera un des animateurs en 1936-1938 de la Commission d'enquête sur les procès de Moscou.

[1] 4e édition, augmentée des *Carnets des années de guerre (1914-1918)*, Marseille, Agone, coll. "Marginales", 2003.

[2] Ce texte est publié en postface de *Hommes en guerre* d'Andreas Latzko, Marseille, Agone, coll. "Marginales", 2003.

[3] Lire Marcel Martinet, *Culture prolétarienne*, Marseille, Agone, coll. "Mémoires sociales", 2004.

[4] Notons que cet article fut repris, augmenté d'une substantielle présentation de Nicole Racine, dans un numéro spécial de la revue *Plein chant* (n° 26, printemps 1975) consacré à Marcel Martinet.







LES INTELLECTUELS & LA GUERRE

« A vous encore, ennemis de demain,
Vrais ennemis d'hier, d'aujourd'hui, de toujours,
Vous qui luttez si bien, la plume en main,
Héros cachés, cachés derrière ceux qui meurent,
Derrière ceux que vous jetez à la mort, […]

À vous, fiers de nous rentrer dans la gorge
Avec vos poings gantés de fer
Nos cris de rage et de douleur,
À vous qui vous distribuez des éloges. »

Marcel Martinet, *Les Temps maudits*

Toutes les internationales se sont disloquées et déshonorées pendant la guerre. Celle qui s'est le moins disloquée, c'est l'internationale de l'argent, qui ne pouvait non plus se déshonorer; seulement elle n'a pas pu empêcher une guerre que ses sales trafics avaient rendue inévitable et qui la tuera.

Mais toutes celles qui se réclamaient d'un idéal se sont reniées misérablement – internationale religieuse comme internationale ouvrière.

C'est qu'en fait aucune d'elles n'existait. Malgré les sophismes opportunistes des politiciens, une internationale n'est pas une addition d'unités nationales; l'internationalisme est un état d'esprit. La nation française n'est pas née de la réunion temporelle des provinces ; elle a eu son existence dans un certain sentiment de solidarité entre les hommes de ce pays. Entre les hommes de diverses provinces du monde, il y aura une internationale quand ils seront unis par un sentiment sincère de fraternité, simplement parce qu'ils sont des hommes en face des forces connues ou secrètes de la matière.

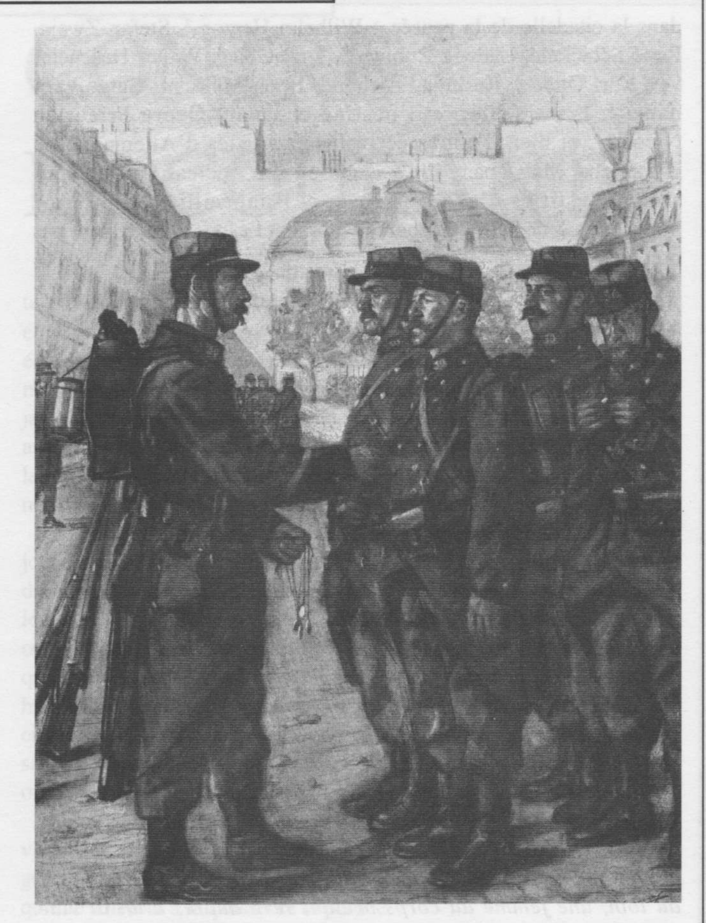
S'il est dans la nature humaine quelque chose qui se prête à cette fraternité, qui l'implique nécessairement, c'est l'intelligence. Tous les jeux de mots des amoindrisseurs de l'esprit n'en feront pas la spécificité d'une nation ou d'un groupe quelconque. […] On pouvait donc espérer que ceux qui dans les nations se prétendent les serviteurs de l'esprit (mais ils n'en sont que les saltimbanques) sauraient maintenir la pensée et l'art au-dessus de la mêlée, quand même ils se soumettaient par ailleurs aux disciplines particulières. Il n'en a rien été et aucune abdication n'a été plus piteuse et plus dérisoire que celle de cette fausse internationale de l'esprit. Aux dénégations serviles des 93 intellectuels allemands [1] la soi-disant élite française a répondu par une frénésie de domesticité ; et il en fut de même dans d'autres pays. La pensée et l'art, insolemment reniés, n'ont plus été que des moyens, avec leur rôle assigné dans la besogne de tuerie, quelque chose entre les gaz asphyxiants et les avions de bombardements. Dans l'immonde histoire de la guerre, un des plus répugnants chapitres dira ce mensonge des intellectuels, leur lâcheté à se duper eux-mêmes, eux qui n'ont d'autre raison d'être que la recherche de la vérité.

Ne pleurons pas sur cette faillite; il n'y a pas de temps à perdre. Dans la paix de crime et de mensonge qui concluent dignement la guerre, nul ne se sauvera seul, malgré l'illusion qu'en ont actuellement les égoïsmes surexcités par la misère. Nul : ni les individus, ni les corporations, ni les nations. Et les corps non plus ne se sauveront pas sans l'esprit, ni l'esprit sans le corps. Les forces de la révolution sociale seront spirituelles autant que matérielles. Jamais, il ne fut plus nécessaire que ceux en qui habite réellement l'esprit international sentent, de nation en nation, qu'ils ont des compagnons fraternels et sincèrement dévoués à la tâche commune.

*

* *

Nous sommes internationalistes parce que l'internationalisme – renié par les soi-disant chefs des travailleurs quand fut déchaînée, contre les travailleurs, la guerre internationale – est l'arme nécessaire des travailleurs dans la lutte pour leur émancipation ; parce que la société des travailleurs émancipés ne pourra être qu'internationaliste.



La remise des médailles d'identité aux mobilisés. Août 1914, caserne de la Pépinière, à Paris. Dessin Lucien Jonas.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes des hommes ; parce que nous connaissons l'identité, à travers les temps et les espaces, des grandes idées et des grands sentiments humains ; parce que nous venons de voir le plus affreux spectacle de l'histoire : l'idéologie patriotique se refaire une jeunesse dans le sang de quinze millions d'hommes, dans les larmes et la souffrance universelle. Notre foi sociale et notre foi humaine ne font qu'un.

Un homme seul avec la vérité est bien fort, beaucoup plus fort qu'une majorité abusée. Nous n'avons pas douté de notre foi, quand nous ne nous retrouvions que deux ou trois à l'avoir gardée; quand chacun de nous aurait été seul, il n'aurait pas douté d'elle; et nous n'en aurions pas douté, quand même le bourrage sur « les Allemands unanimement bellicistes » nous aurait été démontré n'être pas un bourrage. Nous aurions simplement pensé, avec une tranquillité qui paraîtra très orgueilleuse : tous les Allemands se trompent ; ce n'est pas une raison pour que je me trompe aussi.

Mais nous savions aussi qu'il n'était pas possible que les Allemands, non plus que les Français, fussent tous dans l'erreur. Trompés, comme les Français, par les mêmes moyens, et à peu près dans la même proportion, oui ; et c'est encore une preuve, une preuve lamentable, mais une preuve, de la foncière identité des hommes ; par tous climats ils obéissent aux mêmes passions, aux mêmes calculs et aux mêmes menteurs : « Nous ne connaissons pas les peuples, écrit Romain Rolland, nous connaissons le Peuple… le Peuple de tous les hommes, tous également nos frères. » Nous savions qu'il était des hommes en Allemagne comme en France qui refusaient d'être trompés.

Il y en a eu plus d'un – et dont nous aurions des leçons à recevoir, l'héroïsme de Spartacus l'a prouvé – et dès la première heure,

dans la citadelle de la pensée : Wilhelm Herzog [2], Stefan Zweig, René Schickelé, Ludwig Rubiner [3], Ivan Goll [4], Walter Hasenclever, Karl Otten [5], Kasimir Edschmid, Erich Mühsam, Gutav Landauer [6], Ersnt Toller, et l'obstiné et savant Georg Friedrich Nicolaï [7], et bien d'autres écrivains et artistes d'Allemagne ou d'Autriche. Mais quand il n'y aurait eu que Andreas Latzko, nous serions justifiés d'avoir cru que, si l'imbécillité et le crime n'avaient pas de patrie, le courage moral et l'esprit n'en avaient pas non plus.

*
* *

Celui qui apprendrait qu'on s'assassine dans la maison voisine, tandis qu'il écoute douillettement les plumes de son oreiller, et qui alors bondirait du lit, serait-il un malade ? Peut-on éviter de se sentir proche de ces millions d'êtres accroupis dans une misère indescriptible, là où la terre crache vers le ciel des corps déchiquetés, où le ciel martèle la terre avec des poings de feu ? Peut-on vivre sans être déchiré quand partout la vie est crucifiée ?

Non.

Ce sont les autres, les malades. Ceux qui parlent de réussite et de victoire avec des yeux brillants d'enthousiasme, qui peuvent apercevoir les kilomètres de terre conquise par-dessus les tas de cadavres. Tous ceux qui ont tendu, entre eux et leur humanité, un mur de grandes idées et de beaux drapeaux afin de ne plus voir leurs frères assassinés dans cette foire aux horreurs qu'on appelle « le front ».

Malade est celui qui peut encore penser, parler, discuter, dormir, sachant que d'autres, avec leurs entrailles dans les mains, rampent sur les mottes de terre, comme des vers coupés en tronçons, pour crever à mi-chemin de l'ambulance, tandis que là-bas au loin, une femme au corps brûlant rêve auprès d'un lit vide. Malades sont tous ceux qui peuvent ne pas entendre gémir, grincer, hurler, craquer, crever, se lamenter, maudire, agoniser parce qu'autour d'eux bruit la vie quotidienne… Malades sont les sourds et les aveugles. Malades, les âmes sans pitié ni colère.

Ah ! cette voix, comme elle nous venge des misérables – ministres, journalistes, juges ou simples idiots de la rue – qui après avoir ressassé leur stupide adage : « Si tu veux la paix prépare la guerre », n'osaient pas prendre l'addition à leur compte, et sifflaient jésuitement que c'était nous les prolongeurs de la guerre ! Notre pacifisme, notre alarmisme, notre défaitisme, le voilà ! C'est lui qui, éternellement chaud et terrible du sang et des larmes des assassinés, se collera à la mémoire des assassins par procuration.

Je ne veux citer que cette page de Latzko, du Hongrois, du boche Latzko. Elle suffit pour qu'on comprenne ce que criait son livre, publié en 1917 et bien entendu interdit en Allemagne et en Autriche comme les nôtres l'étaient en France : il était traître lui aussi, lui aussi il trahissait la mort régnante. Et elle régnait bien, il faut l'avouer, quand on pense que de tels cris ne réveillaient pas les hommes.

Celui-ci s'élevait pourtant, autant que *Le Feu* de Henri Barbusse, du martyre de la chair humaine. Latzko a fait la guerre, et *Hommes en guerre* est un recueil de six nouvelles […] où, avant de trouver aucune idée de la guerre, on trouve dans sa nudité le fait de la guerre. Les victimes, les héros sont là, et ils parlent. […] C'est le fait de guerre, mais la méditation de ce fait, celle qu'on trouve détachée dans les *Clavel* de Léon Werth [8], celle qui, dans *Le Feu*, ne sourd, inexprimée, que dans l'amas des horreurs, ou qui dans *Clarté* s'exprime par la lente réflexion d'une âme individuelle, elle jaillit ici, avec la puissance qu'on vient de voir, comme un dément qui bondit hors du massacre, dont il porte encore sur soi toutes les boues, le sang et les débris humains. J'ai dit qu'elle nous vengeait. Elle est en effet un cri de vengeance, l'appel d'une âme pleine d'amour, et qui n'accepte pas.

Ce n'est pas la révolte individuelle de Clavel. Latzko n'accepte pas ; il n'accepte pas les victimes, il n'accepte pas les bourreaux. (Souvent la résignation des uns, l'insensibilité des autres ne sont qu'une même paresse et une même sottise.) « Je sais que le temps viendra où tous penseront comme moi. » Cette épigraphe, que Latzko a empruntée pour son livre au grand dramaturge allemand Friedrich Hebbel, semblera d'une confiance audacieuse, mais elle est trop modeste encore. « Je sais, aurait-il pu dire, je sais qu'aujourd'hui, tous, au fond d'eux-mêmes, pensent comme moi. Et c'est là ma force toute-puissante. »

Tous les hommes au fond d'eux-mêmes pensent comme nous, sur la guerre et sur la justice qui doit venir. Tous ceux qui tiennent les privilèges, les prétoires, les prisons, les pelotons d'exécution, comme les autres. Si nous leur posons la question en face, ils cherchent des détours, des excuses, ils répondent à côté de la question ; ils nous combattent avec d'autant plus d'acharnement, mais ils ont en eux-mêmes, dans leur esprit et dans leur cœur, un ennemi de leur cause insoutenable, un allié de notre cause éclatante. On rira de notre prétention, de notre extravagance ; mais je demanderai aux rieurs quelle autre foi aujourd'hui serait soutenue avec cette certitude tranquille, et s'ils ne comprennent pas l'irrésistible force qu'il y a dans une pareille certitude, ils sont des sots.

Au début de la guerre européenne, un groupe de tolstoïens russes ayant refusé tout service militaire et lancé un appel pour être imité fut poursuivi en justice.

Tous furent acquittés. Et le président du tribunal, un général, se fit leur disciple ! Pourquoi ? C'étaient des paysans, presque illettrés. Mais la vérité qu'ils portaient dans leurs mains rudes et débiles était si radieuse et si simple qu'elle devait être vue par les hommes les moins faits pour comprendre ; ils ne l'atténuaient pas, ils n'en retranchaient rien : c'est par là qu'ils devaient vaincre. Notre tort, notre faiblesse, c'est de nous laisser séduire par de stupides habiletés de politiciens, au jeu desquels nous sommes toujours les dupes. Un homme seul avec la vérité est bien fort, mais s'il déguise en quoi que ce soit la vérité, elle n'est plus la vérité, elle n'est plus rien, et l'homme n'est plus alors qu'un misérable isolé, écrasé sous les forces sociales. Cette vérité entière opposée aux plaidoyers des avocats, on la trouve dans les écrits de Latzko, et à cause de cela, ces pages criantes de douleur annoncent aussi une sorte de victoire.

Marcel Martinet

Dans la tranchée, les fantassins se préparent à ensevelir les morts (février 1915).

Ce texte se compose de deux articles publiés dans *La Vie ouvrière* : « Les intellectuels et la guerre », 2 juillet 1919, et « Andreas Latzko », 2 janvier 1920.



NOTES

1. Quatre-vingt-treize intellectuels signèrent le 3 octobre 1914 un manifeste justifiant l'invasion de la Belgique par l'armée allemande et dénonçant les « mensonges » répandus les ennemis de l'Allemagne. *Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées*, (catreims.free.fr/mem/annexe11.html).

2. Wilhelm Herzog (1884-1960) fait partie de ces intellectuels juifs, de sensibilité «expressionniste», qui composent ce que l'on appelé la «génération perdue»: ils vécurent la guerre, furent déçus par l'échec de la révolution allemande (1918-1919), puis persécutés par les nazis. Il se fit connaître en 1911 par ses travaux sur Kleist, dont il a publié une biographie et édité les œuvres. Proche d'Heinrich Mann, de Romain Rolland, de René Schickelé et de Clara Zetkin, il avait été avec Cassirer l'un des principaux collaborateurs, entre 1910 et 1911, de la revue expressionniste *Pan*, défendant une ligne antimonarchiste et démocratique. Par la suite, pour lutter contre la «psychose de la guerre» qui se prépare, il fonda en 1914 la revue *Forum*, qu'il dirigea jusqu'en 1929.

3. Représentant exemplaire du courant pacifiste dans le mouvement expressionniste, l'écrivain et poète allemand Ludwig Rubiner (1881-1920) collabora à la revue de critique sociale *Die Aktion*, et à la revue *Der Sturm* avec Adolf Loos, Else Lasker-Schüller, Karl Kraus, Alfred Döblin, etc. Il s'exila en Suisse entre 1915 et 1918 puis mourut à Berlin de la grippe espagnole.

4. Poète et dramaturge français d'origine allemande, Ivan Goll (1881-1950) milita en Suisse entre 1914 et 1919 au sein du groupe pacifiste rassemblé autour de Romain Rolland et Henri Guilbeaux.

5. Romancier et dramaturge expressionniste allemand, collaborateur de la revue *Die Aktion*, Karl Otten (1889-1963) fut emprisonné pendant la guerre à cause de ses idées pacifistes.

6. Anarchiste allemand, fondateur de l'organisation Der sozialistische Bund (1908) qui tenta d'éviter la guerre en lançant un appel à la grève générale. Engagé avec Erich Mühsam dans le mouvement des conseils ouvriers, Gutav Landauer (1870-1919) fut abattu au printemps 1919 par les soldats que socialiste Noske avait envoyés en Bavière pour éteindre l'incendie insurrectionnel.

7. Scientifique allemand, professeur de physiologie à l'université de Berlin et médecin-chef d'un service médical militaire en 1914. Pour n'avoir cessé d'exprimer sa « désapprobation des crimes de la politique et du haut commandement allemand », Georg Friedrich Nicolaï (1874-1964) fut dégradé, déplacé, emprisonné, puis contraint de s'exiler au Danemark en 1918 pour échapper au service armé. Il dénonça « le non-sens de la guerre et les sophismes qui lui servent d'étais » dans *La Biologie de la guerre, considérations d'un naturaliste allemand*, (*Die Biologie des Krieges, Betrachtungen eines deutschen Naturforschers*, Art. Institut Orell-Füssli, Zurich, 1917).

8. Secrétaire particulier d'Octave Mirbeau, critique d'art, essayiste et romancier, Léon Werth (1878-1955) est notamment l'auteur de *Clavel* soldat et *Clavel chez les majors* (Albin Michel, 1919, réédition Viviane Hamy, 1993).

CONTRE LE COURANT

Le roi à qui un si habile tailleur avait tant pris de mesures, fait tant et tant d'essayages et enfin confectionné un si rare costume, le roi qui était si fier, et ses courtisans et tous ses sujets qui étaient tellement éblouis par leur maître ainsi costumé et qui le respectaient plus qu'ils ne l'avaient jamais respecté et l'admiraient plus qu'ils ne l'avaient jamais admiré, — jusqu'au jour où une espèce de fol, borné et grossier autant que fol, rencontrant le roi qui se pavanait dans sa glorieuse toilette, s'écria en s'esclaffant : « Mais il est tout nu ! Mais il est tout nu ! »

On connaît le conte. Et le conte, s'il assure que chacun s'aperçut ce jour-là qu'en effet le tailleur n'avait mesuré, essayé, taillé et cousu que du vent et que le roi, qui était un vieux roi, était manifestement tout nu, le conte laisse à penser ce que fut par la suite le destin du fol aux yeux ouverts. Mais le conte aussi omet de dire que, bien des siècles avant qu'il fût conté, il y avait eu, il y avait eu depuis toujours des rois habillés en costume de ver à soie par des tailleurs artificieux, et qu'il y en a toujours eu depuis le temps où cela fut conté pour la première fois, sans d'ailleurs que se soit jamais entièrement dérobé le fol aux yeux ouverts.

Le conte ne dit pas non plus que le stupide roi ne fut jamais plus vieux et plus laid qu'à notre époque. Eh bien, il faut le dire. Une goutte de vérité dans une pleine auge de mensonges, il ne se peut pas qu'elle soit tout à fait dissoute et perdue.

Cela nous l'avons oublié, nous en avons souvent douté. Et cet oubli, ce doute sont nos premières fautes. Pour les appeler par leur nom, ce sont d'abord des lâchetés.

Qui, nous ? La poignée d'hommes qui, à la première heure de la guerre, seuls contre toutes les défections, sans argent, sans moyens d'expression, sans complicités — les complicités de la peur étaient à ce moment toutes tournées contre eux — restèrent fidèlement et absolument dressés contre la guerre parce qu'ils étaient des révolutionnaires et parce qu'ils étaient des hommes, pour un résultat apparent bien dérisoire, c'est vrai, et tout de même un immense résultat, parce que, si cette poignée de la première heure avait manqué, aux équipes qui derrière elle se sont relevées et ont rouvert la route il aurait fallu combien plus de temps et, même quand à nouveau elles auraient été debout, une totale interruption des années de trahison n'aurait jamais été comblée, nul relèvement n'aurait pu effacer cette honte.

La fin de la guerre est venue, à l'heure des gouvernants, non à celle des peuples (sauf en Russie). Défaite déjà pour nous. Mais la faute, la lâcheté, les voici : nous, cette poignée d'hommes de la première heure, nous avons eu l'air de nous excuser.

De nous excuser ! Oui. Et devant qui ?

Devant ceux qui revenaient – vainqueurs ! – battus et pas contents, mais d'un mécontentement écrasé et stérile, et qui croyaient tout de même encore qu'ils étaient des héros, qui ne pensaient tout de même pas possible d'avoir si atrocement souffert pour rien et qui – ah ! les fusils que Guesde avait déclaré qu'on garderait au retour ! – s'apprêtaient à recevoir le «prix du sang», l'aumône promise. Devant eux nous baissions la tête, alors qu'il fallait les aider à relever la tête.

Nous excuser, en grondant, mais nous excuser, sous prétexte d'union ouvrière devant les anciens chefs Judas de la classe ouvrière comme si nous ne savions plus qu'un semblant d'accord avec des traîtres c'est déjà trahison !

Nous excuser devant un tas de beaux capitaines, à peine dédorés de la veille et qui nous apportaient « l'expérience des tranchées », l'«âme des tranchées». Ceux-là, nous nous excusions devant leur jeunesse qui, peut-être, après tout… Nous avions pourtant appris, avec Vallès, Albert Thierry et d'autres, et tant d'exemples, que ceux qui

avaient accepté les galons et les croix, pas un sur mille ne voudrait, ne saurait mépriser, oublier ces ficelles dorées avec lesquelles les maîtres les avaient liés, ces décorations enfoncées dans leur chair comme la marque de l'esclavage.

Et nous nous excusions pareillement devant la jeunesse des petits leaders ouvriers nés de la dernière pluie et qui devaient aussi apporter au mouvement une chaleur, une gaillardise nouvelles… Nous savions pourtant ce qu'avait pu être l'adolescence de ces garçons dans la guerre et combien il fallait être attentifs avant de leur dire : «Voici les mancherons de la charrue ; à ton tour !» Et ceux parmi nous qui avaient toute leur vie vécu la vie ouvrière savaient bien quelle prudence il faut garder devant ces feux de paille tôt éteints, d'un enthousiasme et d'une générosité qui souvent se fatiguent vite quand ils ne sont pas gâtés dès la base par un arrivisme qui n'est pas le privilège des intellectuels…

Mais devant ces derniers encore nous nous excusions. Plus d'un qui, depuis quatre ans, avaient insulté ou «excusé» Romain Rolland, reparaissaient soudain en hommes étonnamment libres, pas bolchévistes, – c'était encore un peu dangereux et pas encore la mode – mais anarchistes à tous crins… Et pourtant, comment ne pas se souvenir du temps des *Revue Blanche*, des Tailhade et des Paul Adam ? On le connaissait ce libertarisme, et il ne méritait qu'un franc rire, comme la plupart des phénomènes précédemment présentés.

C'était ça qui allait déclarer, inventer la Révolution. C'était avec ça qu'il faudrait travailler à refaire le monde et c'était ça devant qui nous avions l'air de nous excuser.

Bien entendu, il ne s'agissait pas de faire les glorieux. Chacun de nous, s'il était sincère avec lui-même, savait trop que sa fidélité avait été au moins aidée par un concours de circonstances, par des rencontres de compagnons, par des conditions personnelles qui la rendaient possible. Et puis il est toujours imbécile de faire le glorieux. Et puis c'eût été écarter les camarades égarés qui revenaient à eux-mêmes… Mais nous devions nous affirmer avec une décision, avec une clarté implacables : seul moyen d'imposer la nette continuité et le respect de notre pensée et, nous-mêmes, d'y croire plus solidement, bon paillasson aussi pour faire essuyer les pieds aux pleutres, convertis, repentis, maquignons et nouveau-nés insolents.

Mais non. Nous avons été modestes. Nous ne serrions pas n'importe quelle main, c'est entendu, mais quand une main quémandeuse se tendait vers nous, nous mettions bien vite des mitaines pour ne pas lui faire bobo, et nous nous gardions comme du feu des allusions au passé de la veille. C'était bien le temps d'être modeste ! Cette modestie, cette fausse modestie – car ce silence sur notre passé à nous cachait au fond un peu d'orgueil – n'a servi qu'à faire croire, qu'en réalité tout en nous était orgueil, à accroître le gâchis et à affaiblir en nous-mêmes la vérité. À la prochaine alerte, quand nous nous retrouverons la même poignée, mais affaiblis par l'âge, la maladie et le dégoût, contre le même innombrable troupeau des illusionnistes et des flanchards, la première faute sera à nous.

Ceci n'est pas un article politique. On essaie seulement d'y voir clair : dans l'attitude d'esprit de jeunes ou soi-disant jeunes qui croient ou feignent de croire que le monde commence avec eux, – dans le mal qu'ils font ainsi en des milieux beaucoup plus intéressants que le leur.

Mais le soubassement est politique.

La Révolution russe, la vraie, celle d'octobre, pour nous qui n'avions jamais cessé de croire que la résurrection viendrait, a été notre résurrection. Ensuite, pour la même raison, dans la mesure où elle a dû se replier, céder, elle a été notre défaite. Une défaite qui laissait encore de beaux restes et où l'histoire, qui a fait par elle des pas gigantesques, reconnaîtra encore une splendide victoire. Mais enfin la Révolution, dès avant la mort de Lénine, était stabilisée, forme polie pour dire qu'elle était en recul et que les puissances capitalistes, qui avaient tremblé devant elle, reprenaient du poil de la bête. Ici encore ce fut en partie notre faute, la faute d'une compréhension trop étroite et de tactiques défectueuses, si les prolétariats occidentaux ne purent donner à la conquête russe une autre permanence, une qualité plus résistante. Mais le vin était tiré.

C'était ainsi. Il fallait agir sur ces faits donnés.

Il suffisait d'avoir observé et réfléchi cinq minutes pour constater que la bourgeoisie d'Occident restait, redevenait forte. En France, aujourd'hui, elle continue à amuser le tapis, adroitement du reste, avec la vie chère, les impôts, les loyers, etc. Tous sujets certes réels et qui étreignent cruellement bien des existences : n'empêche que l'agitation entretenue autour d'eux est factice, qu'elle est entretenue justement pour faire croire que la forme de la société bourgeoise est menacée, alors qu'il n'en est rien, alors que les bourgeoisies occidentales sont redevenues et demeurent très fortes — assez fortes pour durer et longtemps peut-être (cela dépendra d'elles, des imbroglios où elles sont prises, et de nous) – pas assez pour ne pas être obligées d'être hypocrites et de mettre des formes en face d'un prolétariat qui reste tout de même en humeur de sentir un peu sa propre puissance et de se défendre.

Tels étaient les faits. Comment, pour les organisations prolétariennes, agir auprès d'eux, sur eux, contre eux ? Les faits évidents dictaient deux tâches, également évidentes et complémentaires : Organisation. Education. Et il était grand temps d'en mettre un bon coup de ce côté, surtout devant l'industrialisation du travail moderne, en train de détruire toute humanité dans l'homme mécanisé et de réinventer le servage, un servage à bistros et à cinémas. Il était temps et c'était possible. Le triomphe du bloc des gauches, ce triomphe embarrassant où l'électeur, cette fois, avait su exprimer une volonté contre et pour, ce triomphe montrait les tâches possibles. Pendant la détente de la révolution, le prolétariat avait du moins sa détente aussi, loisir de souffler, possibilité de regroupement et de préparation solides et sains. Les tâches des organisations révolutionnaires étaient fortement indiquées, facilitées aussi par une hypocrisie nécessaire aux chefs du bloc des gauches et même par un semblant de bon vouloir passif chez les meilleurs.

On a fait le contraire. Violence verbale constamment tendue, avec compromis et reculs constants. L'homme du rang – la meilleure force – sans cesse chauffé, lancé en avant, puis abandonné. Un parti, passage pour les mécontents sans effort pour éclairer et discipliner leur mécontentement. Passage : la porte d'entrée, la porte de sortie demeurant ouvertes, ils entrent, sortent, d'autres rentrent et sortent. Et il ne me plaît pas de parler de la démoralisation, des ambitions misérables de cette armée de généraux. Une contrefaçon de blanquisme sur des apparences de bases économiques alors que le seul blanquisme possible est évidemment basé sur des groupes uniquement politiques, et secrets. Une contrefaçon aussi d'anarchisme (c'est-à-dire un mélange des contraires) s'amusant à remettre tout en question, dans un patois de pédants analphabètes. Et les conséquences fatales : le mépris du peuple, manifesté à la fois par une flatterie abjecte et par des habitudes de caserne, un abaissement voulu, voulu ensemble, de l'esprit et des mœurs. Des figurants ? Oui, il en reste toujours parce qu'il reste toujours des mécontents, mais que valent-ils dans ces conditions ? La porte d'entrée est ouverte, ils entrent, la porte de sortie est ouverte, ils sortent ; ils sortent aigris à jamais et prêts à tomber dans les panneaux de n'importe quel pseudo-fascisme.

On ne fera pas à la médiocrité d'esprit et de cœur des dirigeants français l'honneur de rejeter sur eux toute la faute. Les premiers, les plus grands responsables, ce sont les animateurs : les Russes.

Les Russes ont d'excellentes raisons pour mépriser, mais ils méprisent trop. On ne crée rien de viable avec le seul mépris. Ils ont clairvoyance aussi et connaissent les faiblesses, les leurs comme les nôtres. Mais le sens de l'absolu, qui leur avait permis, avec le génie de Lénine et de Trotski, de faire la révolution, les a trompés ici. Persuadés que la partie était perdue avec les prolétariats occidentaux, ils ont misé tout l'avenir immédiat sur l'Orient, sur les colonies. Très bien. Très bien de pressentir à temps, avant l'ennemi, les formations qui se dessinent, les plaies secrètes, les possibilités d'expansion. Mais le corollaire était moins bon : rien à faire avec l'Occident, donc l'abandonner. Et alors, ruser, céder devant ces gouvernements capitalistes dont ils comprenaient la solidité et, pour couvrir ce fléchissement, tous les petits fléchissements, avoir une meute qu'on méprise, une meute d'autant plus docile, et qu'on ferait aboyer d'autant plus fort qu'il n'y aurait plus de

fléchissements à couvrir.

Les Russes ici ont été des politiciens comme les autres, ne valant pas mieux que les politiciens des impérialismes fabricants et souteneurs de guerre, apprentis sorciers comme eux. Dans les choses matérielles, l'apprenti sorcier s'instruit vite, instruit vite ses domestiques. On apprend très vite le maniement des mitrailleuses et des avions de combat. Mais en d'autres domaines s'envolent rapidement les paroles magiques qui rappelleraient le balai magicien. Et, par tous les pays, les sous-maîtres imposés par les apprentis sorciers de l'Internationale n'ont pas voulu rendre leur férule, quand, voyant leur travail, on voulut la leur retirer. Du reste, quand même on réussit à leur en arracher des morceaux, cela ne vaut pas mieux ; fierté imposée du dehors, c'est encore esclavage. Ce mépris, cette conception militaire de pions sur l'échiquier a rendu ce qu'elle devait rendre : des âmes rabaissées.

Je répète que nous sommes les premiers, les premiers contre la guerre, les premiers, les mêmes, pour la Révolution russe. Je le répète parce qu'il faut le répéter et j'ajoute que nous sommes ceux qui ne veulent être ni généraux ni amateurs. La révolution pour la révolution, n'a pas de sens pour nous. Nous ne voulons pas travailler dans une matière méprisée. Nous voulons travailler dans le respect de l'homme. Que les hommes se respectent, que le plus grand nombre d'hommes possible se respecte le plus possible. Que l'individu ait la faculté, dans la mesure des contraintes physiques, de suivre son destin, même de souffrance, si la souffrance est son destin, — et non d'avoir la panse gavée par des maîtres. C'est cela, pour nous, l'esprit révolutionnaire. C'est l'esprit de civilisation.

Civilisation ! J'entends d'ici les ricanements. Civilisation ! Voilà une histoire bien passée de mode.

Il faut avouer que nous subissons parfois la tentation du pire. *La Révolution prolétarienne* a publié, dans son numéro de janvier, ce fragment d'une lettre écrite certainement par un homme loyal et courageux :

« Je me demande si nous ne sommes pas en fait condamnés : il y a ce fait biologique extraordinaire que l'adulte plein de force et d'expérience se voit remplacé par l'enfant ignorant et inhabile et qui cependant a raison contre lui. Les civilisations qui disparaissent sont remplacées après des siècles par des civilisations plus rudimentaires que les premières mais qui iront plus loin que les premières. Dans la révolution, les brouillons et les bolchévisateurs n'auraient-ils pas biologiquement raison contre les hommes de bon sens ? »

Je la reconnais, notre tentation du pire, la tentation de l'homme effondré, corrompu sans le savoir par son époque. Le beau rêve, le rêve de tout détruire ! ou plutôt, car on n'aime pas se salir les mains, d'assister avec une fausse indifférence, avec un soi-disant plaisir, à la destruction de tout ! (Et l'anarchisme, ici encore, montre un bout d'oreille.) Mais les hommes de *La Révolution prolétarienne* répondent à leur correspondant :

« Gardons-nous comme de la peste des images bibliques et des comparaisons biologiques. Si les hommes de bon sens mettaient à défendre ce qu'ils croient juste la moitié de l'énergie que les jeunes mettent à défendre leur inexpérience, que les fous mettent à défendre leurs folies, et les canailles leurs canailleries, ils auraient vite fait de nettoyer le tapis. Et la civilisation y trouverait sûrement son compte : elle enregistrerait une moins formidable déperdition de forces ! »

Civilisation ! Si nous osions, une bonne foi, être M. Homais ? C'est le moment. Car c'est fameusement indispensable — au risque d'y perdre quelques gentillesses de littérateurs pour riches — et nous y sommes fameusement aidés par la production des petits bourgeois excités ou malins qui représentent aujourd'hui l'intelligence dans le mouvement communiste français.

Longtemps, de ceux-là, on n'eut que pitié.

Non du tout par crainte « d'offenser la beauté qui vient », comme disait Anatole France, dont ils ont si agréablement insulté le cadavre et qui était leur maître beaucoup plus que le nôtre. Cet hommage à la « beauté qui vient », cet hommage de snobs tremblant toujours de manquer le dernier bateau, cet hommage à de prétentieuses cacographies dont la beauté consiste en vagissements séniles et dont tout l'avenir tient en répétitions de fades excentricités cent fois cuisinées chez le bon traiteur, non cela ne nous disait rien. Homais jusqu'au cou. Mais nous avions pitié de cette malheureuse génération qui avait mûri dans la pestilence de la guerre et en qui le désespoir normal aux adolescents, recouvert, entraîné, expliqué et faussé par l'immense désespoir du monde, devait naturellement souffler une frénésie débile, une ivresse de tout détruire.

De la pitié avec une nuance : le prolétariat sortait aplati du cataclysme ; quant à cette ivresse, vraie ou feinte, des casseurs de vaisselle littéraire, elle était plutôt déception de vainqueurs qu'une angoisse devant le sort du monde. On lui accorderait une vertu révolutionnaire si elle avait éclaté le 4 août 1914, mais la déception leur venait d'avoir mal à leur âme et mal à leur portefeuille. Si le « Boche avait payé », pas de déception et la question ne se posait pas plus que ne se pose la question de la Révolution après une grève qui apporte quatre sous d'augmentation. La jeunesse intellectuelle doit se mêler au prolétariat si elle veut être autre chose qu'orgueil criard, et le prolétariat, mêlé à elle, ne remplira sa mission historique qu'autant qu'il en aura conscience. (Conscience ! Encore un mot proscrit ! Redisons-le donc.) Et pourtant quelque pitié, et une certaine espérance. De ce trouble courant de dévastation vaniteuse pouvait sortir quelque chose de pur et de hardi, une volonté ardente et maîtrisée.

Cette espérance, nous la gardons encore. Dans une période où l'attraction révolutionnaire est affaiblie, où l'attraction réactionnaire est en pleine force, ce n'est pas tout à fait rien que ces jeunes bourgeois jugent adroit de se tourner du côté de la Révolution. Et certainement plus d'un parmi eux suit une franchise sans calcul et un généreux élan. Surtout, par le trou qu'ils auront ouvert, d'autres entreront qui vaudront mieux qu'eux. À côté de ceux qui passeront tout naturellement à la réaction violente et de ceux qui, figurant là par hasard, effaceront après un stage leurs ombres inoffensives, d'autres certainement dureront, d'honnêtes garçons qui un jour mériteront leur place dans les rangs des travailleurs.

Cela, c'est l'espérance. Mais en attendant il faut voir ce qu'ils font : et c'est tout le mal possible. Ils viennent de débarbouiller leur pathos et les voilà du coup révolutionnaires authentiques et prédicants. M. Homais lui-même peut les comprendre. Et que découvre-t-il en eux ? Un marxisme à l'usage des écoles maternelles. Leur surintellectualité se résout en une pauvre petite pensée où le tranchant d'affirmation de nos Lénine en culottes courtes n'aiguise aucunement des idées rudimentaires et confuses, qui feraient rire le plus obscur des ouvriers, s'il n'était interdit aux ouvriers encellulés de penser et de rire.

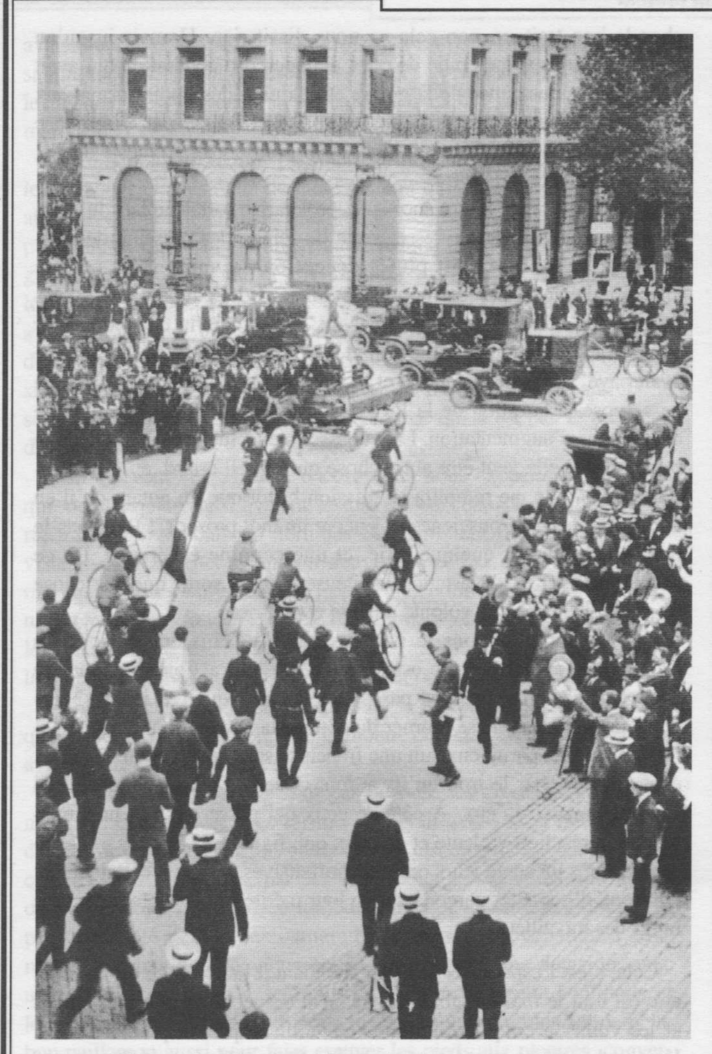
Ces exercices enfantins compteraient peu. Mais nos jeunes gens de lettres se dépêchent d'apporter dans leurs cornets de papiers leur panclastite mouillée dont la « grande presse » révolutionnaire ne manque pas de s'enduire avec béatitude. Ils commencent par fonder leur révolutionnarisme sur leur désespoir ambitieux et sur le mépris du prolétariat. Joli début. On peut bien y reconnaître l'affirmation naïve qu'ils grelottent dans leur peau de bourgeois et qu'ils flanqueraient le feu au monde pour se réchauffer à l'incendie, on peut même distinguer, ici encore, une espèce de sincérité honorable, — mais quelle base pour la Révolution ! Pseudo-élégance de pseudo-anarchistes frileux dans leur morgue, qui est exactement le contraire de l'esprit de révolution.

Alors, pourquoi ne pas le dire ? Lever des bras désolés dans les coins, cela ne suffit pas. Pourquoi n'osons-nous pas être Homais ? Parce que nous aussi nous sommes un peu contaminés. Parce que nous aussi, qui sommes les vrais jeunes et l'avons prouvé, nous avons un peu peur de paraître dénués d'élégance aux yeux de ces petits vieux. Soyons donc Homais.

Soyons Homais et il nous sera commode de saisir toutes les manifestations et toutes les conséquences de l'état d'esprit de nos nouveaux génies.

Un jour ils trouvent spirituel de crier : « À bas la France ! » et aussitôt quelqu'un se rencontre à *L'Humanité* pour ramasser précieusement cette ânerie, qui est aussi une mauvaise action, qui est la négation de l'internationalisme ouvrier et de la révolution populaire, et qui a juste autant de sens que l'abstraction « France » des nationalistes.

Ou bien c'est « À bas l'intelligence », autre stupidité commise par des gamins qui n'ont pour bagage que les deux sous de rhétorique





Eté 1914, les mobilisés français se font applaudir à Paris tandis qu'à Berlin les civils accompagnent les soldats. Tout le monde a le sourire. La guerre sera vite finie...

gagnés au lycée, mais où, une fois de plus, nous avons notre part de faute. Nous avons trop écouté notre Sorel, par ailleurs si justement admiré, quand il se réjouissait que la Révolution russe ait été faite — ce qui est loin d'être vrai — au cri de « Mort aux intellectuels ! ». Dans notre démocratie, où la trahison des chefs a tant sévi, cri bien explicable mais parfaitement déraisonnable quand on voit — l'exemple de la guerre n'est pas loin — que celui qui trahit c'est le chef, le chef sans armature et sans surveillance, et tout autant celui qui arrive de l'atelier ou de la mine que celui qui fréquentait le Palais ou la Sorbonne. Cri en effet immédiatement traduit, dans les dessous de l'imagination populaire, par : « À bas l'intelligence ! » Et ainsi mauvaise action et contre la civilisation, sans quoi la révolution n'est qu'une farce sanglante et vaine, et contre les ouvriers qui ne feront de révolution qu'avec et pour la civilisation.

Voilà ce qui nous forçait à écrire.

Des divagations de gendelettres en cure d'âme ou en mal de réclame n'ont pas d'importance. La santé de l'esprit et du cœur populaires en a beaucoup. Que la vanité malfaisante des snobs de la Révolution ne soit d'ailleurs pas chatouillée agréablement. Ils ne sont pas très dangereux. Des paysans qui discutent le dimanche sur la place de l'église, des malades en grande conversation de lit à lit dans la salle commune de l'hôpital, pensent fort sainement en n'épelant que leur *Parisien*. Ils savent d'instinct certain que le journal, n'importe lequel, c'est « le menteur » et arrangent leurs lectures sous ces rectifications de l'instinct. Nos hommes ne sont donc pas très dangereux, mais ils le sont un peu, un peu plus dans les milieux révolutionnaires où le journal, auquel on a meilleure confiance, apporte la part d'espoir quotidien, et c'est pourquoi il faut nommer par leur nom des divagations qui ont tout de même leur petite influence, leur petite, méchante et débilitante influence.

Des manifestes et des revues, la divagation passe au journal où elle est encore un peu vulgarisée. C'est là que nous devons la combattre. Bonnement. De plus en plus Homais, Béotiens et réactionnaires. Et sans nulle crainte de ne point passer pour des malins.

Des malins, nous en avons vu à l'œuvre, avant ceux-ci. Un peu plus illettrés que nos actuels mépriseurs du peuple – parbleu ! ils avaient commencé par s'éreinter dans le travail du corps – autant qu'eux mépriseurs, congestionnés comme eux d'une culture pas beaucoup plus rudimentaire et dispersée que celle du scientisme, alors à la mode, des Le Bon, Le Dantec et Cie. De ceux-là, du moins, certains ont payé, et cher : rappelez-vous les lamentables héros de l'affaire Bonnot. Ils ont durement payé pour leur compte, la « société » qu'ils avaient fait trembler s'est vengé impitoyablement. Mais payer pour le mal qu'ils avaient fait, ils ne le pouvaient pas. Ces malins qui du moins étaient crânes, étaient de pauvres serins.

Autant qu'à ces malins-là, il est facile aux malins d'aujourd'hui de tout détruire en théorie, et de reviser la table des valeurs. Car ils ont le toupet de se tailler des masques dans l'ombre du grand Nietzsche caricaturé et rapetissé à leur taille.

La patrie ? Bien sûr. Des années d'horreur en ont assez montré la malfaisance. Et c'est le point dont ils partent, grossièrement, sans dissocier les idées meurtrières et asservies et le sentiment constructeur (celui qui a donné durée à la Révolution russe). Mais l'humanité ? Quoi ! Qui c'est ça l'humanité ? Il y a Moi ! Et pour ce misérable petit moi, pour lui faire cuire son œuf, ces Nérons de pacotille, pourris au fond de scrupules chrétiens retrouvés, rêvent de brûler Rome et le monde. La famille ? On demande, Messieurs-Dames, des bases scientifiques ! L'amour ? Laissez-nous rire ! Liberté en amour, comme ailleurs, Traduction : liberté de déchirer les cœurs « faibles ». On vit sa vie, hein ! L'amitié ? Belle foutaise. Ainsi qu'aux temps héroïques où l'on discutaillait deux heures sur le droit « d'estamper

les copains », ici, encore règne le droit de « vivre sa vie ». Etc. Voilà les rengaines malpropres avec lesquelles on révolutionnera le monde.

Eh bien, devant toutes ces gracieusetés, M. Homais prend son droit lui aussi, le droit de dire tranquillement : non, non et à bas les pattes !

Assurément leur logique est imbattable. Aucun argument pour détruire un à un, sur du papier, leurs théorèmes d'une logique sans contenu qui n'est que la mystique du plus méprisable égoïsme. Nous ne sommes pas du tout gênés pour reconnaître combien est parfaite une telle logique, parfaite comme la mort.

Aucun argument, sinon celui-ci, donné par la vie : ceux qui de tous temps ont suivi votre mode – car c'est une mode, mais de tous les temps – furent de tous temps des malheureux, envoûtés de l'amour d'eux-mêmes, disposés à toutes les abdications et à tous les reniements. Aucun argument, sinon celui-ci : on n'a jamais préparé ni fait de révolution avec des hommes privés de fierté, avec des esclaves. Particulièrement en France, les combattants de toutes les révolutions ont été des hommes, non des laquais, des hommes pour qui l'honneur n'était pas un mot et qui, leur dure journée faite, s'instruisaient. Lisez la statistique des métiers pour les morts de 1871. Combattues par les conditions esclavagistes du travail moderne, les traditions de l'honneur durent dans les meilleures familles ouvrières. Elles durent, et qui les contamine commet une lâcheté. Elles durent, et la révolution, où il s'agira de souffrir et de mourir pour une idée, ne viendra qu'appuyée sur elles. Elles durent, ces traditions d'honneur, et malédiction sur ceux qui de tels hommes auront fait des salauds.

Après cela, nommez-nous des moralistes, tant qu'il vous plaira. Moralistes ! nous savons mieux que vous ce que la « morale » dissimule de cochonneries sournoises et de sordides calculs. Moralistes tout de même, si vous voulez. Parce que la dignité de l'homme (des autres hommes comme de chacun de nous) et sa fierté peuvent seules rendre le sacrifice possible, nous savons ce qu'elles représentent de vraie force, de joie au grain dur et serré. Hommes sans religion supraterrestre nous avons un constant besoin de cette religion-là. Mais oui. Pour vous, votre gourme jetée, retournez à la messe, chez le curé, chez le pasteur, chez le rabbin, chez le banquier, chez le général. Partout vous serez par tous bien reçus, enfants prodigues qui ne leur avez jamais fait peur.

Contre le courant ! Les hommes fatigués que la guerre a rendus — c'est tous ceux d'aujourd'hui, ceux aussi qui avaient quinze ou dix ans quand elle s'acheva sont marqués de sa lourde griffe – suivent facilement le courant. Il faut résister, sans une heure de lassitude.

Certains de vous, mes amis, vous-mêmes y cédez, croyant résister. Vous aussi, vous vous croyez tenus d'apporter un semblant d'hommage à « la beauté qui vient ». C'est manque de confiance en vous, en notre religion. Il est peut-être des époques où il faut s'exercer à être un peu absorbé par l'atmosphère. L'atmosphère de la nôtre est assez diffuse et pénétrante, elle n'aura que trop de commodités pour gagner sur nous et nous réduire. Il ne faut pas lui céder, mais lutter contre elle. J'écris pour vous, mes amis, qui ne serez vous-mêmes et modeleurs de votre époque qu'en résistant.

Bien plus encore j'écris pour toi, camarade inconnu, solitaire dans ton quartier perdu, dans l'école de village d'une province lointaine. Tu ne sais plus, tu doutes et souffres de douter, ou tu égrènes ton chapelet orthodoxe pour ne plus être tenté de douter. Ne cesse pas de douter, doute courageusement, ose être celui que tu es. Toi, homme du rang qui toujours as fait le monde, recréant sans cesse des vérités vivantes avec les vérités mortes, ne t'en laisse pas imposer par les beaux messieurs de Paris. Par ton sens droit, par ta résistance entêtée et lucide, tu es M. Homais. Ose l'être fièrement. Ces pages ne sont pas de négation, elles sont de foi affirmée. Elles sont nées de toi, qui demain encore auras le monde à sauver. Ose être toi.

Marcel MARTINET

Europe, 15 mai 1926

MARCEL MARTINET[1]



Pierre Monatte

Quand je regarde vingt ans en arrière, vingt années remplies d'événements, si je vois un certain nombre d'écrivains et d'artistes témoigner de la sympathie pour le mouvement révolutionnaire, j'en vois peu se mêler à lui et participer à sa vie. Durant les années de guerre, pendant celles qui suivirent, marquées par les révolutions russe et allemande, plus près de nous encore, on peut compter sur les doigts ceux qui vinrent lutter contre la guerre et pour la révolution. Dans notre courant du syndicalisme révolutionnaire, je n'en ai vu qu'un seul. Il a tenu bon pendant vingt ans. Il a partagé les bons et les mauvais jours. Les mauvais, de beaucoup plus nombreux. Il n'a pas jugé indignes de lui les mille petites misères, la foule de pénibles efforts dont est faite la vie journalière d'un mouvement. C'est Martinet.

Dire que très peu d'écrivains et d'artistes se sont mêlés vraiment au mouvement révolutionnaire peut sembler bizarre, surtout en cette année 1935, où ils affluent, paraît-il, dans les rangs communistes.

Y aurait-il quelque chose de changé ?

J'attendrai pour le croire. Lors de l'affaire Dreyfus, l'afflux ne fut pas moins important. Le lendemain, qu'en restait-il ? De l'afflux que connut l'anarchisme à une autre période, qu'est-il demeuré ? Paul Adam, frappant à la porte de l'Académie, ne se souvenait probablement plus d'avoir écrit à propos de Ravachol qu'un nouveau saint nous était né.

Dans le dernier flux, les jeunes sont évidemment le grand nombre. Mais leurs têtes de file sont des plus de quarante ans. Ils avaient vingt ans en 1914. Peut-on savoir ce qu'ils faisaient et ce qu'ils pensaient pendant la guerre. En mars et octobre 1917, à la nouvelle de la Révolution russe et pendant les années où elle a été en danger ? Ont-ils participé à l'espérance révolutionnaire d'après la Révolution allemande ? Et quand cette espérance est tombée, vers 1923-1924, ont-ils gardé en eux-mêmes la confiance que la vague révolutionnaire reviendrait sur le monde ? Ou bien dormaient-ils ? Mais alors, qu'est-ce qui les a tirés de leur sommeil ?

Ils sont là maintenant, c'est l'essentiel, dira-t-on. Non, ce n'est pas l'essentiel. Ils risquent de partir aussi vite qu'ils sont venus, s'ils viennent au secours de la victoire qu'ils croient, sinon acquise, au moins certaine ; s'ils ne sont attirés vers le communisme et la Russie, qu'ils découvrent en 1935, que par tout ce qui en a éloigné les amis de 1917 ; si la Révolution est pour eux un tas de choses plus ou moins obscures et non, en premier lieu, l'émancipation de la classe ouvrière.

Daniel Halévy pensant probablement à ce qu'avaient ressenti ses amis dreyfusards et lui-même, a écrit quelque part, avant guerre déjà, que l'esprit révolutionnaire est un état fiévreux de l'âme, une irritation et un délire. Les jeunes intellectuels communistes de 1935 peuvent réfléchir avec profit sur cette définition. Passée la fièvre, éteint l'esprit révolutionnaire ! Pour combien s'éteindra-t-il ? Pour tous ceux qui n'arriveront pas à identifier, sans fièvre, sans irritation, sans délire, l'esprit révolutionnaire avec la mission historique de la classe ouvrière. Espérons qu'il en restera tout de même quelques-uns. Les autres, cette variété de gourme jetée, deviendront de francs bourgeois, peut-être les pires bourgeois.

Martinet n'a jamais séparé le socialisme de la classe ouvrière. Au temps où il cherchait, socialiste dégoûté par l'électoralisme aussi bien que par le socialisme des professeurs, il venait bavarder à notre local de *La Vie ouvrière* d'avant-guerre, au Quai Jemmapes. Mais nous ne nous sommes bien connus, nous ne nous sommes liés que plus tard, aux premiers jours d'août 1914.

J'ai cru longtemps que ça remontait aux obsèques de Jaurès. Ce n'était pas exact. Nous nous y sommes rencontrés, mais Martinet dit

nous avoir trouvés sur la réserve. Nous, c'est-à-dire l'infime poignée que nous étions : Rosmer, Tourette, Brisson. (Dumoulin avait rejoint le dépôt l'avant-veille ; Merrheim était dans un autre groupe, avec ses camarades des Métaux.) Réservés, comme en boule, nous avions des raisons de l'être. Nous n'étions pas encore des pestiférés, mais nous allions le devenir.

Nous ne participions pas à l'atmosphère générale.

Quelques jours après, sous la porte de *La Vie ouvrière*, se trouvait un mot glissé par Martinet : « Est-ce que je suis fou ? Je continue à penser ce que je pensais il y a huit jours. » Le lendemain, nous allions chez lui, Rosmer et moi. Nous étions aux aguets de tous les signes de résistance. Les signes étaient rares : ils ne confirmaient pas toujours les espérances éveillées en nous. Cette fois, notre espérance fut comblée. C'est de ce jour que date notre amitié. Il y a de cela vingt et un ans.

Il est impossible à ceux qui n'ont pas vécu ces jours d'août 1914 de se les représenter. Nous-mêmes, nous avons de la peine à les reconstituer. Un coup trop dur sans doute. Tout s'est écroulé sur notre tête. La guerre, nous étions de ceux qui l'avaient vue s'approcher, mais nous ne pouvions croire que nos bras, nos volontés, nos organisations ne lui barreraient pas la route. Elle est là. Plus de barrages devant elle. Elle emporte tout. Envolées les promesses de résistance ; arrachées les idées de la veille ; comme si un tourbillon dépouillait les hommes de leurs vêtements de pensées. Le sentiment de la lutte de classe, l'internationalisme n'étaient-ils donc qu'une simple pelure et non pas notre chair même ? Des troupes de brutes et de fanatiques dans les rues de Paris saccagent les boutiques Maggi et les maisons allemandes. Les gares regorgent d'hommes qui partent. Les maîtres de l'heure leur claironnent qu'ils s'en vont défendre le pays et la liberté, détruire le militarisme. C'est le rôle des maîtres de chaque côté de la frontière, de cacher leurs desseins sous de belles paroles. Mais qui peut les croire ? Personne… Tout le monde. Les porte-parole du socialisme, du syndicalisme, de l'anarchisme compris.

Ce n'est pas possible ! C'est la réalité pourtant. Tout est fini. Tout est perdu. C'en est fait du socialisme et de la civilisation. Il nous faut des semaines pour cuver notre désespoir. Quoi qu'il arrive, nous ne hurlerons pas avec les loups.

La petite poignée d'août 1914 tient parole. Pour résister à tous les vents, on se serre plus étroitement les uns contre les autres. Une première lueur brille. Nous ne sommes pas seuls. Les partis socialistes russes se sont tous prononcés contre la guerre. Peu après, la grande voix de Romain Rolland. Ensuite, la venue de Trotski : « Tout fini, tout perdu ? Allons donc ! Derrière la guerre se profile la révolution. La guerre enfantera la révolution. » En attendant, quelques mois plus tard, c'est Zimmerwald.

Si les Russes ont été capables en 1917 de faire leur révolution, c'est peut-être parce qu'ils avaient été capables de se dresser contre la guerre, de s'en désolidariser en 1914.

Arrive la paix, la démobilisation. La petite poignée de 1914, ceux qui restent renforcés par ceux qui les ont rejoints, reprend la publication de *La Vie ouvrière*. Naturellement, Martinet en est. Il va s'agir de tirer la leçon de la défaite de 1914, de la capitulation devant la guerre ; de refaire un mouvement ouvrier révolutionnaire.

Pour cela, rassembler le plus de forces possible. Pour rassembler, est-il sage de raviver les questions du début de la guerre ? N'est-il pas préférable de regarder seulement le présent et l'avenir ? Nous sommes si faibles et si peu nombreux. La minorité de guerre s'est brisée au congrès confédéral de juillet 1918. Merrheim et Bourderon ont rejoint Jouhaux. Dumoulin aussi, puis Million un peu plus tard. Que pouvons-nous faire ? On fera ce qu'on pourra. Avec les moyens que l'on aura.

Nos moyens étaient réduits. Pour économiser les frais d'hôtel, lors du Congrès confédéral de Lyon, en septembre 1919, le premier d'après-guerre, avec Rosmer et Martinet, nous avions demandé l'hospitalité à ce brave Lac, un camarade cordonnier de Montchat qui vivait seul dans son échoppe ; il étendait par terre, pour nous trois, ses matelas. Il nous arrivait souvent d'arriver au congrès la séance commencée, comme le matin où l'on me dit à l'entrée : « Dépêche-toi, c'est à ton tour de parler. »

1919, les dirigeants de la CGT promettent à Lyon un grand coup de barre à gauche. Une fois revenus, ils donnent un grand coup de barre à droite sur Washington. Deux ans après, c'était la scission. Impuissant à se redresser, le mouvement syndical se brisait. Le parti socialiste avait déjà effectué sa rupture ; mais ce qui est logique sur le terrain des partis ne l'est pas sur le terrain syndical. Il peut y avoir autant de partis qu'il y a d'opinions politiques. Le mouvement syndical ne peut être qu'un, puisqu'il doit grouper tous les salariés, en tant que salariés, en face du patronat. La scission syndicale complète la défaite subie par la grève générale de 1920. Partout d'ailleurs, la classe ouvrière reculait. Le fascisme allait faire sa marche sur Rome. Le deuxième bond de la Révolution allemande allait être raté. Les possibilités révolutionnaires créées par la guerre étaient épuisées. C'en était fait de la révolution mondiale. Il ne restait que la Révolution russe. Pourrait-elle venir jusqu'au retour de la grande vague révolutionnaire ? Pour qu'elle tienne jusque-là, nous étions prêts à tout pour la défendre.

Martinet avait été déjà appelé à *L'Humanité* quand j'y montai à mon tour en 1922, quoique non-membre du parti communiste. Il devait en partir le premier. Pour des raisons de santé. Nous avons un peu pesté contre lui à l'époque. Nous pensions qu'il « s'écoutait ». Il y avait tant à faire si l'on voulait faire un journal neuf, un journal uniquement dévoué à la classe ouvrière. Déjà les bonnes volontés soulevées un temps retombaient sur elles-mêmes ; les préoccupations électorales revenaient, tandis que pointaient le sectarisme et le jésuitisme de la bolchevisation. Il y avait trop à faire, et nous étions trop peu pour le faire. Martinet était parti. Hélas ! il ne s'était pas écouté assez ; le mal était là. Il ne devait plus reprendre une part active.

Mais il suivait de loin le mouvement. C'était quelque chose pour nous de pouvoir éprouver si nous étions toujours dans la bonne route. De même que nous avions réagi de la même façon devant la guerre, devant la Révolution russe de 1918 à 1923, nous avons réagi pareillement devant la crise du parti communiste en 1924, crise française et contre-coup de la crise russe consécutive à la mort de Lénine conjugués ; devant le trotskisme, en 1929, recommençant l'expérience d'un parti politique révolutionnaire ; de la même façon aujourd'hui devant la Russie, devant les menaces de guerre.

La meilleure boussole, c'est de n'avoir pas d'autre intérêt que celui de ses idées, pas d'autre désir que d'être utile à sa classe, pas d'autre ambition que d'avancer avec ses idées, de reculer avec elles, de tomber même, s'il faut tomber.

Martinet aime dire qu'il est un vaincu, que nous sommes des vaincus. On nous retrouve souvent seuls en effet ? On dirait que nous aimons nous singulariser. L'esprit de contradiction ? Fichtre non ! Le plaisir d'aller contre le courant ? Ce n'est pas si folâtre. Alors, quoi ? Le goût du malheur ? Non, le besoin de ne pas se duper soi-même pour ne pas duper les autres.

Si les Russes disaient : « Nous avons fait ce que nous avons pu. Ce n'est pas le socialisme évidemment », nous le comprendrions. Nous ne les comprenons pas quand ils veulent faire prendre leur capitalisme d'Etat forcené pour du socialisme. Nous ne comprenons pas davantage ceux qui grognaient contre la Révolution russe il y a quinze ans et qui bâillent d'admiration devant la Russie d'aujourd'hui, même quand ils s'appellent Romain Rolland.

Nous préférons Martinet. Il ne crie pas au triomphe quand c'est encore la défaite. Il n'accepte pas de s'asseoir à la table des puissants pour chanter leur gloire. Il reste fidèle à ses *Temps maudits*. C'est le meilleur moyen, et peut-être le seul, de préparer le triomphe véritable de nos idées et de notre classe.

Pierre MONATTE

La Révolution prolétarienne, n° 218, 10 mars 1936

[1] *Les Humbles* viennent de publier un numéro spécial consacré à notre ami Marcel Martinet. De cette gerbe d'hommages, nous reproduisons ci-dessous celui de Pierre Monatte.

Au moment où il semble que nous soyons en train de vivre des heures sombres, nos camarades ne liront pas sans émotion cette page où Monatte évoque ses souvenirs d'août 1914, alors que, dans un Paris fanatisé par le nationalisme, seule une petite poignée d'hommes tenait bon, contre le courant.

Au moins, avons-nous le réconfort de retrouver autour de nous, *en 1936*, ceux qui surent, à ce moment-là, sauver l'honneur du mouvement ouvrier français.

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

JEAN JAURÈS

« Il faut Voter »

POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

ACTION D'ENSEMBLE

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

P. LANDRIEU (Administrateur) — Jean JAURÈS (Directeur) — P. RENAUDEL Administrateur-délégué à la Rédaction)

LEADERS

L. DUBREUILH — BRACKE — M. CACHIN — M. ALLARD — COMPÈRE-MOREL — Marcel SEMBAT

Jaurès, l'Humanité et ses dirigeants dans l'Encyclopédie socialiste, édition Quillet, 1912.

Lundi 18 avril 1904

L'Humanité de Jean Jaurès

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. »

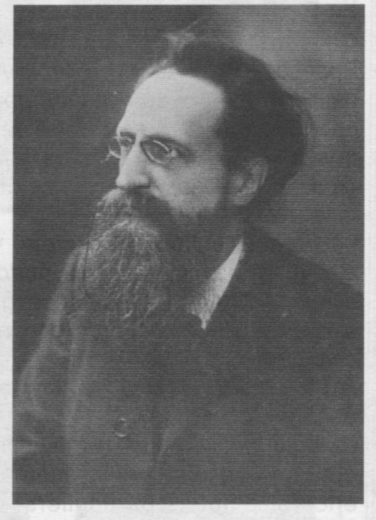
Jean Jaurès 18.4.1904

« Notre but

Le titre même de ce journal, en son ampleur, marque exactement ce que notre parti se propose. C'est, en effet, à la réalisation de l'humanité que travaillent tous les socialistes. L'humanité n'existe point encore ou elle existe à peine. A l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation enfin réconciliée avec elle-même une parcelle d'humanité.» ainsi débute l'éditorial que Jean Jaurès donne le lundi 18 avril 1904 à *l'Humanité*.

Député, leader de la majorité parlementaire, journaliste confirmé – sa plume incisive a contribué à prouver les faux de l'affaire Dreyfus – orateur prestigieux, Jean Jaurès, en 1905, sur les consignes précises de l'Internationale Ouvrière va créer, avec l'austère Jules Guesde, introducteur du marxisme en France, fondateur du premier parti ouvrier, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.).

Belle époque... la bourgeoisie étale ses richesses... un temps rude pour une classe ouvrière aux horaires interminables...



Jules Guesde

Depuis longtemps déjà, Jean Jaurès sent la nécessité, l'urgence, d'avoir un journal pour exposer, défendre, commenter, éclairer le socialisme. Une

feuille indépendante des puissances de l'argent, capable de conduire des campagnes d'information, de s'attaquer à un patronat implacable (il n'a pas changé en un siècle, le baron Ernest-Antoine Seillère compte parmi ses ancêtres un de Wendel, maître de forges), de rappeller les batailles politiques et syndicales en Europe.

1904

En 1904, Emiles Combes, républicain dès la fin de l'empire de Napoléon-le-Petit, ancien séminariste, médecin, franc-maçon, maire de Pons (Charente-Inférieure), conseiller général, sénateur, ancien ministre de l'Instruction Publique, radical est, depuis les élections de 1902, Président du conseil. Ce quasi-septuagénaire pratique un anticléricalisme ardent. Il fait préparer la séparation des Eglises et de l'Etat (adoptée en 1905 après de vifs débats). Il s'inquiète, aussi, de l'état d'esprit des officiers qui comptent dans leurs rangs nombre de catholiques.

Anatole France, appréciable romancier, futur Prix Nobel, soutient les initiatives du « petit père Combes » d'une plume vigoureuse (en ce début de XXIème siècle, Anatole France mérite de ne pas être abandonné).

Romain Rolland entame dans les *Cahiers de la Quinzaine* la publication de *Jean Christophe*.

Début des emprunts russes : ils vont, à terme, ruiner une masse de petits épargnants et, dans l'immédiat, corrompre journaux et journalistes... Pas tous ! Arthur Raffalovitch, conseiller du ministère des Finances de la Russie impériale dans les années 1930, avec « l'abominable vénalité de la presse française » donne des listes de noms, de titres, de sommes versées. L'achat des plumes et des consciences a-t-il disparu ?

Un sympathique professeur du lycée Condorcet, Thalamas, est déplacé car, avec humour, il affirme que Jeanne d'Arc fut « sujette dès son enfance à des hallucinations auditives ». Hurlements des nationalistes.

La Maternelle de Léon Frapié reçoit le prix Goncourt.

La Belle Epoque

Ce début de siècle baptisé, ensuite, « Belle Epoque » est un temps rude, brutal, souvent infernal pour une classe ouvrière aux horaires interminables, soumise à l'arbitraire des patrons secondés par des chefs et sous-chefs soucieux de gagner de l'avancement en se comportant en parfaits salauds.

La France, encore très rurale, voit l'exploitation d'ouvriers agricoles venus, parfois, pour la moisson, les betteraves, les vendanges, des pays voisins. Fermiers et métayers connaissent de lourdes contraintes.

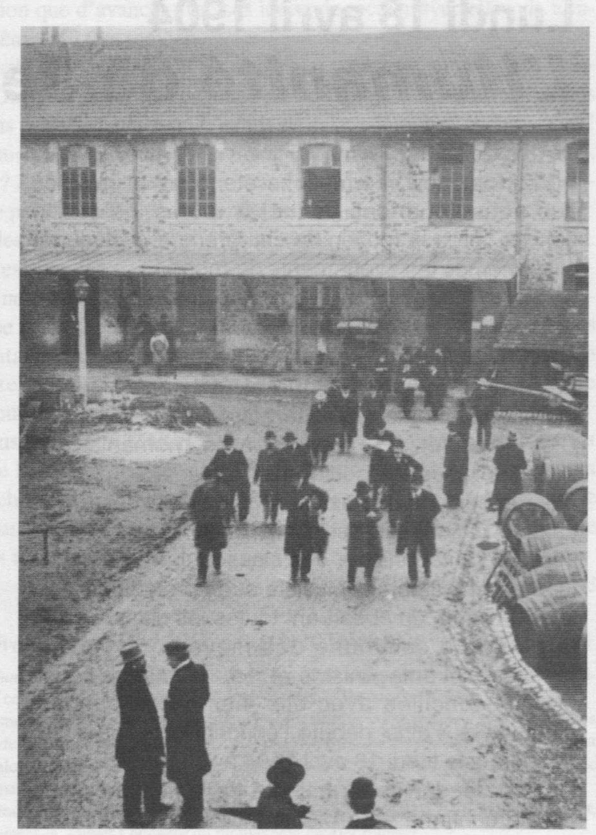
A Paris et dans les villes, le prolétariat s'entasse dans la promiscuité.

La bourgeoisie étale ses richesses. L'aristocratie entame son effacement même si elle dispose, encore, d'hôtels particuliers, de châteaux, de vastes domaines.

Tout est-il désespéré ? Non car avec un socialisme actif, des syndicats combatifs, une prise de conscience, demain sera moins lourd qu'aujourd'hui...



1904, la "belle époque" se montre au pesage de Longchamp.



Sortie du congrès du parti socialiste à Limoges en 1906.



En 1911, le parti socialiste étudie la mise en place d'une agence d'informations socialistes pour sa presse qui compte son quotidien central, l'Humanité, trois grands quotidiens régionaux : Le Droit du peuple (Grenoble, 1897), Le Populaire du Centre (Limoges, 1904), Le Midi Socialiste (Toulouse, 1908) mais aussi 3 bi-hebdomadaires et au moins 47 hebdomadaires.

La presse

La presse nationale, régionale, départementale, locale compte des centaines de titres. *Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal, La Croix, Le Temps, Le Journal des Débats, Le Gaulois, Le Figaro, L'Intransigeant, La Liberté, La Patrie, la Presse, La gazette de France, L'Autorité, L'Univers, L'Echo de Paris, La Libre Parole, L'Auto, La Petite République, Le Rappel, La Justice, L'Aurore.* Les lectorats sont fluctuants. Chaque famille politique s'appuie sur ses journaux. Chaque ville de province permet à deux, trois voire quatre feuilles de polémiquer avec férocité. Les duels sont fréquents.

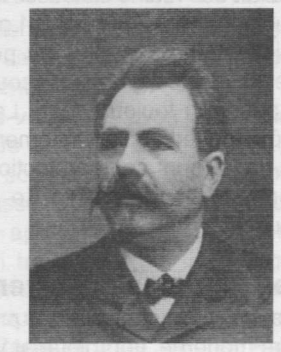
Les journaux sur quatre, six, huit pages, grand format ont une présentation austère sans recherche de présentation. Les colonnes s'empilent avec une morne titraille...

L'Humanité n'échappe pas à la règle commune ! Elle a un mérite, immense : celui de faire entendre les sans-voix, de briser le carcan de silence imposé par les pouvoirs, de faire croire que la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité » devient réalité.

Pierre Ysmal

La rédaction en 1904

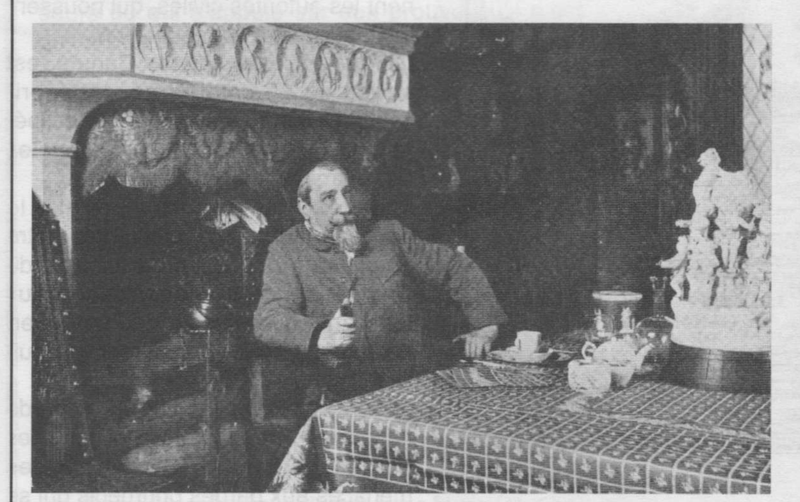
Directeur politique : Jean Jaurès
Editorial : Gustave Rouanet
Secrétaire de rédaction : Gabriel Bertrand
Rédacteurs politiques : Jean Allemane, Aristide Briand, Eugène Fournière, Francis de Pressensé, Louis Revelin, René Viviani.
Politique extérieure : Francis de Pressensé, Lucien Herr, Charles Andler, Jean Longuet, Rémy.
Correspondants à l'étranger :
Allemagne : Südekum, député socialiste au Reichstag ; Angleterre : Beer, publiciste ; Autriche-Hongrie : Friedrich Hertz, publiciste ; Belgique : Furnémont, député socialiste ; Italie : Bissolati, député socialiste ; Suisse : Sigg, député socialiste de Genève.
Collaborateurs littéraires : Anatole France, Octave Mirbeau, Abel Hermant, Jules Renard, Gustave Geffroy, Tristan Bernard, René Viviani, Georges Lecomte, Jean Ajalbert, Léon Blum, Michel Zevacco, Henry de Jouvenel, Alfred Athis, B. Marcel, Louis Vaudelles.
Parlement : Paul Pottier, Michaël Py.
Conseiller municipal : Eugène Fournière.
Mouvement social : Aristide Briand.
Communications : A. Maurel.
Mouvement syndical en France et à l'étranger : Albert Thomas.
Coopératives : Philippe Landrieu, Marcel Mauss.
Questions agraires et prolétariat paysan : Gabriel Ellen.
Questions économiques : Edgard Milhaud.
Tribunaux : Henri Bréal.
Information : Henri Amoretti, Daniel Halévy, Géroule, Parassols.
L'enseignement : Gustave Lanson.
Chronique scientifique : J.L. Breton.
Chronique médicale : Etienne Burnet.

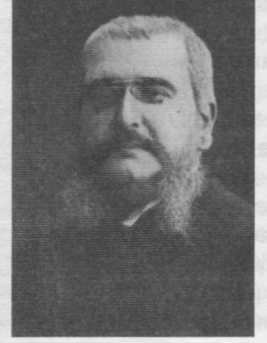

Gustave Rouanet

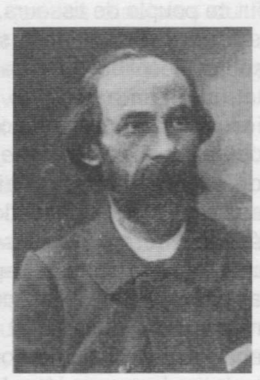

Louis Révelin


Jean Allemane

Anatole France chez lui, en 1904.




Francis de Pressensé


Eugène Fournière

Il y a 170 ans :
la « sanglante semaine » de Lyon

Marx et Engels, commentant l'insurrection des quartiers ouvriers de Paris en juin 1848, écrivirent qu'ils ne voyaient de mouvement comparable dans le passé que « la guerre des esclaves à Rome (Spartacus) et l'insurrection lyonnaise de 1834 »[1].

Pour les deux théoriciens de la lutte des classes comme pour tous les autres penseurs socialistes de l'époque (Proudhon, Blanqui, Considérant, etc.), les deux insurrections lyonnaises, à vingt-huit mois d'intervalle (les « Trois Glorieuses prolétariennes » de novembre 1831, puis la « Sanglante semaine » d'avril 1834), marquaient l'irruption du prolétariat sur la scène politique.

En juillet 1830, trois jours d'émeute, les « Trois Glorieuses » de Paris, avaient chassé le régime archaïque de Charles X. À Lyon comme à Paris, les bourgeois avaient dû faire appel aux « blouses », aux ouvriers : pour construire les barricades, il fallait des mains calleuses.

Quelques mois plus tard, Louis-Philippe et le banquier Laffitte, installés au pouvoir, les belles promesses et les grands discours sont bien oubliés : le peuple a toujours faim. La moindre avancée du chômage jette immédiatement à la rue des masses de travailleurs sans protection sociale et sans économies. Or, dès 1831, le chômage repart à la hausse.

Les journées de novembre 1831

C'est à Lyon que, pour la première fois dans l'histoire moderne, le prolétariat va s'affronter à la bourgeoisie.

Pourquoi à Lyon ?

La deuxième agglomération de France compte alors 180 000 habitants. À la différence de Paris, dont les industries diverses permettent au peuple de passer d'un emploi à l'autre lorsqu'un secteur est en crise, plus de la moitié des habitants de Lyon et des communes alentour vivent du tissage de la soie. La crise qui frappe cette industrie à la fin de l'année 1831 ne laisse donc aucune chance aux Canuts d'échapper à la misère. Or, tout ce peuple de tisseurs, de dévideuses, d'ourdisseuses, de liseurs, de plieurs, de teinturiers, etc., que l'on a appelés par dérision « Canuts » (du nom de la bobine de fil, la *canette*), a déjà compris, plus tôt qu'ailleurs à cause de l'industrialisation avancée du secteur de la soie, que l'antagonisme entre le capital et le travail est irréductible. Acculés par la faim, les Canuts vont exprimer dans leur révolte une conscience de classe inconnue jusqu'alors.

Les ouvriers de la soie forment en effet un ensemble particulièrement homogène : les *chefs d'ateliers*, propriétaires de deux à six métiers en moyenne, et leurs *compagnons*, véritables prolétaires, sont solidaires face aux « fabricants » qui ne fabriquent rien du tout et se contentent de fournir la matière première et le dessin des commandes. La ville est d'ailleurs coupée en deux : les riches habitent la presqu'île et la plaine des Broteaux, les pauvres s'entassent sur le plateau et sur les pentes de la Croix-Rousse, et au pied de la colline de Fourvière. Les journées sont de quinze, voire dix-huit heures. Le travail de la soie s'effectue dans des positions pénibles, qui provoquent des malformations et des maladies professionnelles ; la tuberculose fait des ravages, surtout parmi les jeunes filles. « C'était pitié, raconte un *fabricant* témoin des premières manifestations, de voir les joues creuses, les teints hâves, la complexion malingre et rétrécie de la plupart de ces malheureux ; l'énergie semblait devoir fuir des corps aussi faibles, aussi peu développés ; mais ces individus étaient réunis, ils étaient organisés, ils formaient un corps compact et les masses ont conscience de leur force ».

Pour la première fois dans l'histoire moderne le prolétariat va s'affronter à la bourgeoisie.

En 1828 est fondée à Lyon l'Association mutuelliste pour « la résistance à l'oppression », sorte de franc-maçonnerie ouvrière, première ébauche d'un syndicat ouvrier, qui va fournir les cadres du mouvement revendicatif des Canuts.

Au début de l'automne 1831, les Canuts entreprennent de s'organiser ouvertement en vue d'un affrontement avec les fabricants. Ils réclament une augmentation des salaires. Le 24 puis le 25 octobre, tandis que des négociations se poursuivent entre représentants des fabricants et délégués ouvriers, des cortèges de plusieurs milliers de chefs d'ateliers et de compagnons traversent Lyon pour converger place Bellecour. Ils marchent en silence et sans armes. Organisés en sections, centuries, décuries, menés par des chefs élus, leur organisation et leur discipline quasi militaire impressionnent les autorités civiles, qui poussent les fabricants à la négociation.

Le *tarif* réclamé par les Canuts, est adopté le 25 octobre par les fabricants, après quatre heures de délibération : on fait la fête sur les pentes de la Croix-Rousse.

Mais le 17 novembre, alors que le nouveau tarif n'est toujours pas entré en vigueur, une lettre du ministre du Commerce vient donner raison aux fabricants qui refusent de l'appliquer. Les quartiers ouvriers entrent en ébullition.

Le lendemain, une revue de la garde nationale a lieu place Bellecour ; les gardes ouvriers répondent par des menaces aux gardes bourgeois qui se





moquent de leurs uniformes de pauvres.
Le 21 novembre, à l'heure où s'ouvrent les ateliers, les émissaires des chefs de section parcourent les *traboules* de la Croix-Rousse en appelant à cesser le travail. Un groupe d'ouvriers se retrouve nez à nez avec un détachement de gardes nationaux composé de fabricants et de commis. Des coups de feu éclatent : plusieurs ouvriers tombent. Les autres remontent vers le plateau en appelant aux armes. La colline se couvre de barricades. Sur l'une d'elles flotte le drapeau noir, en signe de deuil, avec cette devise : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant* ».
Les colonnes militaires qui tentent de monter la pente sont bombardées de tuiles, de moellons et de meubles ; des unités isolées sont désarmées par des hommes armés de bâtons et de pierres. Comme les lignards renâclent à fusiller le peuple, on fait ouvrir leurs rangs pour laisser tirer la garde nationale.
Le 22 novembre au matin, les gardes nationaux bourgeois se sont débandés, alors que les combattants de la Croix-Rousse ont reçu des renforts venus de Vaise et de la Guillottière. Les Canuts sont maintenant armés de fusils pris aux soldats. Une colonne qui tente de monter à l'assaut de la Croix-Rousse par la côte des carmélites est contrainte de capituler. Des ouvriers de tous les quartiers et de tous les métiers rejoignent à présent l'émeute. Avant le soir, toute la ville est aux mains du peuple.
Les militaires ont perdu plus de 100 hommes, et comptent près de 300 blessés. Du côté des émeutiers, les pertes sont estimées à 70 morts, et le double de blessés.
Les autorités civiles et militaires ayant pris la fuite (à l'exception du Préfet, claquemuré dans sa préfecture), Lyon va rester pendant une semaine – du 23 au 29 novembre – au pouvoir des Canuts. Les chefs des ouvriers en soie, des mutuellistes dont l'objectif est de faire appliquer le tarif et qui sont organisés au sein de l'Association des Volontaires du Rhône, s'installent à la mairie, se constituent en « état-major », et s'efforcent de garder le contrôle de la situation. Leur premier soin est de contenir le lumpenprolétariat, cette « vermine passive, la lie des plus basses couches de la vieille société » commente Marx, dans son analyse du soulèvement lyonnais. Et Engels de renchérir : « tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme défenseurs ou qui s'appuie sur eux prouve qu'il n'est qu'un traître au mouvement ». La garde nationale est convoquée « sans uniforme » et la consigne est donnée : on brûle les hôtels particuliers des fabricants les plus honnis, mais on ne pille pas ; quelques voleurs pris sur le fait sont passés par les armes.
Les mutuellistes se méfient également des révolutionnaires et des républicains sociaux, qui réclament qu'on arme le prolétariat, que la ville soit administrée par un « conseil d'ouvriers élus », et que le mouvement soit étendu. Pendant plusieurs jours, radicaux et mutuellistes se disputent l'Hôtel de Ville.
Le 27 novembre, le mouvement faiblit. Les républicains sociaux n'ont pas réussi à entraîner le peuple derrière eux, et les chefs mutuellistes, qui n'ont jamais rompu le dialogue avec le préfet, pensent enfin tenir leur tarif. En gage de bonne volonté, le roi Louis-Philippe, dont l'avarice est pourtant proverbiale, annonce une commande de 640 000 francs. Deux représentants des Canuts partent pour Paris.
Tout rentre dans l'ordre dès les premiers jours de décembre : les Canuts reprennent le travail, et le duc d'Orléans entre dans Lyon à côté du maréchal Soult, dont l'armée investit la ville. Les ouvriers les plus compromis et les étrangers s'enfuient, mais le pouvoir a choisi, provisoirement, l'apaisement : au terme de plusieurs procès, deux ouvriers seulement, dont l'auteur de la devise « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » sont condamnés à de légères peines de prison.
Mais que reste-t-il aux Canuts de leurs revendications ? Quasiment rien : aucune des promesses ne sera tenue. La stratégie de l'apolitisme a conduit à un échec total. Cependant, la prise d'une grande ville par le peuple, ne serait-ce qu'une semaine, sans que le pouvoir ose se livrer à des représailles tant sont fortes les organisations ouvrières, va avoir un impact immense sur tout le mouvement progressiste de l'époque.

La ville des Canuts devient le creuset du mouvement ouvrier.

Organisation du mouvement ouvrier

Les chefs du mutualisme ont compris leur erreur et vont se radicaliser. La ville des Canuts devient le creuset du mouvement ouvrier.
Les saint-simoniens voient en Lyon la Jérusalem nouvelle. Leur guide spirituel, le Père Enfantin, prône une doctrine sociale qui imagine la société comme une vaste association basée sur la solidarité. Il envoie des « apôtres » en mission dans la ville de la soie, qui traversent les faubourgs en chantant et vont s'embaucher dans les ateliers, à 40 sous par jour, pour prêcher aux prolétaires la religion nouvelle. Cette étrange « Église » qui a emprunté au christianisme ses rites et sa terminologie, et dont les membres portent un habit boutonné par derrière, manière d'exercer leur solidarité, est alors très influente : pacifistes, très actifs et organisés, les missionnaires saint-simoniens restent influents à Lyon jusqu'au début de 1833, lorsque le mouvement ouvrier se radicalise brusquement.
Comme les saint-simoniens, les militants progressistes de ce début de l'ère industrielle se comparent souvent dans leurs écrits aux premiers chrétiens persécutés, et, de fait, leurs organisations ont de nombreux traits communs avec la secte chrétienne du temps de Néron : l'organisation hiérarchisée, secrète, les rituels, le discours prophétique, l'idéalisme. On a vu que les disciples du Père Enfantin fonctionnaient comme une église et prophétisaient la cité idéale ; les fouriéristes, également, croient dans l'avènement proche de la cité idéale, grâce à l'organisation phalanstérienne. Les rites de la Charbonnerie renaissante ressemblent eux beaucoup à ceux des francs-maçons, et l'organisation secrète des *Carbonari* inspirera bientôt Blanqui ou Bakounine, mais déjà les sociétés secrètes sont nombreuses : les « Prolétaires », les « Indépendants philanthropes », la « Société du progrès », etc. Les mutuellistes enfin, de loin les plus nombreux à Lyon, organisent leurs cadres en « loges » semi-clandestines, et se disent la « Franc-maçonnerie ouvrière ».

Tout ce mouvement idéaliste où le terme de « socialisme » vient de faire son apparition, est fortement imprégné de religion, et François de Lamennais (le « Babeuf en chasuble » siffle la presse catholique) apportera son soutien aux inculpés de la *Sanglante semaine.* Les éléments les plus radicaux du mouvement se réclament de Gracchus Babeuf et des Égaux.

Une conviction est commune à ces militants : tous imaginent qu'une société juste est à portée de main.

La presse joue un rôle majeur dans les événements lyonnais : les saint-simoniens diffusent leur utopie mystique dans leurs journaux, *Le Producteur,* jusqu'en 1826, puis *Le Globe* ; *L'Echo de la Fabrique,* organe des mutuellistes, se veut le journal de la *caste prolétaire.* À l'image des chefs Canuts, il se radicalise après 1831. Né à la veille des Trois Glorieuses républicaines, il sera toujours au cœur du mouvement et disparaîtra avec lui, en mai 1834, après avoir proclamé, quinze ans avant Marx : « Prolétaires de tous états[2], unissez-vous ! ». *La Glaneuse* joue également un rôle important. Seul ce journal a osé diffuser l'appel des révolutionnaires en novembre 1831 : c'est le cauchemar des autorités royales, qui n'auront de cesse de le faire disparaître, à la veille de la Sanglante semaine. Il y a encore *Le Phalanstère,* de Fourier, et *Le Précurseur,* journal des républicains modérés.

Pendant les vingt-huit mois qui séparent la fin du premier acte de la révolte des Canuts de la Sanglante semaine, le mouvement ouvrier s'organise et se politise, s'affirmant ouvertement républicain. Le pouvoir royal sent le danger et décide d'en finir avant que les idées factieuses n'aient essaimé. Le piège dans lequel vont tomber les républicains de Lyon sera le même que Thiers tendra aux communards.

Résolus à provoquer un affrontement décisif avec les Canuts encore isolés, les représentants de Louis-Philippe guettent l'occasion d'engager les hostilités.

Avril 1834 : la Sanglante semaine

Le 12 février 1834, les Canuts votent la grève pour protester contre la baisse des salaires. Le 13, ils manifestent. Le 14, la grève est totale. Mais le 19 février, les fabricants font des concessions, et les ouvriers reprennent le métier.

Les meneurs de la « coalition » de février sont inculpés et passent en jugement le 5 avril. Les troupes convergent vers la ville. Des incidents éclatent aux alentours du tribunal, mais les soldats fraternisent avec la foule et le calme revient vite. Les chefs mutuellistes, confiants dans les sympathies des soldats pour le peuple, se sentent en position de force et lancent un mot d'ordre de grève générale pour le jour du verdict, le 9 avril.

Le 8, trois colonnes de l'armée investissent les faubourgs de Lyon.

Le lendemain, la foule est compacte autour du Palais de justice ; des orateurs, montés sur des bornes, haranguent la foule, mais il n'y a pas de violences. Deux canons tirent alors à blanc, provoquant un début de panique. Dans la confusion, un homme fait feu sur les gendarmes, qui répliquent et le tuent. Les ouvriers prennent les papiers du mort, qui s'avère être un agent de police, nommé Faivre. D'autres policiers en civil, mêlés aux manifestants, ont tiré sur la troupe, qui fusille la foule. On crie : « Aux armes ! » Des barricades s'élèvent dans la hâte, aussitôt canonnées. Les fuyards se réfugient dans les maisons où les soldats les poursuivent, tuant tout sur leur passage.

Le drapeau rouge apparaît sur l'église Saint-Polycarpe, et c'est là que meurt vraiment Gavroche.

La résistance s'organise dans les quartiers populaires, parcourus de ruelles étroites, faciles à obstruer, de passages couverts escaladant les pentes de la Croix-Rousse, les fameuses *traboules.* Là, les insurgés sont sur leur terrain : des fenêtres, des barricades, partent des coups de feu. Deux canons sont pris et tirent sur le quartier-général de l'armée établi place Bellecour. La Guillotière se soulève à son tour. Les soldats n'avancent pas.

Le drapeau noir flotte sur Fourvière, sur l'Antiquaille, sur Saint-Mizier. Le drapeau rouge apparaît sur l'église Saint-Polycarpe, et c'est là que meurt vraiment Gavroche : un gamin de dix ans est allé planter le drapeau au sommet de l'église. Une salve abat l'emblème ; il remonte et accroche un pantalon de soldat garance en guise d'oriflamme ; une salve le foudroie à la descente.

Les combattants révolutionnaires ne sont pas nombreux : 3 000 au total, mais rarement plus d'un millier à la fois, dont la moitié seulement est armée, à cause des *désarmements* de 1831. C'est un mouvement politique, républicain, qui veut renverser l'ordre établi, mais ce n'est plus un mouvement de masse.

À la différence de 1831, il n'y a pas de commandement unifié des émeutiers.

Dès le début de l'affrontement, les insurgés lyonnais tentent d'établir le contact avec l'extérieur. Le mouvement ne restera pas sans écho : des troubles éclatent dans de nombreuses villes de province et à Paris, où l'émeute est écrasée après deux jours de combat. Le *massacre de la rue Transnonain,* de Daumier, aurait pu illustrer de nombreuses scènes de l'insurrection lyonnaise.

La lutte est bien trop inégale. Les soldats, exaspérés par la tactique de harcèlement des Canuts, ne font pas de quartier. Après six jours de combats acharnés, les derniers résistants se dispersent en haut de la Croix-Rousse. On estime à deux cents le nombre des morts civils, dont la plus grande partie n'était pas combattante.

Les procès de 1835 condamnèrent plus lourdement les « politiques » que les syndicalistes. Monsieur Thiers avait dit : « Il n'est pas sage de faire le procès à une classe entière ».

François Roux



Le massacre de la rue Transnonain, de Daumier.

[1] *Nouvelle Gazette Rhénane*, 28 juin 1848

[2] Ici dans le sens de « métier ».

Ceux qui veulent en savoir plus liront le livre de Fernand Rude, *Les révoltes des Canuts, 1831-1834* (Éditions La Découverte, Paris, 2001), dont cet article s'inspire largement.

La résistance au coup d'État du 2 décembre 1851

Commémoration et non-commémoration...

Retour du président de la République et de son cortége, de la cérémonie du 1er janvier 1852.

PROCLAMATION



Citoyens des Basses-Alpes,

Après la victoire, il y a le devoir d'en profiter.

Tous les Conseils municipaux sont dissous.

Que dans chaque Commune, il soit immédiatement procédé à la nomination des Comités de Résistance composés de cinq Membres :

Que ces Comités puisent leur force et leur droit dans le suffrage direct et communal :

Que dans chaque Canton et chaque Arrondissement, de semblables Comités sortent également de l'urne du scrutin; que tous ces Comités correspondent entre eux. Leurs communications aboutiront au Comité de Résistance central.

Les Comités de Résistance sont provisoirement investis de tous les pouvoirs.

Les Juges de Paix sont momentanément suspendus.

Les Contributions Indirectes sont abolies.

Le Comité central de résistance recommande à tous les Comités de Résistance, comme un de leurs premiers devoirs, de s'occuper entièrement des familles dont les soutiens sont en ce moment les soldats de la Liberté.

Que dans chaque Commune, où les gendarmes n'auraient pas encore été désarmés, ils le soient immédiatement, en conciliant les exigences de la nécessité avec la générosité qui convient à la force et au droit.

Citoyens, que partout l'activité, l'énergie, la fièvre de la Liberté remplace dans vos cœurs toute crainte et tout découragement. Le succès et l'avenir sont dans vos mains, vous les tenez. *C*'est vous dire qu'ils ne nous échapperont pas.

Digne, le 7 décembre 1851.

Le Comité de résistance,

Ch. COTTE, BUISSON, ESCOFFIER, AILLAUD de Volx, P. AILLAUD, GUIBERT, JOURDAN.

La résistance souleva une vingtaine de départements

Sons et lumières, reconstitutions costumées, voire éco-musées : c'est bien souvent un passé consensuel qui fascine une société en panne d'avenir. Rares sont les rappels historiques rattachant un passé conflictuel au présent, plus rares encore ceux qui obtiennent une vraie audience.

Ce fut pourtant le cas du 150e anniversaire de la résistance républicaine au coup d'État du 2 décembre 1851.

Quand le Président Louis Napoléon étrangla la République, la France sembla accepter ou se résigner. Malgré ses réserves, le parti de l'Ordre, effrayé par la perspective d'une poussée démocrate-socialiste aux élections de 1852, accueillit avec soulagement le coup de force. Cependant que tout l'appareil d'État (comme en d'autres circonstances, plus récentes), basculait du côté de l'illégalité, la France républicaine attendit, en vain, que Paris, écrasé par une répression sanglante, donnât une fois de plus le signal de la lutte.

Mais, à l'initiative des sociétés secrètes de la Montagne rouge, la résistance souleva une vingtaine de départements. Une couronne au nord du Massif Central – Loiret, Yonne, Nièvre –, rejoignant, par les zones insurgées de Saône-et-Loire, Allier, Jura, Ain, celles du grand Sud-Est : Ardèche, Gard, Hérault, Aveyron, Pyrénées-Orientales ; Drôme, Basses-Alpes, Vaucluse, Var... Une forte zone insurgée dans le Sud-Ouest (Gers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot). Ailleurs encore des points de résistance isolés...

Solidement tenues par la troupe, privées par la répression préventive de chefs avisés, les grandes villes de ces régions ne bougèrent pas. D'autant que dans la région lyonnaise, la répression des insurrections de 1849 avait brisé le mouvement ouvrier. La résistance fut avant tout le fait des paysans, des artisans de la campagne et des petites villes. Avec les bénédictions de l'Église, elle fut brisée impitoyablement par une armée formée à la guerre coloniale d'Algérie, puis une magistrature impitoyable et des notables revanchards.

La commémoration de cette résistance a rencontré un écho certain, mais n'a rien eu de spontané. Son ferment a été associatif, et quand ce ferment n'existait pas, c'est l'oubli, installé voire imposé depuis des générations, qui a perduré[1].

La cheville ouvrière a été l'Association 1851/2001[2], créée dans deux départements, Alpes-de-Haute-Provence (jadis Basses-Alpes) et Var, où le souvenir de 1851 était encore vivant, où la résistance insurrectionnelle fut massive, et pour l'un deux victorieuse (Basses-Alpes). Née d'un sursaut de honte devant le résultat des élections municipales de 1995 en Provence, l'Association se proposait d'honorer et remettre en circulation publique la mémoire des Résistants de décembre 1851, et de témoigner que la meilleure des traditions méridionales demeurait la tradition démocratique.

Son activité s'est vite élargie à tout le grand Sud-Est, celui des 15 départements du complot dit de Lyon en 1850, ou encore de la Ligue du Midi en 1870-71...

Le but n'était pas de tout faire, mais de sensibiliser tous les vecteurs possibles de cette conscientisation : collectivités publiques, associations, créateurs, médias, etc, tout en approfondissant la connaissance de l'événement[3].

La résistance fut avant tout le fait des paysans, des artisans de la campagne et des petites villes.

Si le coup d'État fut frappé depuis Paris, la résistance éclata en centaines de foyers autonomes. C'est dans la commune que, selon la belle formule des Insurgés, « le peuple reprenait ses droits » et qu'était restaurée la légalité violentée en haut lieu. La résistance fut communale, dans le meilleur des cas départementale. Elle n'eut ni le temps ni les forces de mettre en place une structuration nationale.

Tout naturellement, jusqu'en décembre 2001 et au-delà, c'est dans ce cadre communal, parfois départemental, que s'est déroulé l'essentiel de la commémoration : des centaines d'initiatives locales (conférences, repas républicains, projections de film, soirées théâtrales, marches festives, etc).

Paradoxe donc d'une défaite saluée dans la gravité mais aussi la fierté, tant cette résistance était chargée de responsabilité citoyenne, d'autonomie d'initiative, de combativité populaire.

Paradoxe encore, l'écho de ces initiatives impliquant un nombre considérable de citoyens, n'a pas dépassé le cadre local ou régional. On sait bien que dans notre société, un événement qui n'est pas médiatisé n'existe pas. Or, si la presse régionale a plus ou moins bien répercuté, la grande presse nationale, pourtant dûment informée, n'a rien publié. Silence du *Monde*, silence de *Libération*, silence de *Marianne* pourtant friande de républicanisme emblématique, etc.

On peut cependant imaginer que si le Vicomte vendéen, par exemple, avait ainsi exalté dans tout l'Ouest la mémoire chouane, cette presse aurait poussé des cris effarouchés. Mais en l'occurrence,

Deux légendes pour une même gravure...

Sur son site internet, *l'association 1851 pour la mémoire des résistances républicaines* raconte l'histoire mouvementée de cette gravure des insurgés de l'Albret intitulée « passage des insurgés à Nérac, le 4 décembre 1851, départ pour Agen (Lot-et-Garonne). »



Passage des Insurgés à Nérac, le 4 Décembre 1851. Départ pour Agen.(Lot et Garonne)

Alphonse Brune, peintre à Nérac, réalisa ce dessin et obtint fin décembre 1851 l'autorisation préfectorale d'en faire mille épreuves chez l'imprimeur-lithographe Lapeyre, sous réserve du dépôt préalable. Le « bon à tirer » préfectoral ne fut pourtant pas confirmé et l'imprimeur qui s'était un peu vite avancé dans son travail dut remettre les gravures au commissaire de police chargé de les saisir. C'est qu'entre temps la répression ordonnée par Paris amena les autorités locales à se durcir.

Pour éviter toute poursuite, l'imprimeur supplia le préfet par lettre de lui accorder son pardon en soulignant que cette lithographie « était attendue par tous ceux qui ont vu avec joie le socialisme renversé et qui ont dit "oui" pour notre bon prince Louis-Napoléon ».

Finalement la gravure finira par être publiée avec une légende revue et corrigée par l'imprimeur. C'est ainsi que la même gravure se trouve avec comme légende : « Ce dessin représente le passage à Nérac d'une bande d'insurgés se dirigeant à Agen pour y exercer le pillage et toutes les horreurs dont le socialisme dévastateur voulait souiller la France. Dieu, pour empêcher tant de crimes, arma le bras vainqueur du prince Louis Napoléon qui nous a sauvés des passions révolutionnaires de ces hommes que nous représentons ici. Les amis de l'ordre, de la paix et de la religion se rappelleront avec joie que notre libérateur a su bientôt réprimer et enchaîner les méchants projets de la démagogie sociale. Ce fait eut lieu le 4 décembre 1851. »

Comme on le voit, l'imprimeur, apeuré par la répression mais quand même plutôt malin avec les autorités, a emporté le morceau en se servant énergiquement de la brosse à reluire... CV

Moniteur du 30 décembre.

Le président de la république, etc.,

Décrète :

Art. 1er. Le résultat des votes émis les 20 et 21 décembre 1851 sur l'appel au peuple sera proclamé, publié et affiché dans toutes les communes de la République.

Art. 2. Une fête nationale sera célébrée le 1er janvier 1852 dans tous les chefs-lieux des départements, et le 11 janvier 1852 dans toutes les communes de France.

Un *Te Deum* sera chanté dans toutes les églises.

Art. 3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

— Le président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Considérant que la multiplicité toujours croissante des cafés, cabarets et débits de boissons est une cause de désordres et de démoralisation;

Considérant que, dans les campagnes surtout, ces établissements sont devenus, en grand nombre, des lieux de réunion et d'affiliation pour les sociétés secrètes, et ont favorisé d'une manière déplorable les progrès des mauvaises passions;

Considérant qu'il est du devoir du gouvernement de protéger, par des mesures efficaces, les mœurs publiques et la sûreté générale,

Décrète:

Art. 1er. Aucun café, cabaret, ou autre débit de boissons à consommer sur place, ne pourra être ouvert, à l'avenir, sans la permission préalable de l'autorité administrative.

Art. 2. La fermeture des établissements désignés en l'art. 1er, qui existent actuellement ou qui seront autorisés à l'avenir, pourra être ordonnée, par arrêté du préfet, soit après une condamnation pour contravention aux lois et règlements qui concernent ces professions, soit par mesure de sûreté publique.

Art. 3. Tout individu qui ouvrira un café, cabaret ou débit de boissons à consommer sur place, sans autorisation préalable ou contrairement à un arrêté de fermeture pris en vertu de l'article précédent, sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels et puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

L'établissement sera fermé immédiatement.

— Deux autres décrets règlent les primes pour la pêche de la morue, et fixent le temps que les navires armés pour cette pêche doivent passer sur les lieux de pêche.

— Un autre décret détermine les conditions d'admission dans le service des mines.

Documents historiques d'après le Journal officiel.

Moniteur du 1er janvier.

Vu l'art. 7 du décret du 2 décembre 1851, et de l'art. 1er du décret du même mois;

Sur le rapport de la commission consultative, en date de ce jour,

Proclame le résultat des votes émis par les citoyens français pour l'adoption ou le rejet du plébiscite suivant :

« Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre 1851. »

Le nombre des votans a été de huit millions cent seize mille sept cent soixante-treize;

Ont voté *oui* : 7,439,216;

Ont voté *non* : 640,737;

Ont été annulés comme irréguliers : 36,820 bulletins.

Le présent décret sera publié et affiché dans toutes les communes de la République.

— Considérant que la République française, avec sa forme nouvelle, sanctionnée par le suffrage du peuple, peut adopter sans ombrage les souvenirs de l'Empire et les symboles qui en rappellent la gloire;

Considérant que le drapeau national ne doit pas être plus longtemps privé de l'emblème renommé qui conduisit dans cent batailles nos soldats à la victoire, décrète :

Art. 1er. L'aigle française est rétablie sur les drapeaux de l'armée.

Art. 2. Elle est également rétablie sur la croix de la Légion-d'Honneur.

— Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Considérant que, parmi les délits prévus par les lois en vigueur sur la presse, ceux qui sont commis au moyen de la parole, tels que les délits d'offenses verbales ou de cris séditieux, se sont considérablement multipliés;

Considérant que l'attribution à la cour d'assises de la connaissance de ces délits rend la répression moins rapide et moins efficace;

Considérant qu'il est de principe que les lois de procédure et de compétence sont immédiatement applicables aux affaires non encore jugées, décrète :

Art. 1er. La connaissance de tous les délits prévus par les lois sur la presse et commis au moyen de la parole est déférée aux tribunaux de police correctionnelle.

Art. 2. Ces tribunaux connaîtront de ceux de ces délits qui ont été commis antérieurement au présent décret et ne sont pas encore jugés contradictoirement.

Art. 3. Les poursuites seront dirigées selon les formes et règles prescrites par le Code d'instruction criminelle pour la juridiction correctionnelle.

il faut croire qu'il était ringard de lui demander de parler de résistance républicaine.

Les médias audio-visuels ont été tout autant silencieux, à l' exception notable de FR3, qui a joué le jeu, par ses informations régionales, et par la réalisation d'un film, diffusé sur la chaîne nationale[4].

De nombreuses municipalités de petites et moyennes communes se sont grandement impliquées dans la commémoration. Peu d'écho par contre du côté des municipalités des grandes villes, à l'exception notable de Paris dont la municipalité a publié en collaboration avec l'Association 1851 une brochure largement diffusée en milieu scolaire, et consacrée aux événements de décembre 1851 dans la capitale.

À l'exception de quelques rares conseils généraux, dont l'engagement a été parfois considérable (Var, Alpes-de-Haute-Provence), les collectivités départementales se sont peu impliquées.

Plus distants encore, les pouvoirs régionaux se sont désintéressés de l'affaire, en accordant parfois quelques subventions, mais sans prendre des initiatives citoyennes fédératrices.

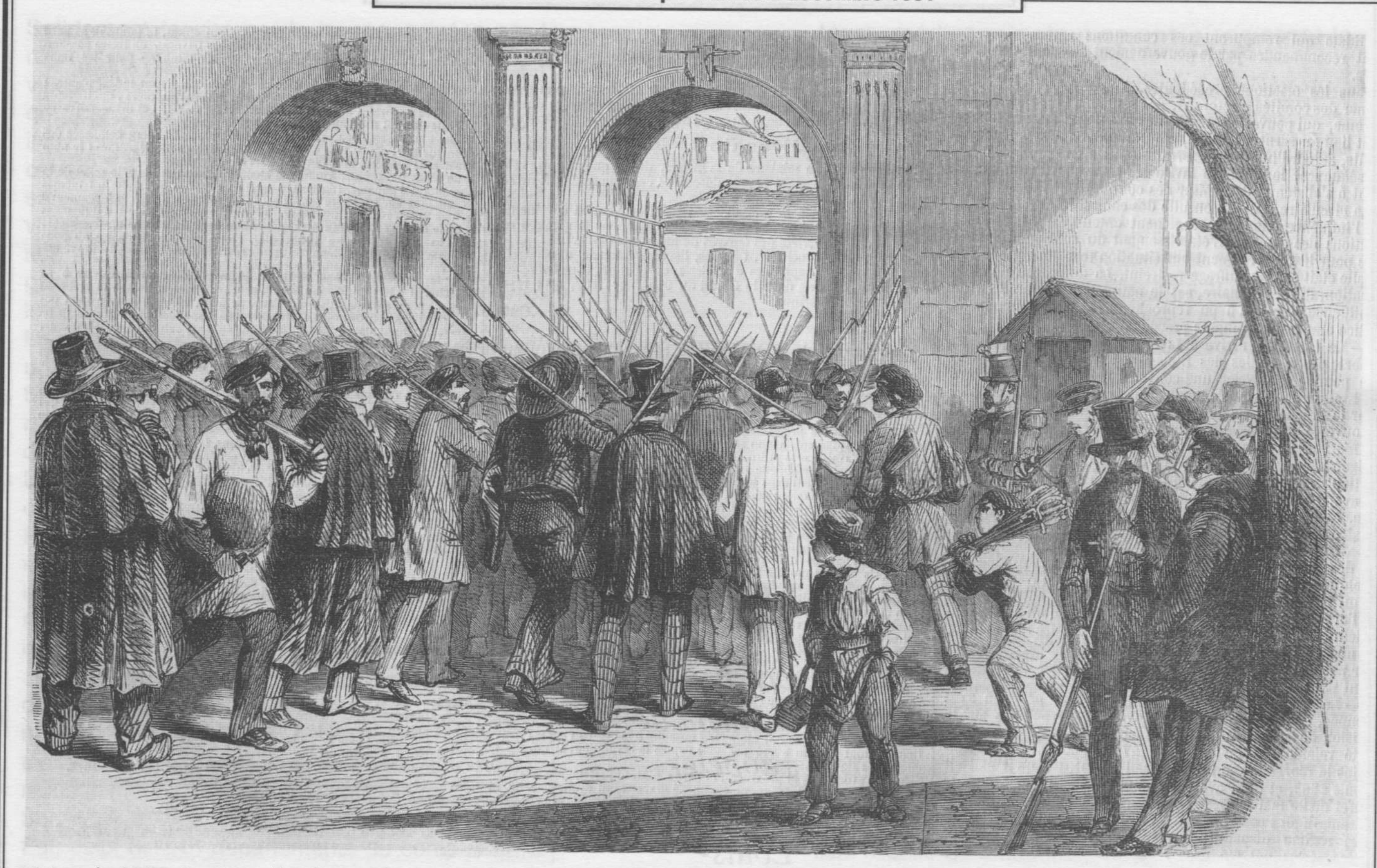
Au plan national, on aurait pu imaginer une reconnaissance officielle envers ces humbles, qui, en ce glacial décembre 1851, se levèrent pour défendre la Constitution violentée par son propre Président. Insurrection du Droit. L'indifférence des pouvoirs publics a été totale. N'aurait-il pas été pourtant de bonne « instruction civique » de rappeler que les Républiques sont mortelles, que la démocratie est un héritage précieux, mais fragile, qu'il convient de faire vivre et d'enrichir dans la responsabilité citoyenne ? On ne peut que s'étonner de cette indifférence.

Certes, la conjoncture politique de cette fin 2001 apporte des éléments d'explication. La Constitution de cette Seconde République qui instaurait un régime présidentiel, est une matrice de celle de la Cinquième République. Or, la commémoration tombait juste au moment où l'élection du président polarisait le monde politique, et où le gouvernement allait privilégier l'élection présidentielle en inversant le calendrier électoral (avec le succès que l'on sait)... Ce n'était sans doute pas le moment de rappeler comment Louis Napoléon avait poussé jusqu'à son extrême logique ce système présidentiel, véritable monarchie républicaine...

Mais en fait, plus profondément, les raisons de cette non-célébration étaient déjà contenues dans la non-célébration de 1848.

En 1998, le 150e anniversaire officiel de la Seconde République, limité à un événementiel sans profondeur, s'était défaussé sur un salut discret (et ambigu) à l'abolition de l'esclavage. On aurait pu attendre alors une réflexion sur l'immense bouleversement qu'avait été l'instauration du suffrage universel (hélas seulement masculin), et ses conséquences immédiates : l'apprentissage de la démocratie, l'accélération de la politisation, le nouveau rapport des militants républicains ou des notables conservateurs aux « masses », etc. Et encore une réflexion sur les grandes espérances de février-mars 1848, la confiance dans le politique pour mettre l'économie au service de la démocratie sociale, puis le retour au « réalisme », le rapport manqué dès 1848 entre démocratie politique et justice sociale, et ses conséquences : la désaffection du monde ouvrier après la répression de Juin, la désillusion du monde rural, qui, en décembre 1848, permirent l'élection à la présidence de la République d'un aventurier prétendument « au-dessus des partis ».

Ce n'était sans doute pas le moment de rappeler comment Louis-Napoléon avait poussé jusqu'à son extrême logique ce système présidentiel, véritable monarchie républicaine.



Décret du 11 janvier 1851 : Tous les citoyens qui faisaient partie de la garde nationale de Paris sont tenus de déposer sous quatre jours, à la mairie de leur arrondissement, les armes et les uniformes qui leur ont été confiées par la ville.

Il n'en a rien été. Et, sauf à imaginer une absolue carence d'intelligence politique et citoyenne à nos dirigeants, on ne peut que rattacher cette non-commémoration à la donne idéologique dominante.

Un consensus mou semble s'être en effet établi sur la fugitive Seconde République, sympathique mais inefficiente.

PROCLAMATION



Citoyens des Basses-Alpes,

Le Pacte fondamental vient d'être brutalement déchiré par celui qui avait juré de le respecter.

Napoléon Bonaparte, traître et parjure, voulait assouvir, à l'aide de la guerre civile, son ambition effrénée, mais le Peuple, partout debout, déjoue sa criminelle attente et répond majestueusement à son attentat. Il se rappelle que le vieil honneur français est sous sa sauve-garde, et que la République et la Constitution ont été confiées à leur patriotisme.

Citoyens, quand le Peuple se lève, ce n'est pas la jacquerie qui s'organise, c'est l'Ordre et la Liberté qui reparaissent. Quand le Peuple se lève, c'est le Juge qui appelle les traîtres à ses Assises souveraines : c'est le Maître qui reprend sa place. Rien n'est plus que lui.

Quant à vous, Citoyens des Basses-Alpes, qui tous avez abandonné vos foyers sans un regret, sans une hésitation, au seul nom de Devoir et de Liberté, vous avez bien mérité de la Patrie. Elle le proclame. Elle paiera sa dette, nous nous en portons forts au nom de la République et de la Constitution. Votre œuvre est trop admirablement comprise pour ne pas être admirablement achevée. La Justice et la Liberté doivent seules vous y aider par leur toute puissance accrue de toutes les forces que leur apporte et votre patriotisme et votre dévouement.

Le Comité de résistance,

AILLAUD de Volx, AILLAUD Pierre, BARNEAUD, Ch. COTTE et BUISSON.

DIGNE, IMPRIMERIE R. POS.

Corollaire logique, le coup d'Etat est quasi justifié. Récemment encore Gonzague Saint Bris titrait sur « le coup d'éclat » de Louis Napoléon.

De bons républicains ne voient dans le Second Empire qu'une parenthèse négligeable sur le glorieux chemin de la République. Alors qu'à l'évidence, son apologie contemporaine, discrète ou affichée (Alain Minc, Philippe Seguin), en témoigne, il est une étape fondatrice de la France moderne.

Au plan politique d'abord. Le « césarisme démocratique » pose Louis Napoléon en défenseur des droits du Peuple : n'a-t-il pas, le jour même de son coup d'État, rétabli un suffrage universel (masculin) dont la République de l'Ordre avait privé une partie des couches populaires ? Et ce faisant, le Prince-Président, dans un premier temps par la coercition, mais ensuite et surtout par la colonisation des consciences, mettait en place les moyens de maîtriser ce suffrage. Leçon qui n'a pas été perdue pour les régimes à venir.

Mais c'est essentiellement sur le terrain économique que se placent les défenseurs actuels du Second Empire. L'irruption inattendue de la République entre deux phases de développement effréné du capitalisme (Monarchie de Juillet, Second Empire) avait signé l'impossibilité de soumettre l'économique aux visées moralisantes de la démocratie. À l'inverse, par son réalisme brutal, le Second Empire, fera de pair avancer le « Progrès » avec le capitalisme.

Dans ces conditions, il est facile de ne voir dans nos insurgés de 1851, (présentés à l'époque comme des « Bédouins de l'intérieur »), que des Jacques archaïques, rejoignant dans l'imaginaire hexagonal les « corporatistes » plébéiens

d'aujourd'hui. L'insurrection n'aurait été que la révolte grégaire de paysans non éduqués, non politisés, suivant des chefs bourgeois : la dernière des « émotions » paysannes d'Ancien Régime, à contre-courant du sens de l'Histoire.
Et pourtant, à l'évidence, quelles que soient ses traces d'archaïsme, ce soulèvement populaire signait l'entrée dans la conscience citoyenne moderne.
Ainsi, en décembre 2001, les pouvoirs publics et les grands médias ont fait l'impasse de la commémoration de la résistance républicaine. Quitte, après le coup de tonnerre du 21 avril 2002, dans une avalanche de considérations citoyennes, à mobiliser sur le thème de la République en danger.
Mais le chœur des pleureuses a trop souvent fait l'impasse sur une évidence majeure dont la résistance de 1851 témoignait déjà. Le mouvement de 1851 résultait en effet de la rencontre de la conscience républicaine (propagée par des militants éduqués), avec les aspirations populaires à la démocratie et au mieux-être. La République dont rêvaient les paysans et artisans insurgés n'était pas la république en place, celle des conservateurs et de leurs intérêts égoïstes, mais bien la « République démocratique et sociale », celle qui assurerait à chacun le droit au travail, à la propriété, à la santé, à l'instruction, au mieux-être. Ils ne dissociaient pas la démocratie de la responsabilité citoyenne et de la justice sociale. Ces idéaux ne sont sans doute pas lettre morte aujourd'hui.

René Merle

[1] Cf. Jean-Marie Guillon, « Une histoire sans légende ? La résistance au coup d'État du 2 décembre 1851 », *Bulletin de l'Association 1851/2001*, 22, janvier 2003.

[2] Association 1851-2001, 7 bd des Tilleuls, 04190 Les Mées.

[3] Cf. les très nombreuses contributions proposées sur le site de l'Association 1851 pour la mémoire des résistances républicaines http://www.1851-2001.fr.st

[4] *1851. Ils se levèrent pour la République*, COPSI producteur, réalisation Christian Philibert, avec la collaboration de l'Association 1851-2001.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE :

Art. 1.
L'Assemblée nationale est dissoute.

Art. 2.
Le Suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.

Art. 3.
Le Peuple français est convoqué dans ses comices à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.

Art. 4.
L'état de siége est decrété dans l'étendue de la 1re division militaire.

Art. 5.
Le Conseil d'État est dissous.

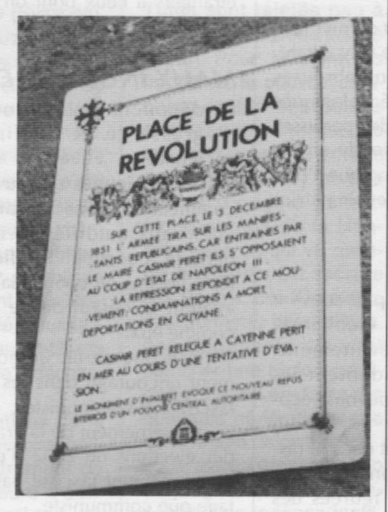
Art. 6.
Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de l'Elysée, le 2 décembre 1851.

LOUIS-NAPOLEON BONAPARTE.

Le Ministre de l'Intérieur,
DE MORNY







Rapport du colonel Trauers au général Levaillant, commandant l'état de siège dans le département du Var

Draguignan, 11 décembre 1851, 50e de ligne.

Mon général,
J'ai l'honneur de vous informer que, dans la journée d'hier, vers onze heures du matin, j'ai complètement écrasé les insurgés réunis à Aups. Parti de Draguignan de très grand matin, je rencontrai, vers neuf heures, le 5e bataillon révolutionnaire, occupant Tourtour. Ce bataillon ne tint pas et se dispersa dans les montagnes dès qu'il nous aperçut.
A une lieue de là, j'arrivai en vue d'Aups, où les insurgés étaient massés sur une grande place à l'ouest de la ville. Bon nombre d'entre eux occupaient la cité. Je les fis attaquer de front et les tournai par ma gauche. Au premier choc, ils furent renversés et se débandèrent dans toutes les directions.
Nous leur avons tué de quatre-vingt à quatre-vingt-dix hommes, et leur avons pris trois drapeaux, 15 quintaux de poudre de guerre, une grande quantité d'armes et des provisions de toute nature. Nous n'avons à regretter que la mort d'un fusilier. Deux officiers et cinq sous-officiers ou soldats ont été blessés.
Les quarante et quelques personnes qu'ils traînaient à leur suite sont rendues à leurs familles. Ce groupe se composait de gendarmes et de fonctionnaires. Les uns et les autres devaient être exécutés le jour même. Des poulies étaient attachées aux arbres de la place pour servir au supplice des gendarmes. Un seul de ces prisonniers a été frappé par nos balles ; on espère le sauver.
Dès aujourd'hui, on peut considérer le foyer insurrectionnel du Var comme complètement anéanti. Les insurgés ont presque tous repris le chemin du foyer paternel. Les routes sont couvertes d'armes et de munitions.
Comme on m'avait affirmé qu'une autre colonne d'insurgés était à Salernes, je m'y suis porté après avoir donné quelque repos à mes troupes ; je n'ai rien trouvé. Les insurgés réunis dans cette ville étaient partis la veille pour se joindre à ceux d'Aups, dont le nombre était, dit-on, de 3000 à 3500, commandés par l'ancien rédacteur du *Peuple* (de Marseille), qui a pris le titre de général. La plupart des insurgés étaient mal armés ou n'avaient point d'armes.
Je rentre ce soir avec un convoi de plus de cent prisonniers, et les blessés, que je n'ai pu laisser à Aups à cause de l'état des esprits. Je partirai demain matin avec un détachement de quatre compagnies pour opérer sur Lagarde-Freinet et les lieux environnants. J'espère également frapper un grand coup et compléter ainsi la pacification du département.
A mon retour, j'aurai l'honneur de vous adresser un rapport de toutes les opérations depuis le 5 de ce mois, et de vous faire connaître le nom des militaires qui ont des droits à la bienveillance du gouvernement.
Je suis avec le plus grand respect, mon général, votre très obéissant serviteur.

Le colonel, Trauers

Extrait du *Moniteur*. Journal officiel de la République française, 17 décembre 1851, reprenant *La Sentinelle de la Marine* (Toulon)



CHRONIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

VIDE GRENIER

Entre 1950 et 1970, la télévision se mettait en chantier dès le printemps pour préparer les émissions de fin d'année. On doit à cette période des adaptations originales comme *Les trois mousquetaires*, *Le Tour du monde en quatre-vingt jours*, *Cyrano de Bergerac* et autres *Parades de fin d'année*.
Depuis quelques années, il semble que la concurrence se soit établie sur la médiocrité. Les films, généralement anciens, constituent la programmation la plus acceptable. Il est vrai que les comédies musicales américaines, les "Charlot" et autres "de Funès", indéfiniment rediffusés, font oublier, un momen, la vulgarité habituelle.
Heureux actionnaires, pauvres téléspectateurs.

LIBRE EXPRESSION

Elle existe, surtout chez les bons serviteurs qui acceptent d'être la voix de leurs maîtres.
FR 3 a diffusé en décembre dernier une émission consacrée au quarantième anniversaire de la Maison de la Radio à Paris.
C'était, en fait, un trombinoscope assorti de quelques bonnes paroles à la gloire de l'institution. Au moment ou *Télérama* publiait un article sur les mouvements sociaux dans la Maison ronde, le décalage surprenait. Il est vrai que Radio France avait facilité le travail du réalisateur, Serge Moati.
On a ainsi entendu Stéphane Paoli, le rédacteur en chef, animateur sur France Inter, de la tranche matinale 7-9, très appréciée, repousser avec force tout soupçon d'influence extérieure sur le contenu des programmes d'information.
On a encore en tête la disparition de cette chaîne de Martin Winckler. Médecin, dans la vie quotidienne, il aurait tenu des propos désagréables envers l'industrie pharmaceutique. Le directeur de la chaîne dénonce, lui, l'indiscipline du chroniqueur.
Stéphane Paoli est donc sincère lorsqu'il affirme une déontologie justifiée qui cache toutefois l'obligation implicite d'autocensure qui permet d'éviter l'infamie de la véritable censure. Une bonne prévoyance tempère les audaces. On aurait mauvaise grâce de rappeler que les interventions d'auditeurs sont soigneusement filtrées.
L'important, dans un environnement libéral, est de conserver captive une audience soumise aux souhaits des maîtres du monde.

1984 et LA SUITE...

George Orwell décrivait il y a près d'une demi-siècle, un état totalitaire dans lequel l'individu était surveillé en permanence. C'était une œuvre d'imagination, c'est-à-dire d'extrapolation d'après quelques régimes contemporains.
On en mesure aujourd'hui les insuffisances. Si l'auteur décrivait une observation permanente par un système de télévision, il ignorait l'écoute universelle des communications, par fil ou sans fil, telles que les pratiquent de puissantes stations d'écoute. Il n'avait pas, non plus, prévu l'enregistrement des données recueillies, les modes d'identification comme l'iriscopie ou l'empreinte d'ADN, la connection des fichiers *, etc.
Les mesures de surveillance que nous imposent aujourd'hui les systèmes dits démocratiques, sont sans doute justifiées par l'urgence. On peut craindre qu'elles soient maintenues lorsque la paix civile aura été rétablie. Tant pis pour les libertés individuelles !

* L'Église des Saints du dernier jour (Mormons), à Salt Lake City (Utah), constitue depuis de nombreuses années des fichiers généalogiques à partir des archives des paroisses et de l'État-civil du monde entier. La discrétion déontologique l'emportera-t-elle sur le devoir patriotique?

MENSONGES

Désinformer, c'est, le plus souvent mentir par omission. Oublier de communiquer un événement. C'est l'attitude qu'adoptent les médias soumis aux pouvoirs, économique et politique.
Il en va tout autrement dans le discours politique si l'on croit certaines personnalités, retirées des affaires.
C'était le cas, récemment, dans un entretien entre Olivier Mazerolle et Jacques Delors,, sur France 2. A la question posée sur la fiabilité des paroles exprimées par le personnel politique, l'ancien Président de la Commission Européenne, a répondu par un sourire franc qui en disait plus long que bien des diatribes.
Deux jours plus tard, l'ancien ministre Claude Alègre rappelait la distorsion entre les promesses et les actes politiques.
Le mensonge comme art de gouverner : une mine inépuisable de sujets de mémoires et de thèses !

RÉCURRENCE

En 1969, "Le chagrin et la pitié" évoquait le comportement des Français sous l'occupation. Il ne fut pas, alors, diffusé par l'ORTF qui en avait encouragé la réalisation.
Les producteurs, André Harris, Alain de Sédouy et Max Ophuls avaient recueilli les souvenirs de divers Français et Allemands.
Le pouvoir, encore gaulliste, de l'époque ne souhaitait pas qu'on rappelle que peu de Français s'étaient engagés dans la résistance à l'occupant allemand dont certains officiers soutenaient que leurs armées, plus motivées et mieux équipées n'avaient eu aucune peine à envahir notre pays. Ils dénonçaient le terrorisme dont ils étaient les victimes et en condamnaient durement les responsables qu'ils capturaient.
Un petit nombre de Français, peu aguerris aux opérations militaires a décidé, au risque de leur vie de combattre les occupants. Ils ont ouvert la voie aux armées venues d'ailleurs pour libérer le pays.
Le gouvernement de M. Bush serait bien avisé de regarder ce film. Il y trouverait, certes, le spectacle des collaborations opportunistes mais aussi le goût amer des victoires à la Pyrrhus et l'éloge des irréductibles d'un patriotisme qu'on ne peut condamner, à moins de défendre des intérêts étrangers à ceux dont on viole le territoire.

MAUX INCURABLES

La dénonciation est une forme d'agressivité et d'affirmation ancienne.
Les moins jeunes se souviennent comment les "bons français" signalaient aux autorités, pendant la période d'occupation allemande, leurs voisins ou connaissances qui avaient le défaut de ne pas être comme eux.
On sait que ce fut un comportement encouragé dans les régimes fascistes et communistes.
Le gouvernement de la France issu des élections de 2002 n'est ni un gouvernement fasciste pas davantage que communiste.
Pourquoi, au nom d'une demande sécuritaire, sinon démagogique, retrouver de semblables démons ?
Parce que les lâches soutiennent les lâches ?

MALHEUR AUX BARBUS !

C'était, jadis, le titre d'une émission de la Radiodiffusion nationale.
Elle était animée par Pierre Dac et Francis Blanche, et quelques autres comédiens. Elle avait fidélisé, chaque jour, vers midi une audience qui se tordait de rire.
Lorsque qu'un ministre se risque aujourd'hui sur le même sujet, il désole ses amis et ses auditeurs.

L'HISTOIRE MANIPULÉE

Dans le dernier numéro de "Gavroche", Laurent Doussin a évoqué les modifications qu'un auteur de dictionnaire d'histoire et de géographie avait dû accepter sous la pression des autorités de l'Église, au XIX[e] siècle.
Cette manipulation était étendue aux ouvrages utilisés dans l'enseignement de l'histoire tel qu'on le pratiquait encore dans les écoles privées dites "libres" il y a seulement quelques décennies. On y dénonçait, par exemple, la barbarie des "révolutionnaires" entre 1789 et 1794 mais on passait rapidement sur des massacres, comme celui de la Saint-Barthélemy - 3 000 protestants tués en une nuit - ou, un siècle plus tard, en Poitou et en Languedoc les "Dragonnades" qui avaient pour mission d'extirper l'hérésie dont les fidèles avait le choix entre la mort ou la conversion. Ce fut souvent la mort, pour aller plus vite.
Un ouvrage a étudié cet enseignement orienté : "Les manuels d'histoire de l'école libre, 1882-1959" par Jacqueline Freyssinet-Dominjon (Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1969)

LA PAROLE AUX AUDITEURS ?

L'interactivité que vantent les radios est évidemment une illusion. Les intervenants extérieurs sont soigneusement filtrés mais il y a des trucs que, seuls, les professionnels connaissent.
Dans "Paroles d'auditeurs", Michel Meyer évoque : *«un dispositif américain qui aménage, au prix d'un effet retard techniquement maîtrisé, cinq secondes de délai avant la diffusion réelle d'un dialogue sur l'antenne. Largement le temps de couper la parole... »*

PLPL (Pour lire, pas lu)

Le bulletin s'impose de dénoncer la désinformation observée dans les médias français. Il peut être situé dans la mouvance du "Monde diplomatique", de l' "Observatoire des médias", dans la continuité de la démarche engagée par Pierre Bourdieu et, plus récemment, en connivence avec le site <www.acrimed.org>.
L'une des dernières livraisons a pour titre : "Informer sur l'information, petit manuel de l'observation critique des médias". Tout un programme pour ceux qui ne veulent pas croire bêtement.
PLPL : <www.plpl.org> ou PLPL, BP 70072,F-13 192, Marseille Cedex 20.





L'HÉRITAGE DE MENDES FRANCE

Par François Stasse

Ancien Président du conseil, ancien député de l'Eure et de l'Isère, ancien président du conseil général de l'Eure, Pierre Mendès France a laissé dans la mémoire politique contemporaine une trace exceptionnelle.

Il sert de référence car il a voulu incarner les vertus d'une République moderne. Il a défendu une morale oubliée depuis longtemps par ceux qui sont installés au palais de l'Elysée.

Le parralèle, souvent dressé, entre P.M.F. et François Mitterrand souligne deux conceptions de la morale et de la rigueur. P.M.F. ne fut jamais un collaborateur de Pétain-Vichy. Dès qu'il put s'évader des geôles des serviteurs des nazis il devint un résistant exemplaire.

François Stasse, conseiller d'Etat, dans une brève réflexion montre l'originalité de Mendès qui n'a cessé de rappeler, souligne l'auteur, que l'indifférence des citoyens est la plus grande menace pour la démocratie.

En ce début de XXIème siècle l'indifférence ronge notre pays. Les citoyens sont désintéressés devant les médiocres jeux d'une majorité qui multiplie les lois sécuritaires, devant un Alain Juppé qui n'admet pas les conséquences d'un jugement. Les pressions se développent sur les juges, Chirac (Président de la République) ne jure que par celui qui s'oppose à Nicolas Sarkozy au nom de ses intérêts bien compris.

L'austère Mendès n'a jamais été branché sur la classe ouvrière. Dommage. Pour le moment, sans cultiver une vaine nostalgie, prenons le meilleur d'un politique qui aimait les citoyens.

Pierre Ysmal

Seuil, 156 p. 16 €

René Mouriaux

Le syndicalisme en France depuis 1945

Nouvelle édition
« Clair et parfaitement accessible. »
Sciences Humaines

REPÈRES

LA DÉCOUVERTE

LE SYNDICALISME EN FRANCE DEPUIS 1945

Par René Mouriaux

Cette nouvelle édition (claire et parfaitement accessible) pour reprendre un jugement d'une revue est, naturellement, indispensable.

Docteur d'État en science politique, co-directeur de *l'Année sociale* (Syllepse), René Mouriaux, depuis 1966, travaille sur le syndicalisme, la sociologie du salariat, l'histoire des idées politiques.

Il propose une approche lucide et rigoureuse du syndicalisme depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il souligne comment les IVème et Vème république ont réagi devant un syndicalisme éparpillé, soumis – parfois – aux impératifs de la "guerre froide", déchiré, antagoniste.

Les transformations de la société, les tensions politiques, l'effondrement de plusieurs secteurs d'activité, les mutations, la récession internationale ne favorisent pas le syndicalisme.

A-t-il toujours compris l'urgence de se renouveler? mettre son imagination au service de la classe ouvrière ?

Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin apparaît soumis à la stratégie voulue par le baron Ernest-Antoine Seillère, chef d'un patronat réactionnaire.

Ce livre permet de faire le point. Il contribue, aussi, à imaginer un autre demain.

« Il faut donner aux hommes la conscience d'eux-mêmes, même s'ils ne le veulent pas » écrit Karl Marx.

René Mouriaux aide à une prise de conscience.

P.Y.

Éditions du Temps des Cerises, 12€.

L'ETONNANTE HISTOIRE DES BANATAIS

Par Pierre Gonzalvez

Le Banat est une région des Balkans, à la limite de la Serbie, de la Roumanie, et de la Hongrie. Au XVIème siècle, après la prise de Constantinople, les Turcs s'emparent des Balkans, prennent Budapest, et menacent Vienne, la capitale de l'Empire autrichien. En 1683, la ville est sauvée par une armée germano-polonaise. Les Turcs sont rejetés peu à peu vers leur base de départ. Pour défendre ses frontières, le pouvoir autrichien établit des colons serbes (dans la Krajina, ce qui provoquera les conflits du XXème siècle) et des colons d'origine germanique au sud de la Hongrie, dans ce qui va devenir le Banat. On recrute des Badois, des Alsaciens, des Lorrains, des Italiens, des Espagnols. Ils vont défricher une région marécageuse et en faire en quelques générations une riche région de cultures.

Mais avec l'émancipation du joug turc, et la formation d'états indépendants, le Banat devient une zone contestée, entre la Hongrie, la Roumanie, la Serbie.

De plus les habitants vont être considérés par les Nazis comme peuple d'origine germanique et donc après les victoires hitlériennes, astreints au service militaire dans l'armée allemande et dans le corps des SS. Avec la défaite devant l'armée rouge, les habitants s'enfuient vers l'ouest, et on les trouve dans les camps de réfugiés. Certains se souviennent alors que leurs ancêtres venaient de Lorraine. Quelques-uns viennent s'établir dans le petit village de La Roque-sur-Pernes à une cinquantaine de kilomètres d'Avignon. Ils y font souche et redonnent vie à un village qui se dépeuplait.

Pierre Gonzalvez nous retrace l'histoire de la région du Banat, les tribulations de ces populations pendant deux siècles. Un regard sur l'histoire de l'Europe et sur l'histoire de l'une des populations qui constituent aujourd'hui la France.

A. Simon

Autoédition, 19,80 €

TRANSMETTRE LA FOI AU DIOCESE D'AVIGNON XIXe-XXe SIÉCLE

Par Dominique Javel

La Foi ? La croyance en Dieu ? en la divinité du Christ ? ou le respect des enseignements de l'Église ?

Dans un récent numéro, peut-être pour faire le bilan du siécle passé, le journal *Le Point* consacrait une page au curé d'Uruffe, « queutant » ses paroissiennes, et à la fin assassinant sa jeune maîtresse, lui ouvrant le ventre pour défigurer l'enfant à naître.

Au Ruanda, un pays « voué au Christ », prêtres et religieuses ont participé aux massacres de l'ethnie adverse (un million de morts).

Retraçant la liste des archevêques d'Avignon, D. Javel oublie d'évoquer le pétainisme de Mgr de Llobet, et les discours antisémites de l'abbé Sorel, admirateur de la Milice, lors de sa venue en Vaucluse (il fut abattu par la Résistance à Toulouse).

Il faut rappeler aussi l'appui de l'Eglise au royalisme, puis la célébration du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, (devenu Napoléon III), la dénonciation de la République, de l'Ecole Laïque, du capitaine Dreyfus, la condamnation par l'archevêque du recueil de poésie de Théodore Aubanel, Les Filles d'Avignon, sans doute aussi la condamnation de Jean-Henri Fabre, pour avoir évoqué la sexualité des fleurs, j'en oublie...,

On dit aussi, mais je n'ai pas les preuves, que le monastère intégriste du Barroux aurait été financé par des dons du Président-dictateur du Zaïre, le criminel Mobutu...

Voilà des faits passés sous silence, mais qui méritent d'être évoqués...

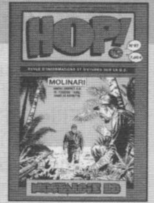
Le christianisme ne se résume pas à cela, mais au moins ne faut-il pas rester muet sur les crimes et les prises de position contre la démocratie. La vérité ne se confond pas avec les positions de l'Institution, et je tiens compte des hommes, des femmes, des luttes qu'ils mènent pour la Justice et un monde meilleur aux côtés des incroyants. Je peux citer d'innombrables cas. Je rendrai compte d'ici peu du livre sur Joseph Persat, créateur du Mas de Carles, au service des pauvres et des exclus. De même Sœur Emmanuelle, chiffonnière au Caire, mérite le respect (ne pas confondre avec Mère Thérésa, qui a fricoté avec les fascistes), et tant d'autres depuis le prêtre-guerillero Camillo Torres, jusqu'à Don Helder Camara, sans parler de Marcel Hugues, de Robert Chave, du député MRP Paul Couston, ou des militants de l'ACO.

Dominique Javel, agrégé d'Histoire, chargé de cours à l'Université d'Avignon, présente sa thèse de doctorat. Un livre de près de 430 pages, que je viens de lire. Il connaît beaucoup de choses, ayant dépouillé archives publiques et fonds privés, et le lecteur peut apprendre beaucoup. Mais est-ce le sujet, la rédaction pour la Faculté, l'ouvrage m'a semblé ennuyeux.

Parcourir près de deux siècles paraît un premier défi : si l'Eglise n'a guère changé, et encore faudrait-il en discuter, les conditions de vie autour d'elle se sont transformées, et les mœurs aussi.

Qui aujourd'hui dénoncerait sans faire rire la danse comme « l'œuvre du Diable » !

Histoire et histoires en BD



Hop ! et Le Collectionneur de Bandes Dessinées viennent de publier leur numéro 100. Un exploit car plusieurs revues se sont, autrefois, lancées mais succombèrent faute de lecteurs. Ces deux titres méritent un hommage.

Hop !

Louis Cance s'est installé à Aurillac (Cantal) au cœur de cette France profonde si utile quand il s'agit de l'opposer à la méchante capitale, source de tous les maux, irriguée par les modes, imposant son oppression aux modestes et aux bons...

Louis Cance, depuis des décennies, offre une revue d'informations et d'études sur la B.D. qui a l'immense mérite de bien balayer un monde qui ne se réduit pas au franco-belge mais connaît à travers la planète de vastes productions.

Ainsi dans la dernière période, les mangas "made in Japan" prolifèrent comme coquelicots dans un champ de blé.

Hop ! a-t-il la fâcheuse tendance de cultiver la nostalgie ? Il l'entretient sans trop d'excès. Il rappelle qu'avant Titeuf ou Sfar la B.B. compte des hommes qui, de case en case et de trait en trait, ont fait des œuvres. Parfois mémorables.

La collection de Hop ! est indispensable pour disposer d'une connaissance approfondie du 9ème art.

Parmi les plumes de Hop ! celle de Gilles Ratier se détache. Chroniqueur à L'Écho (Limoges), secrétaire général de l'exigeante Association des Journalistes et Critiques de Bande Dessinée, auteur de l'incontournable *Avant la case* (édition P.L.G.) Gilles Ratier montre une érudition éblouissante.



Le C.B.D.

Le collectionneur de Bandes Dessinées (Histoire et actualité du 9ème art) compte dans ses rangs Dominique Petitfaux et Patrick Gaumer. Deux éminents spécialistes qui ne sont pas grincheux, n'exhibent pas leurs savoirs dans un style où le jargon culbute et enfile les mots dans un sabir pour initiés.

Ils donnent l'impression de connaître chaque album, d'être familier des scénaristes, des dessinateurs, des coloristes. Un premier titre publié en Mongolie extérieure ou au Guatemala retient leur attention. En prime, ils sont adorables !

Le C.B.D. pour son N° 100 propose des articles allant de Christophe (l'immortel père de La famille Fenouillard) à Sfar qui accumule les productions. Une course contre la montre comme si la planète devait, demain, disparaître. Ce garçon sympathique et cultivé aurait-il un jour envie de musarder ?

Jean-Marc Vidal

Rédacteur-en-chef de BoDoï, plus de soixante-dix numéros parus, Jean-Marc Vidal propose, de mois en mois, sans putasserie ou scoops bidons, des dossiers explosifs et exigeants.





Il prend ses lecteurs pour des adultes. Pas de vilain racolage mais des faits, des constats, de vraies critiques pour ceux qui n'attendent pas le festival d'Angoulême pour s'intéresser à la B.D.

Ainsi dans le N° 71, le premier, BoDoï annonce le retour de Pif gadget.

Va-t-il se transformer en machine à sous ? Ses relanceurs l'espèrent. Pif Gadget dans les années 70/80 est lu par des centaines de milliers d'enfants (leurs parents se contentent de le dévorer en cachette) puis sombre. L'économie de la presse ne s'improvise pas...

Les patrons du festival d'Angoulême ont décidé que le prix de la critique ne serait plus annoncé dans la ville qui n'a pas hésité à donner le nom du sinistre Hergé (collabo) à une rue.

Ce prix, le meilleur du lot, a été attribué à La Grippe coloniale, publié en feuilleton l'été 2003, dans *L'Humanité*.

Avec ce tome 1 Huo-Chao-Si et Appollo donnent un bijou.

Pierre Ysmal

Hop! 56 boulevard Lintilhac, 15000 Aurillac. *Le Collectionneur de Bandes Dessinées,* 3 rue Castex, 75004 Paris. *BoDoï,* dans toutes les bonnes librairies. *La Grippe coloniale* est publiée par Vents d'Ouest.

D. Javel ne pense pas utile de considérer les remous dans la société et dans l'Eglise même. Il évoque le monastère des Oblats de Marie Immaculée, à Notre Dame de Lumières, entre Avignon et Apt, où ces derniers se sont installés en 1837. Et dont l'un des prédicateurs fut le Père Francon. N'aurait-il pas été utile de rappeler que Clovis Hugues fut élève dans ce couvent ainsi que Félix Gras. Sans doute à l'époque, pour les paroisses proches, façon de faire instruire ses enfants. Mais cela devrait entraîner une réflexion : ils vont se détacher de l'Eglise et de la Foi. Le père Françon citait comme exemple de la vérité les innombrables ex-voto (il y en avait 363 et je laisse de côté les béquilles) ornant les murs de ND de Lumières remerciant pour les miracles survenus. Cet argument a disparu : les miracles sont-ils remis en cause ? De même, je crois que c'est une note dans les « Annales de Notre Dame de Lumières » les membres de la famille du Père Francon vont devenir de « très mauvais chrétiens ». Le père de Félix Gras, donc une famille chrétienne, vers 1825, tire un coup de pistolet dans l'église de Velleron, lors de la messe de Noël...

Comment examiner la transmission de la Foi en oubliant la vie politique en Vaucluse. Lors du coup d'Etat de Napoléon III en décembre 1851, des actions de grâce de la part de l'Eglise, de la prise de position contre l'Unité italienne, de l'opposition à l'occupation de Rome par les patriotes italiens (un ex-voto à ND de Lumières remercie pour la bataille de Mentana, où les volontaires pontificaux s'opposèrent aux patriotes), les Oblats déplorent le passage de Garibaldiens en 1871 à Goult et Lumières...

Ne parlons pas de la politique française car les Oblats sont Légitimistes, partisans des Bourbons, et opposés à la République.

Rappelons aussi que catholiques et clergé sont opposés aux lois Jules Ferry sur l'enseignement et organisent des protestations.

Les positions de l'Eglise et du clergé vauclusien mériteraient d'être examinées en détail. Opposition longtemps au régime républicain, soutien des divers ennemis, royalistes, bonapartistes, boulangistes, conservateurs divers,... pétainistes. Parler de Mgr Llobet, sans rappeler ses prises de position pour Pétain, et son silence, à part quelques propos en termes sybillins, sur les persécutions raciales... Bien sûr, des prêtres, et des croyants sont intervenus dans la Résistance, et c'est de la cure de Caderousse qu'ont eu lieu les premières émissions de radio de Jean Moulin. Paul Couston, l'abbé Marcel Hugues, l'abbé Georges Durand, parmi d'autres, diffusent *Témoignage Chrétien*, et dénoncent nazisme et persécutions.

Autre question : la Science. Lisez les bulletins paroissiaux, et la revue *Quand-même*. On félicite un élève qui a lancé un encrier sur son instituteur enseignant que l'Homme descendait du singe. Or pour la Bible, il a été créé par Dieu. Cela en 1925 ! Comme on le voit l'Eglise est à l'avant-garde de la recherche!.

Il n'est pas question non plus du Syllabus, ce texte de Pie IX qui condamne la démocratie, le modernisme, la tolérance, etc. Je crois d'autant plus utile d'en parler que le pape actuel, que le Diable emporte bientôt en Enfer !, a canonisé ce pape réactionnaire, qui a converti de force des enfants juifs enlevés à leur famille. Pie XI, lui, réprouve la limitation des naissances. Quant à Pie XII, inutile de rappeler son silence face à l'extermination des Juifs et des Tziganes...

Silence aussi sur les prêtres-ouvriers. Michel Lemonon, l'un d'entre eux travaille durant deux ans comme tubiste sur le barrage de Donzére-Mondragon, entre vingt et 40 mètres sous terre. Ses souvenirs viennent d'être publiés (éditions Karthala). Mais il est très critique à l'égard de l'archevêque d'Avignon, resté muet lors de la longue grève (37 jours) des ouvriers du canal... Rien non plus sur l'ACO (Action Catholique Ouvrière) qui a cherché à réconcilier l'Eglise avec le monde ouvrier; il est vrai que plusieurs ont abandonné l'Eglise, et que certains ont rejoint la CGT, ou le Parti Communiste ! Rien me semble-t-il sur l'abbé Joseph Persat, fondateur du mas de Carles, à Villeneuve-les-Avignon, qui cherche à aider les plus pauvres (livre aux éditions la Cardère, Morières, septembre 2002 : Joseph Persat, au service des exclus par Olivier Pety). Il y avait donc une autre problématique, avec d'autres chrétiens exemplaires, mais cela demandait un effort de réflexion et surtout de rompre avec l'Eglise de la « bonne société ».

Éditions Barthélémy, Avignon, 2000, 30 €

L'OISEAU NEGRE
L'aventure des pintades dionysiaques

Par Jean-Marie Lamblard, préface d'Ernest Pignon-Ernest.

Jean-Marie Lamblard élevait des pintades dans le Gard à proximité d'Avignon. Puis il a participé au Théâtre des Carmes aux côtés d'André Benedetto, c'est là que je l'ai connu vers 1965. Ernest Pignon-

Il faudrait les lire simultanément...

Andreas LATZKO et Marcel MARTINET
Hommes en guerre et *Temps maudits*

Henry Poulaille les réunissait : « J'avais été marqué par la guerre et avais lu tous les livres parus sur elle [...]. Deux, surtout, m'avaient impressionné : *Les Hommes en guerre,* d'Andreas Latzko et *Les Temps maudits* de Marcel Martinet. »(1)

Ces deux ouvrages viennent d'être réédités par les éditions Agone. (2)

L'œuvre de Martinet est complétée par des extraits des *Carnets des années de guerre* tenus par l'auteur pendant la période d'écriture des *Temps maudits*, *Carnets* qui tiennent lieu de notes sur l'époque et l'activité de Martinet, avec une pertinente présentation de Charles Jacquier qui se termine par : *Ses carnets permettent de suivre les efforts et l'action à contre-courant de celui qui [...] se demandait avant de rejoindre le petit l'îlot internationaliste de* La Vie ouvrière : *« Est-ce moi qui suis fou ? ou les autres ? »*

L'ouvrage de Latzko (Autrichien,1876-1943) est lui augmenté de diverses contributions louangeuses de Henri Barbusse, Romain Rolland et Marcel Martinet, et d'une lettre de Latzko à Henry Poulaille.

Roland (en 1917, lors de la première édition qui circulait sous le manteau) : *« Latzko restera, dans l'avenir au premier rang des témoins, qui ont laissé le récit véridique de la Passion de l'Homme, en l'an de disgrâce 1914. »*

Barbusse (en 1929, lors de la réédition) : *« ...et je mettais au-dessus du mien [Le Feu] le livre de Latzko, dont le souvenir vous reste comme un blessure qu'on a eue. »*

En 1919, après avoir nommé quelques intellectuels courageux des nations ennemies, Martinet écrit : *« quand il n'y aurait eu que Andreas Latzko, nous serions justifiés d'avoir cru que, si l'imbécillité et le crime n'avaient pas de patrie, le courage moral et l'esprit n'en avaient pas non plus. »*

En 1914, Latzko est envoyé se battre sur le front italien, il raconte ce qu'il voit, ce qu'il vit. Martinet est exempté de service militaire, s'il ne souffre pas dans sa chair, il écrit ses tourments.

Six nouvelles – six épisodes de guerre, authentiques, – composent le livre de Latzko.

44 poèmes en prose – 44 plaies, *44 cris désespérés, 44 chants d'espoir quand même* – composent celui de Martinet. En les lisant on s'aperçoit vite que ces deux écrivains travaillent sur la même chair et la même conscience, avec la même lucidité et la même révolte. Il faudrait les lire simultanément, car on y trouve des équivalences : dans la première nouvelle de Latzko, *Le Départ*, un mutilé interpelle les mères et les épouses coupables d'avoir laissé partir les hommes sans protester ni s'opposer; dans le poème *Femmes*, Martinet (bien avant d'avoir eu connaissance du livre de Latzko) écrit en août 1915 :

Mais vous les mamans, vous les femmes,
Ces morts, vos pauvres morts bien-aimés,
Vous les avez laissé mourir,
Vous les avez laissé partir,
– Vous l'aimiez donc bien, la Patrie !

Songeant aux premiers jours de la tuerie, à la résistance pacifiste qu'il aurait fallu opposer au bellicisme, pensant aux nombreux amis qui se sont ralliés à l'*Union sacrée*, à lui-même et aux rares opposants, Martinet, dans le poème *Ce soir*, s'interroge :

Avons-nous tout fait ?
– Je revis ces atroces journées d'août et de septembre,
Nous étions une poignée.
Une poignée ? Isolés, séparés les uns des autres,
Chacun de nous se croyant seul
Et contemplant avec stupeur le cauchemar
Du monde en feu, n'acceptant pas,
Se demandant, dans une angoisse affreuse :
Est-ce bien vrai ? Est-ce bien moi le dément ?

Dans le même temps, Latzko écrit dans *Le camarade* :

Est-ce moi le malade [...] Ne sont-ils pas malades, les autres, ceux qui [...] prêtent l'oreille à tous ces gratte-papier qui littératurent sur le sacrifice des autres... [...] Il paraît qu'il existe encore des hommes faits de chair et de sang qui peuvent lire un journal sans vomir. [...] Et si j'ouvre ma fenêtre pour hurler au massacre, le massacre planifié de leurs propres enfants, c'est moi le fou !

Martinet écrit ce qu'il sait de la guerre :

Leurs corps crucifiés et mêlés aux cadavres,
Les infirmes traînant leur vie désespérée,
Et tous ces hommes frères, et tués par des mensonges.

Latzko est confronté à l'horreur :

Nulle imagination ne pouvait concevoir ce qu'avait été ce champ de mort avant que la folie ne s'y jetât, ne l'eût gavé de décombres pour en faire un souverain chaos, un bordel cosmique où deux mondes se seraient écrasés l'un sur l'autre pour les beaux yeux d'une garce.

Martinet lorsqu'il put lire – en 1917 – l'ouvrage de Latzko, le cita dans *Elles disent...*, un poème sarcastique sur les dames patronnesses devenues infirmières, dont également Latzko avait fait le portrait sans concession : *elle avait fui l'ennui d'un foyer sans enfants pour partager la vie excitante de l'hôpital....*

Tout est à lire ainsi en parallèle. C'est émouvant, éprouvant et épouvantable (au sens strict du mot). On en sort brisé et révolté.

Martinet entre dans son rôle d'éclaireur, il désigne et condamne les responsables :

Les réalistes de fondation, de profession, / Banquiers, diplomates, hommes d'État, / Gens de gouvernement, soutiens de l'ordre,... et leurs complices : ... *idéalistes de carrière, / Ceux des journaux, ceux des tréteaux, / Les professeurs, les philosophes, les vaudevillistes, les apôtres, / Les amis du peuple, les belles âmes, / (L'humanité, mossieu, ne vit pas que de pain) / Quand cette autre bande de menteurs / Ne songeait qu'à faire sonner / Les grelots de leurs phrases creuses / Pour que personne et pas même eux / N'entendît la vérité.*

L'écrivain autrichien n'est pas non plus indifférent à la responsabilité des intellectuels :

« Quelle honte, quel rôle dégoûtant il avait joué ! Tous ces maçons, mécaniciens, paysans, penchés depuis toujours sur la besogne quotidienne, que pouvaient-ils dire quand des intellectuels, de grands messieurs au-dessus d'eux, leur capitaine, avec son col étoilé d'or, leur assuraient que le devoir, la gloire, c'était de tirer sur des maçons, des mécaniciens, des paysans italiens... Ils le suivaient en haletant, et lui... [...] il les emmenait contre sa propre conviction, par pure lâcheté. »

Héléna Autexier, en introduction au livre de Latzko déplore l'oubli dans lequel sont tombés l'œuvre et l'auteur. (3)

Après la censure officielle qui s'exerça pendant la guerre à l'encontre des deux ouvrages, on ne doit pas s'étonner du silence fait longtemps sur ces œuvres.

Poulaille dans *Nouvel âge littéraire* (4) précise à propos de Martinet : *« Et ce sont les militants qu'il interpelle. [...] Des militants s'y reconnurent. [...] Ils ne vous pardonnèrent pas, Martinet... »*

De même les travailleurs et les intellectuels, hommes en guerre, capables et coupables du pire, se reconnurent dans les actes du combat décrits sans concession par Latzko.

Latzko nous a amenés en plein dans le charnier monstrueux, en plein dans la tempête de massacre et de barbarie, dans le sang, la pourriture, qui sont la réalité palpable des champs de bataille, dans l'assassinat enivré des hommes par les hommes, et aussi au cœur de la douce et magnifique pitié, écrit Barbusse en 1929 (5).

Lucien SEROUX

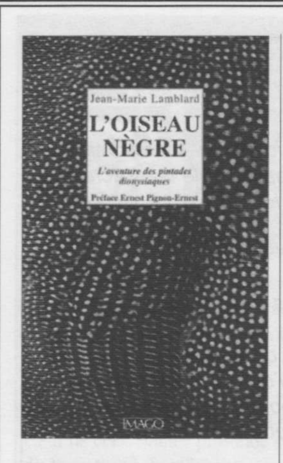
(1) Préface à *Ashasvérus dans l'anonymat glorieux*, Éditions du Midi/L'Amitié par le Livre, 1974.

(2) Éditions Agone, BP 70072 F-13192 Marseille cedex 20. Les Temps maudits : 16 €, Hommes en guerre : 13 €.

(3) Un exemple récent : Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker dans leur *14-18, retrouver la Guerre* pourtant consacré en grande partie à la violence pendant la Grande Guerre ne citent pas *Hommes en guerre.* Malgré cette réserve, c'est l'occasion de signaler l'excellent travail des deux historiens, récemment paru en poche après mise à jour. Folio histoire, 2003.

(4) Nouvel âge littéraire (justement dédié à Martinet et Descaves), éd. Plein Chant, 1986. p.414.

(5) Henri Barbusse : Les aléas de la littérature pacifiste, *Monde* (hebdomadaire), 1929.



Ernest a lui aussi fait partie à la même époque de la même compagnie. Ils viennent de publier un ouvrage sur les pintades (Ernest Pignon-Ernest écrivant la préface).
Derrière la simple pintade de nos campagnes se cache un oiseau mythique. En infatigable voyageur épris de l'oiseau de paradis, l'auteur en retrouve la trace dans l'écriture sacrée des tombes égyptiennes, dans la légende grecque de Méléagre, dans les mosaïques byzantines – en Syrie, en Turquie, en Jordanie, au Maghreb – ou chez les peintres du Quattrocento italien.... Et de la terre africaine aux mystères vaudou, des Métamorphoses d'Ovide à la Légende dorée, de Shakespeare à Gide, le banal sujet de nos basses-cours, et le plat de nos gourmets se charge de mystère. Il redevient l'oiseau nègre, jadis venu d'Afrique et souvent associé à la lutte contre l'esclavage, le messager d'une autre rive, un authentique symbole de l'éternité et de l'invisible.

A.S

184 pages, 18/23 cm, broché, illustré en noir, éditions Imago, 2003, 21 €.

PERTUIS
MIETTES D'HISTOIRE LOCALE
par le chanoine H. Trouillet

C'est là un fac-simile d'un ouvrage paru en 1952. On peut se féliciter qu'un curé érudit, curé à Pertuis de 1907 à 1922, ait cherché dans les archives communales et notariales, pour retrouver des miettes d'histoire locale. On regrette que l'ouvrage s'arrête au milieu du XIXème siécle. Ce qui est retracé est donc essentiellement l'histoire de Pertuis sous l'Ancien Régime, c'est déja beaucoup : usages, chansons, cantiques, édifices qui la plupart ont disparu. Evidemment, le curé s'intéresse surtout aux aspects religieux, et aux monuments, des églises et chapelles, rapporte les participants, aux cérémonies, et rend compte des processions dans la petite ville et ses environs. Mais il s'agit d'histoire et non pas d'histoire sainte (les évènements ne procèdent pas de Dieu ou des saints). Une histoire événementielle donc, mais cela est bien écrit, et l'on apprend à mieux connaître la ville. En deux ou trois passages, le lecteur rencontre la grande histoire. D'abord dans l'Antiquité, où il évoque la célèbre bataille où le consul Marius écrasa les envahisseurs Cimbres et Teutons autour de la Sainte Victoire, victoire célèbrée dans le pays et ses environs pendant des siècles.
Autre fait notable, une inscription du père de Mirabeau, non pas le député des Etats Généraux, mais son père, né à Pertuis le 21 octobre 1715, et surnommé *L'ami des Hommes.*
Les guerres ne manquent pas, entre catholiques et protestants, la peste à pluieurs reprises. Et le bon chanoine relève les coutumes, les usages, les cultures, etc. La ville n'était pas très propre et les bêtes se servaient des rues pour faire leurs déjections. Etc.
Un regret : l'histoire ne s'est pas arrêtée, la guerre de 1914 a laissé des traces, le Front Populaire aussi, ainsi que la Résistance. Toute cette région a été dominée par les partis de gauche, socialistes et communistes, ce qui permettrait de comprendre l'évolution actuelle.
Il faut donc compléter le livre par les articles de Claude Mesliand sur l'anticléricalisme dans la région, et peut-être sur les Protestants et les Vaudois.
Sortir donc du Moyen Age pour se rapprocher de notre époque... Mais ne critiquons pas le travail du chanoine Trouillet, qui donne la vision de Pertuis à l'époque passée : un travail honnête, à continuer.

A. S

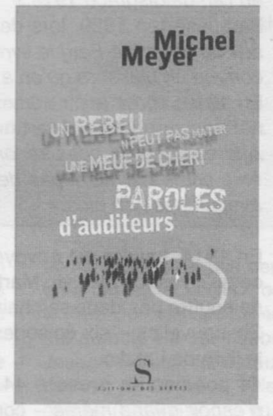
Pertuis, miettes d'histoire locale, 40 €



COLONISATION : DROIT D'INVENTAIRE

Voici, tout juste sorti en librairie depuis quelques jours, ce premier ouvrage qui inaugure la collection « Les enjeux de l'histoire ». Il s'agit pour l'éditeur Armand Colin de présenter sous une forme claire des dossiers qui font l'objet de débats parmi les historiens.
Cet ouvrage collectif sous la direction de Claude Liauzu (*Quand on chantait les colonies*, Syllepse 2002)) dresse donc, comme son titre l'indique, un bilan des actifs et des passifs après un travail de recherche qui se veut sans concession ni parti pris par sept historiens spécialistes des zones concernées.
La première partie du livre rappelle les faits et les analyse : « parce que l'histoire a pour vocation d'établir les faits, parce que, s'agissant de l'outremer, ceux-ci sont mal connus du public, ou déformés par les passions, parce que les importants progrès récents des recherches sur tel moment, sur tel événement méritent d'être intégrés dans des études synthétiques ».
La deuxième partie, la plus importante, porte sur « des questions d'histoire sur lesquelles il y a débat, ce qui justifie un état des connaissances et la présentation des chantiers de recherches actuels. La conscience que l'histoire – et particulièrement celle des rapports coloniaux – n'est pas une science tout à fait exacte et l'impossibilité d'une objectivité au sens positiviste ont incité à un effort de rigueur dans la présentation des controverses ».
Dans son introduction Claude Liauzu souligne qu'il ne s'agit pas ici d'un ouvrage fait d'une juxtaposition de points de vue sans unité. Pour autant, pas de pensée unique mais plutôt un croisement de points de vue pluriels.
Armand Colin - 352 p. - 24 €

PAROLES D'AUDITEURS
UN REBEU NE PEUT PAS MATER UNE MEUF DE CHERI *
par Michel Meyer



Michel Meyer, journaliste, dirige actuellement le réseau régional de Radio France, France Bleu.
Après avoir recueilli les propos entendus sur diverses stations des radios dites "libres", il en dénonce – citations à l'appui – les dérives langagières encouragées par les animateurs de ces programmes. La lecture n'est pas de tout repos au regard de ce qu'il est convenu d'appeler la bienséance.
Michel Meyer dénonce vigoureusement cette pratique dite interactive au titre de la libre expression. Il tente aussi d'en trouver les raisons et la justification.
La première, c'est, pour les exploitants, le souci de réaliser des profits qui constitue la finalité d'une entreprise commerciale. L'auteur décrit ce type d'activité comme un « commerce de la provocation et [une] démocratie d'émotion. » C'est ainsi que « de puissants lobbies de prétendus "créateurs" tablent sur la veulerie et les bas instincts pour faire exploser le chiffre d'affaires [...] C'est aux pires requins du marketing que l'on doit la cristallisation de ce nouveau miroir de la société qu'est la radio, abusivement qualifiée de "libre antenne".
Selon le point de vue cynique des diffuseurs de ces programmes : Le scandale aide à vendre, l'outrance consolide une audience [...] Cette méchante manière est directement branchée sur le tiroir-caisse publicitaire »
Une autre raison pourrait être le défoulement d'une double frustration : celle des animateurs qui trouvent dans ce vedettariat radiophonique une compensation à la médiocrité de leur image personnelle et celle des jeunes maintenus dans une exclusion sociale qui espèrent trouver dans l'exhibition de leurs exploits sexuels l'accomplissement dont les prive une activité professionnelle régulière ou une vie familiale. On devine ici l'accusation retournée à l'auteur : vieux ...
Au-delà de l'analyse de l'objet, Michel Meyer pose le problème de la liberté d'expression, sinon celui de la liberté tout court. Les contraintes que pose l'environnement réglementé et prétendûment sécuritaire de notre société laisse peu d'espaces de liberté. Ce type de radio en offre certains qui répondent à une attente. Parler à la radio, c'est s'exprimer et donc exister.
Réglementer, c'est encourir le reproche de restauration de l'ordre moral. Laisser faire, c'est favoriser l'installation d'un nouveau code de relations sociales selon lequel l'invective, voire l'insulte, deviennent un lien possible au mépris de la dignité.
On pense à la formule énoncée jadis par Lacordaire : « la liberté opprime, la loi libère. »
Le panurgisme, grâce auquel un auditoire suit les recommandations marchandes des médias, annihile irrémédiablement tout esprit critique.

J.-J. L.

* *Éditions des Syrtes, 20 €*

Ce livre appelle à une relecture des Croix de bois

Roland Dorgelès
Je t'écris de la tranchée
Préface de Micheline Dupray
Introduction par Frédéric Rousseau
Une bouleversante correspondance inédite
de l'auteur des «Croix de bois»
Albin Michel

La préface de Micheline Dupray, spécialiste de Dorgelès nous éclaire sur les circonstances quasi miraculeuses de la découverte des correspondances avec sa famille, et sa compagne, en fait, une bouleversante histoire d'amour. La présentation de Frédéric Rousseau, historien de la Grande Guerre, fait une analyse rigoureuse des correspondances qui constituent ce livre. Elle situe Dorgelès dans cette guerre, comme soldat, et aussi comme fils regretté, comme amant perdu. Les lettres à Mado sa maîtresse, rétablissent une certaine vérité en ce sens qu'à cette femme devant laquelle il a besoin de se mettre en valeur, il raconte ce qu'il vit réellement. Alors qu'avec sa mère, il a besoin au contraire de minimiser les risques qu'il prend, de lui cacher la terrible vérité. Succession de non-dits, voire de mensonges, ces lettres révèlent l'amour immense de ce fils pour sa mère et vice versa bien entendu.

Elles répondent aussi à une question que se posait Jean-Norton Cru dans son incontournable : « Témoins » (Presses Universitaires de Nancy. 1993) à propos de Barbusse (Le Feu) et Dorgelès (Les Croix de bois) s'ils avaient réellement connu le feu.

Eh bien oui, Dorgelès a connu le feu, parfois dans des conditions extrêmes. Certes, il n'a pas fait toute la guerre dans les tranchées. Certes il a obtenu une « planque » dans l'aviation où d'ailleurs il a bien failli laisser sa peau dans un accident car il ne semblait pas très doué pour le pilotage. Certes il bénéficiait de sa célébrité, déjà, dans le milieu artistico-littéraire parisien. Certes il recevait quotidiennement des lettres et presque autant de colis. Sans parler de l'argent de poche. On ne peut pas dire qu'il était un piou-piou ordinaire. Mais les éclats d'obus ne s'occupent pas du curriculum-vitae de leurs victimes, et il y fut exposé.

Ce livre appelle à une relecture des Croix de bois. Il en porte les germes.

Jean-Norton Cru posait en 1929, une autre question : *« Qui se chargera de rechercher les sources des Croix de bois ? »*

Frédéric Rousseau s'y amuse en nous concoctant un petit florilège des idées et images puisées par l'auteur des *Croix de bois* dans ses lettres à la famille. Dommage que Cru n'ait pas eu accès à ces correspondances.

En résumé, Dorgelès exempté pour raisons médicales de service militaire s'engage dès août 14 à force de harcèlement des autorités. Patriote, il veut contribuer à libérer son pays de l'envahisseur teuton. Très vite, il est déçu de ce que les combats ne ressemblent en rien à ceux chevaleresques des lectures de sa jeunesse. Rapidement, il voit dans ce qu'il vit, le terreau d'un grand livre, d'un ouvrage à succès, d'un témoignage inhabituel et anticonformiste qui devrait obtenir l'adhésion des futurs anciens combattants. Enfin une plume aiguisée mise au service de ceux qui mêlent malgré eux leur sang à la boue du sol natal. A partir de ce moment là, il n'aspire plus qu'à se mettre au travail, ce qu'il fait plus aisément une fois sorti de l'enfer des tranchées. Il ne faut pas oublier non plus qu'en même temps, il vit malgré lui là aussi, un drame amoureux qui le marquera à vie.

Au cours de ce livre, Dorgelès nous fait rencontrer des noms célèbres comme Gus Bofa, Léon Bonneff, Rip, Carco, Henri Desgranges, ce qui montre un aspect de ses relations.

Il a eu l'occasion d'assister, révolté sur le moment, à des scènes de quasi-fraternisation entre soldats allemands et français. Très vite, la révolte a fait place à la compréhension sinon à l'admiration. Loin d'être idiot, Dorgelès a rapidement compris le jeu de l'Etat-Major dont l'intérêt était d'entretenir, voire de créer une haine à l'égard des « boches ».

Une citation pour conclure, extraite du texte de Rousseau. Il s'agit d'un passage d'un autre livre de Roland Dorgelès, autobiographique lui aussi : *« Bleu horizon, pages de la Grande Guerre »* 1949. Albin Michel. *« Si j'arborais ce sourire satisfait, au milieu de la détresse universelle, c'était au contraire à la pensée de m'évader d'une vie toute tracée. Plus rien ne me retenait de mesquineries quotidiennes. J'allais littéralement changer de peau... »*

N'est-ce pas une des raisons qui dans chaque conflit, pousse les hommes à abandonner leur médiocre vie civile dans l'espoir d'une héroïque vie militaire ?

J.F. Amary

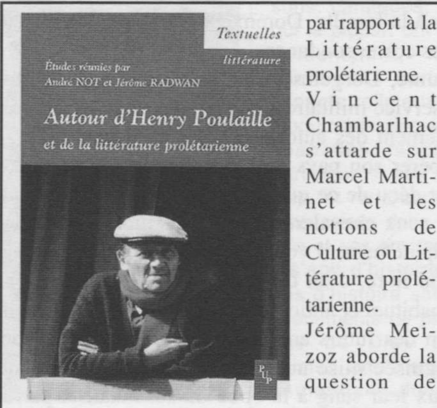
Roland DORGELES. « Je t'écris de la tranchée ». Albin Michel. Paris. 2003. 345 pages. 20 €

COLLOQUES ET ACTES

Nous avons eu le plaisir en 2003, de lire les résultats de plusieurs colloques. Revenons sur deux d'entre eux qui présentent quelques points communs : *« Autour d'Henry Poulaille et de la littérature prolétarienne. Etudes réunies par André Not et Jérôme Radwan. »* Publication de l'Université de Provence. 2003. 23€, et *« Actes du colloque Han Ryner. Marseille 28 et 29 septembre 2002, suivi de l'Individualisme dans l'Antiquité de Han Ryner »*, édité en 2003 par le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme de Marseille et Les Amis de Han Ryner. 12€.

Poulaille : Les contributions sont nombreuses et de qualité. Après un avant-propos d'André Not (Maître de conférences à l'Université de Provence) et une introduction de Jérôme Radwan (cheville ouvrière du Centre Poulaille de Cachan), Denise Reyre ouvre le feu avec « *Pan la panique ou Giono pseudo-pacifiste* » d'Henry Poulaille. Michel Gramain complète cet exposé avec sa lecture critique de *Pan la panique*.

Puis Daniel Lérault « compare » Poulaille et Istrati



par rapport à la Littérature prolétarienne.
Vincent Chambarlhac s'attarde sur Marcel Martinet et les notions de Culture ou Littérature prolétarienne.
Jérôme Meizoz aborde la question de « l'authenticité » avec Poulaille et Ramuz.
Jérôme Radwan traite des relations entre Poulaille et le père Feller.
Jacques Cordien nous parle de Constan Malva.
Paul Aron de Augustin Habaru et du reportage social.
Anne Roche essaie de situer Louis Guilloux entre roman populiste et prolétarien.
Philippe Geneste revient sur « l'authenticité », et Jean-Michel Péru sur une relation d'équivalence entre Poulaille et la Littérature Prolétarienne.
Spécialiste de Couté, Elisabeth Pillet analyse la réception de son œuvre : « *les lectures prolétariennes… et les autres* ».
Céline Pobel étudie la littérature prolétarienne actuelle, particulièrement quand elle signe « Beur ».
Enfin, Jean Sévry tente de clarifier le statut et le devenir des littératures prolétariennes.
Voilà pour la table des matières. Il y aurait de quoi s'attarder sur ce livre, mais la multiplicité des aspects nous emmènerait trop loin et nous ne voudrions pas abuser de la place qui nous est ici accordée.
Avouons avoir eu peur à la réception du livre, peur qu'il soit « imbuvable » ou au moins difficile à décrypter. Pas du tout et malgré la spécialisation des auteurs, tout semble assimilable pour le lecteur lambda. C'est heureux, et il est hors de question de reprendre à notre compte ici le néologisme de Poulaille : « *les nulliversitaires* ». On sait qu'il ne mâchait pas ses mots, rigoureux et authentique qu'il était, et il conviendrait de savoir en quelle occasion et à propos de qui il l'a créé.
Pour notre part, nous souhaitons que tous ces gens avec leurs études et analyses, donnent envie à leurs lecteurs, de se plonger dans l'œuvre de Poulaille et de ses amis, y compris Giono.

Han Ryner : Là aussi, nous allons nous limiter à la Table des matières très suggestive.
C'est Suzane Weigert qui commence avec quelques repères biographiques et généalogiques. Epouse d'un petit-fils de Ryner, elle ressent une sorte de fierté de ce que ses propres petits fils aient du sang Rynérien dans les veines, ceci dans un pays encore plus au nord que la Norvège d'où était originaire le père Ner, eh oui l'Islande. Ironie de la vie, la fille de Suzanne est factrice comme l'était Jacques Ner. Ceci pour nous mettre agréablement dans l'ambiance. Notons que Suzanne est de son côté la nièce d'Adrien Bertrand, lauréat du Prix Goncourt 1914 mais décerné en 1916, pour son livre : « *L'Appel du sol* ». Si les petits fils de Suzanne montrent un jour quelque talent littéraire, il ne faudra pas chercher bien loin la raison.
Jean-Paul Simon, fils du pacifiste Louis Simon et pacifiste lui-même, prend ensuite la plume pour évoquer des souvenirs de famille. Il a très peu connu son grand-père mais a hérité de son pacifisme viscéral. N'est-ce pas le plus important ?
Philippe Equy, du CIRA de Marseille, dresse un aperçu bibliographique de l'œuvre de Han Ryner, qui met l'eau à la bouche.
Egalement militant et fondateur du CIRA, René Bianco nous présente Marcel Bonnet qui dresse ensuite un portrait félibréen de Han Ryner.
René revient nous parler de Ryner et de la Provence, puis de Jean Deyris, Louis Gros de son vrai nom, auteur entre autres d'un essai sur les poésies provençales de Han Ryner.
Claude Barsotti évoque ensuite *Jorgi Reboul, poète et homme d'action*. Un personnage très intéressant ! Poète, félibre, ami de Han Ryner, il montre une indépendance d'esprit exceptionnelle. La lecture de son action pendant la deuxième guerre mondiale, puis de son refus obstiné de toute décoration, de la Légion d'Honneur aux prix littéraires montre à quel point il a pu rester fier de sa totale indépendance.
Dolors Marin parle de l'influence de Han Ryner chez les anars espagnols, et l'on découvre qu'elle n'est pas un vain mot. D'ailleurs, la bibliographie des œuvres traduites en espagnol le confirme.
Brièvement, Gilbert Evenas fait apparaître le pacifisme de Ryner dans son œuvre.
Daniel Lérault lui, « épluche » les petites revues pacifistes politico-littéraires publiées pendant la Grande Guerre, et dans lesquelles Han Ryner a pu alimenter son propre pacifisme, et l'exprimer, malgré la censure omniprésente. Voilà un travail très précieux pour les Ryné-riens, pacifistes, anarchistes.
André Panchaud traite de Han Ryner et la religion. Les sous-titres de cette intervention suffisent à nous allécher. « *Un mystique laïc* », « *Seconde naissance* » (Han Ryner se destinait à la prêtrise lorsque, il avait alors dix sept ans, sa mère fut tuée par un train en se rendant à l'église quelques jours avant Noël.), « *Ni dieu ni maître à penser* », « *Jésus, personnage idéalisé* », et « *L'homme réalisé* ». On regrette seulement que personne dans ce colloque, n'ait abordé les conférences contradictoires auxquelles a participé Han Ryner, avec l'abbé Viollet particulièrement.
Armand Vulliet enfonce le clou en s'attardant sur l'historicité de Jésus, la position de Han Ryner et les découvertes plus récentes.
Gérard Lecha fait lui l' « *Apologie d'un bon sens pour le XXIème siècle* ». Nous n'en tirerons (manque de place) qu'une citation de Han Ryner sur la volonté de puissance : « *Le maître dépend de l'image que l'esclave se fait de lui ; il ne reste le maître qu'à condition de frapper l'esprit de l'esclave soit de terreur, soit d'amour et de le tromper. Cette nécessité ne le fait-elle pas dépendant et esclave de tous les esclaves ?* »
Gilbert Roth clôt le colloque, mais en appendice, René Bianco présente la petite histoire des Amis de Han Ryner. Et après l'index des personnes et celui des périodiques, nous avons droit en prime au texte intégral de : « L'individualisme dans l'Antiquité » de Han Ryner.
Les points communs de ces deux colloques et de ces deux personnages ? Oh ils sont nombreux. L'anarchisme et le pacifisme déterminés autant chez Poulaille que chez Ryner. Leur droiture, leur militantisme sans concession, leur amour du beau et du vrai, leur « authenticité » ne craignons pas d'y revenir.
Si un seul titre de Han Ryner est aujourd'hui disponible en librairies d'après Electre, on trouve relativement facilement de ses livres chez les bouquinistes. Et puis il y a les bibliothèques.

J.F. Amary

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Armand (E.), Editions de *L'en dehors* :

Les Loups dans la ville. *Piece anarchiste en 4 actes, écrite en prison en 1907 et publiée en 1928* .... *20 €*

En marge du vice et de la vertu. 1937 182 p .... 15 €

Ensemble de 8 plaquettes. *Supplément à l'en dehors 1930-1936 (ce qu'est la Patrie, ce que veulent les individualistes...)* .... 20 €

Pierre Chardon, sa vie, son action, sa pensée. 1928, *Plaquette de 32 p. imprimée sur 2 colonnes avec un bois gravé de Chardon par L. Moreau.* .... 15 €

Barbusse (Henri) édités par Flammarion :

- **Paroles d'un combattant, 1920** .... 15 €
- **Force (Trois films) 1926 E.O.** .... 20 €
- **Jésus 1927** .... 15 €
- **Faits divers 1928** .... 10 €
- **Staline.** *Un monde nouveau vu à travers un homme.* Première édition 1935 .... 17 €
- **Le couteau entre les dents** *Editions «arté »* 1921 (défraîchi) .... 10 €

Berlioux (Monique), Mon séjour chez Maô-Tsé-Toung. Flammarion 1955 S.P. (n.c.) 236 p. envoi .... 10 €

Bonneff (Léon et Maurice), La vie tragique des Travailleurs. *Enquêtes sur la condition économique et morale des ouvriers et ouvrières d'industrie.* Jules Rouff 1911, 340 p. .... 20 €

Bonneff (Léon et Maurice), La Classe Ouvrière : Les Boulangers. Ed. la Guerre Sociale 1910, 31 p. .... 8 €

Bothereau (Robert), Histoire du Syndicalisme français. PUF Que sais-je 1945 .... 5 €

Brocher (Victorine), Souvenirs d'une morte vivante. *Histoire d'une femme du peuple officiellement fusillée sous la Commune.* Maspero, La mémoire du peuple 1976 .... 8 €

Cacérés (Bénigno), Le Mouvement ouvrier. Seuil, Peuple et Culture 1967, 284 p. envoi .... 12 €

Cacérés (Bénigno), Histoire de l'Education Populaire. Seuil, Peuple et Culture 1964, 256 p. S.P. envoi .... 15 €

Calet (Henri), Contre l'oubli. *Recueil d'articles parus dans Combat et Terre des Hommes entre 1944 et 1948.* Les Cahiers rouges 1956, 224 p. .... 6 €

C.G.T. Ensemble de 4 plaquettes de propagande. Centre Confédéral d'Education Ouvrière (années 60 et 70), les 4 .... 10 €

Chabrol (Jean-Pierre), Les Rebelles. Plon 1965, 379 p. .... 5 €

(Collectif), Vingt ans de Capitalisme d'Etat. *Par Armengaud, Baudin, Chastenet, Fromont...* SPID 1951, 302 p. (n.c.) .... 8 €

(Collectif), Le Mouvement Ouvrier 1815-1976. CFDT Réflexion 1977, 223 p. nbr. ill. .... 15 €

Delperrié de Bayac, Histoire du Front Populaire. Fayard, Les Grandes Etudes Contemporaines, rel. toile édit. 542 p. index (état neuf) .... 18 €

Dolléans (Edouard), Victoire des Obscurs. *E. Dolléans devient le collaborateur de Léo Lagrange au Ministère des Sports et Loisirs.* Ed. de Cluny 1936, 157 p. (Bel envoi à Georges Vidalenc) .... 23 €

Dolléans (Edouard), Proudhon. Gallimard 1948, S.P. 528 p. (Bel envoi à G. Vidalenc) .... 25 €

Duboin (Jacques) :

La Grande Révolution qui vient... Ed. Nouvelles 1934, 209 p. .... 20 €

Kou l'Ahuri ou la misère dans l'abondance. Ed. Nouvelles 1934, 199 p. (défr.) .... 10 €

Demain ou le Socialisme de l'Abondance. Droit au travail 1942, 347 p. .... 20 €

Libération *Des bras à la machine, de la disette à l'abondance, de l'échange à la distribution.* Grasset 1936, 257 p. .... 20 €

Duclos (Jacques), Les Communistes dans la Bataille pour la libération de la France. *Rapport présenté au P.C. le 31 août 1944.* Plaquette de 28 p. .... 10 €

Duverger (Maurice), Partis politiques et Classes sociales en France. Armand Colin 1955, 330 p. .... 18 €

Duvernoy (Jean), Inquisition à Pamiers. *Interrogatoires de Jacques Fournier évêque de Pamiers (1318-1325).* Privat 1966, S.P. 239 p. ill. Index .... 15 €

Effel (Jean), Jours sans Alboches. Editions France-soir 1944. Album oblond de 70 dessins avec une préface de René Lefevre T.B.E. ... 40 €

Engels (Friedrich), Révolution et contre-révolution en Allemagne. Editions Sociales Internationales 1935, S.P. 148 p. .... 15 €

Engels (Friedrich), Dialectique de la Nature. Editions Sociales 1952, cart. 364 p. index 20 €

Isaac (Jules), Paradoxe sur la Science homicide et autres hérésies. Rieder, « collection Europe », 188 p. .... 10 €

Kahn (J.-F.), Ainsi parlait la France. *Les heures chaudes de l'Assemblée Nationale.* Jean Claude Simoën, 316 p. .... 8 €

Kennedy (Stetson), Introduction à l'Amérique raciste. Julliard Les Temps Modernes 1955, 337 p .... 10 €

Kropotkine (Pierre) Publications des «Temps Nouveaux », couv. illustrée :

- **N° 59 1912, La Guerre.** 22 p. .... 7 €
- **N° 65 1913, La Loi et l'Autorité.** 24 p. ... 7 €

Labi (Maurice), La grande division des Travailleurs. *Première scission de la CGT, 1914-1921.* Editions Ouvrières 1964, 332 p. (annoté) .... 20 €

Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme. Bibliothèque marxiste N°18 1935 S.P., 151 p. .... 10 €

Lorulot (André), Editions de l'Idée Libre :

- **Histoire des Papes.** 1940, ouvrage abondamment illustré, couv. couleur, 272 p. (Bel exemplaire) .... 35 €
- **L'Eglise et l'Amour.** *Controverse publique avec l'abbé Viollet.* 1929, 92 p. .... 15 €
- **L'Eglise et la Guerre.** *Préface d'Henri Barbusse.* 1932, 172 p. E.O. sur Lafuma, envoi 22 €
- **Dieu reconnaîtra les siens.** *Pièce en trois actes.* S.D. 176 p. .... 15 €

Mahé (André), L'Ecole heureuse. *Une révolution dans l'enseignement.* Denoël 1964, 228 p. bel envoi à Jean Nocher .... 12 €

Massé (Ludovic), Le Livret de Famille. Séquana 1943, 277 p. .... 8 €

Nadaud (Martin), Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon. Voix ouvrières 1948, 284 p. .... 15 €

Navel (Georges), Travaux. Stock 1945, 1ère édition, envoi .... 10 €

Patou (Hélène), Le Domaine du Hameau perdu. *Préface d'Henri Poulaille.* Amitié par le Livre 1972, 1/500 sur Gothic .... 7 €

Perrodo-Le Moyne, Célibat ou Mariage des Prêtres. Idée Libre 1957, illustrations originales de l'auteur.205 p. .... 17 €

Poulaille (Henry), Grasset éditeur :

- **Charles Chaplin.** 1927, 233 p. ill. de nbr photographies, index des films et des noms .... 25 €
- **Le pain quotidien,** 1934, 350 p. .... 8 €
- **Les Damnés de la Terre.** 1935, 487 p. .... 8 €
- **Les Rescapés,** 1938, 323 p. .... 8 €
- **Bible des Noëls anciens.** Club des Editeurs 1958, rel. toile décorée, 445 p. .... 20 €

Pozzi (Henri), La Guerre revient... Paul Berger 1933, 364 p. envoi (défraîchi) .... 12 €

Priouret (Roger A.), La République des Partis. L'Elan 1947, 279 p. envoi à J. Nocher ...... 12 €

Radvanski (Jean), La Vérité sur Varsovie. Ed. France d'Abord 1945, 62 p. (sans couv.) ... 10 €

Reclus (Onésime), L'Allemagne en morceaux. *Paix draconienne.* Attinger s.d. (1919 ?), Plaquette de 64 p. .... 8 €

Reynaud (J.-D.), Les Syndicats, les Patrons et l'Etat. Editions Ouvrières 1978, 192 p. ...... 6 €

Rosenberg (Arthur), Histoire du Bolchevisme. Grasset 1936, 313 p. .... 10 €

Riazanov (D.), Marx et Engels. *Conférences.* Bibliothèque marxiste N°1, 1923 226 p. .. 18 €

Serge (Victor), Destin d'une Révolution, URSS 1917-1937. Grasset 1937, s.p. 326 p. (défraîchi) .... 10 €

Stirner (Max), l'Unique et sa Propriété. J.-J. Pauvert 1960, 333 p. .... 20 €

Touraine (Alain), Vie et mort du Chili populaire. *Juillet- Septembre 1973.* Seuil 1973, 284 p. .... 8 €

Touraine, Wieviorka, Dubet, Le Mouvement Ouvrier. Fayard 1984, 438 p. .... 15 €

Trotsky – Rosmer, Correspondance 1929-1939. Témoins Gallimard 1982, 274 p. index .... 15 €

Trotsky (Léon), Staline. Grasset 1948, 621 p. index .... 25 €

Valois (Georges), Technique de la révolution syndicale. Ed. Liberté 1935 E.O. 323 p. envoi .... 20 €

Voline et Ingoulov, Les étapes du Bolchevisme. ABC du Marxisme 1936, 79 p. .... 10 €

Weil (Simone), La Condition ouvrière. Gallimard 1951, 275 p. .... 20 €

Zévaes (Alexandre, De l'introduction du Marxisme en France. Marcel Rivière 1947, 216 p. .... 10 €

Zinoviev (Alexandre), Les confessions d'un homme en trop. Orban 1990, 504 p. .... 15 €

